



## Diagnostic Partagé de la région Hauts-de-France

**Contributeurs :**

**Région – Direccte – Partenaires Sociaux – Pôle emploi – Rectorats**



***Cliquez sur le titre pour accéder à la partie***

## Introduction - Préambule

 1. Géographie du territoire

 2. Population

 3. Economie – Entreprises – Emplois

 4. Marché du travail

 5. Formations

- ④ Loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et au dialogue social  
→ les Régions ont la compétence de mise en place d'une stratégie régionale de développement de la formation et de l'orientation professionnelles.
  
- ④ Cette stratégie prend la forme d'un « Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles » (CPRDFOP) :
  - ▶ feuille de route sur 5 ans, partagée par la Région, l'État et les Partenaires Sociaux
  - ▶ volonté partagée d'opérationnalité et de cohérence de l'ensemble des dispositifs d'orientation et de formation professionnelle,
  - ▶ qu'ils relèvent de la formation initiale (scolaire et apprentissage) ou continue (demandeurs d'emploi ou salariés).
  
- ④ Le CPRDFOP présente les actions partenariales à mettre en œuvre en termes de formation professionnelle et d'orientation en cohérence avec les besoins du territoire en matière d'emplois, de compétences et de qualifications.

# Le diagnostic partagé du CPRDFOP

- ④ Signé en 2017, le CPRDFOP intègre une clause de revoyure fin 2019.
- ④ A cette occasion, le diagnostic partagé de la région Hauts-de-France a été actualisé. Ces travaux ont été confiés au C2RP Carif-Oref Hauts-de-France et à son réseau des partenaires de l'OREF (Observatoire Régional Emploi-Formation).
- ④ Ainsi, les partenaires du réseau OREF directement impliqués dans la démarche de construction du CPRDFOP - à savoir la Direccte, les Rectorats, la Région, les Partenaires sociaux et Pôle emploi - ont mobilisé leurs ressources, leurs expertises et leurs analyses afin de produire ce nouveau diagnostic qui s'appuie à la fois sur :
  - ▶ les données quantitatives des différentes institutions membres du réseau OREF
  - ▶ l'expertise croisée et pluridisciplinaire des membres du réseau OREF
- ④ Ce diagnostic explore en particulier les champs de l'emploi, du marché du travail et de la formation (initiale et continue). Il s'enrichit de nouveaux indicateurs et de données d'évolutions remarquables depuis la signature du CPRDFOP, sans avoir vocation à évaluer l'impact du CPRDFOP sur chacune des thématiques présentées.
- ④ Ce document permet ainsi de poser un regard renouvelé sur la région Hauts-de-France afin d'alimenter et d'étayer la rédaction et les propositions d'actions à prioriser dans le cadre de la clause de revoyure du CPRDFOP.

# Paysage de la formation professionnelle

## Formation professionnelle initiale

Voie scolaire

Apprentissage

Enseignement supérieur

## Formation continue des demandeurs d'emploi

Formations financées  
par le Conseil régional

Formations financées  
par Pôle emploi

Formations financées  
par d'autres financeurs  
(Etat, Agefiph, OPCO,  
Opacif)

Formations financées  
par le demandeur  
d'emploi  
(CPF)

## Formation continue des salariés

Formations financées  
par les OPCO et Opacif

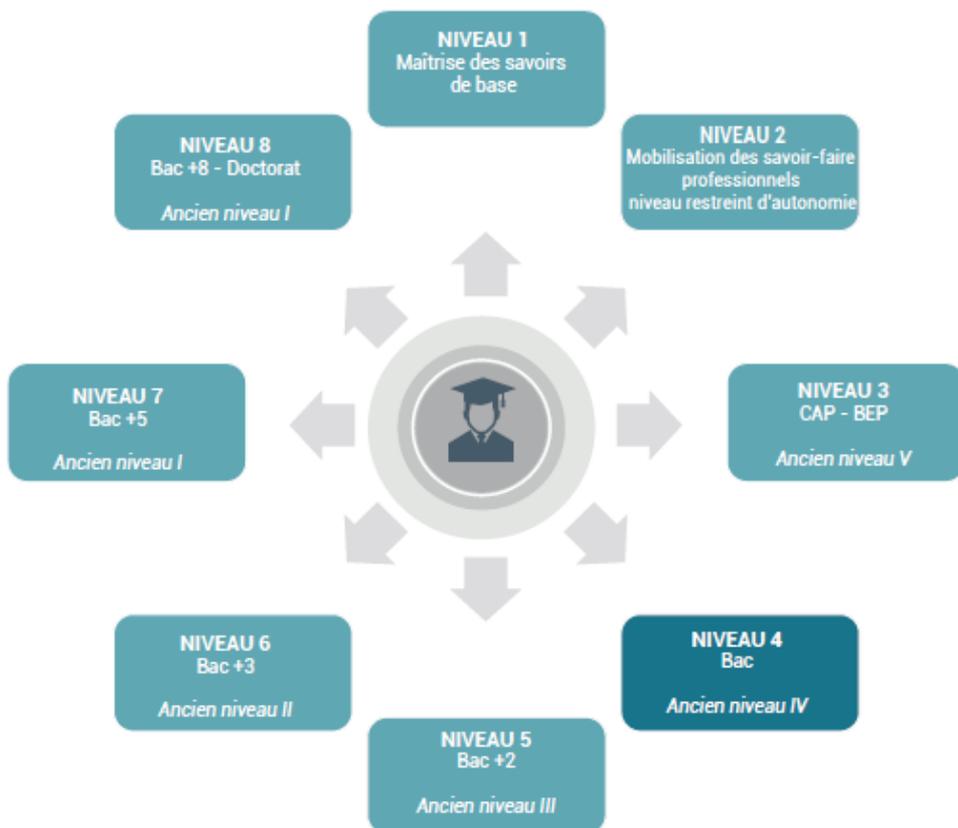
Formations financées  
par les entreprises

Formations financées  
par le salarié (CPF)

**VAE**

- Validation des Acquis de l'Expérience

# La nouvelle nomenclature des diplômes par niveau



Le Décret n°2019-14 du 8 janvier 2019 fixe un nouveau cadre national des certifications professionnelles.

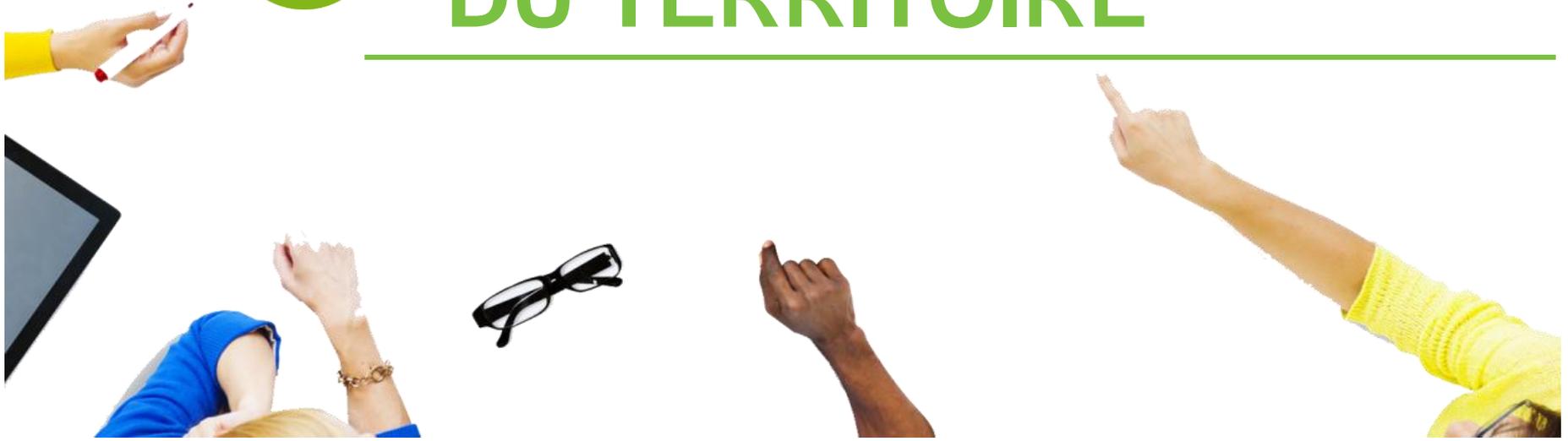
Ainsi, depuis janvier 2019, les niveaux de formation sont classés autrement : **la nomenclature de 1969 (Niveaux V à I) est remplacée par une nomenclature comprenant 8 niveaux (niveau 1 à 8).**

Chacun des 8 niveaux correspond au niveau de qualification associé à chaque certification professionnelle en fonction de critères de gradation des compétences nécessaires à l'exercice d'activités professionnelles.



## GÉOGRAPHIE DU TERRITOIRE

---



# 1. Géographie du territoire

- ▶ [5 départements en région](#)
- ▶ [Plusieurs découpages infrarégionaux](#)
- ▶ [Une région au carrefour de l'Europe](#)
- ▶ [Un réseau dense d'infrastructures de transport](#)
- ▶ [1ère région de France pour les déplacements domicile-travail](#)
- ▶ [Navettes plus intensives entre les départements du Nord et du Pas-de-Calais](#)
- ▶ [75% de la population concentrée sur 15% du territoire](#)
- ▶ [La répartition de la population se densifie, notamment à la périphérie des grandes villes](#)
- ▶ [1ère région de France dans l'utilisation de sa surface agricole](#)



# 5 départements

Source : d-maps

 5 départements composent le territoire régional :

- ▶ Aisne
- ▶ Nord
- ▶ Oise
- ▶ Pas-de-Calais
- ▶ Somme

 Frontalière de la Belgique et des régions :

- ▶ Normandie
- ▶ Grand-Est
- ▶ Île-de-France



## Plusieurs découpages infrarégionaux

Il existe plusieurs découpages infrarégionaux liés aux champs étudiés, aux structures élaborant les données. Par exemple :

-  ▶ Les 28 zones d'emploi\* de l'INSEE
-  ▶ Les 28 bassins d'emploi\* de Pôle emploi
-  ▶ Les 26 arrondissements\* de l'Etat
-  ▶ Les 28 bassins emploi formation\* du réseau de l'OREF
  - Zonage partagé par l'ensemble des partenaires du réseau de l'Observatoire Régional Emploi Formation

L'ouverture voyageurs à l'Europe



# Une région au carrefour de l'Europe

Source : [Atlas de la nouvelle région Tome 4 La région en mouvement](#) p.19

- Une région ouverte sur l'international, avec des infrastructures de transport desservant les capitales :
  - ▶ Londres
  - ▶ Amsterdam
  - ▶ Bruxelles
  - ▶ Paris
- La présence de l'Euro-métropole Lille-Kortrijk-Tournai, groupement européen de coopération territoriale (GECT), favorise la coopération transfrontalière entre la France et la Belgique
- L'agglomération amiénoise et le sud de la Picardie ouvrent des portes vers Paris et l'Ile-de-France



# Un réseau dense d'infrastructures de transport



Source : [Atlas de la nouvelle région Tome 4 La région en mouvement p.16](#)  
[Résultats d'activité 2018 des aéroports français](#)

- ⦿ De nombreuses portes internationales :
  - ▶ les gares TGV-Haute Picardie, Lille-Europe et Calais-Fréthun
  - ▶ les aéroports de Beauvais, Lille, Charleroi, Bruxelles et Roissy
  - ▶ les ports maritimes de Boulogne, Calais et Dunkerque
  
- ⦿ Près de 6 millions de voyageurs se sont présentés sur les aéroports de Lille et de Beauvais en 2018
  - ▶ +5,7% de voyageurs en un an
  - ▶ 3 787 086 passagers sur Paris-Beauvais-Tillé
  - ▶ 2 078 549 sur Lille-Lesquin
    - 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> aéroport de France métropolitaine en termes de nombre de passagers
  
- ⦿ Des liaisons routières performantes, qui relie l'Île-de-France au Benelux



# 1<sup>ère</sup> région de France pour les déplacements domicile-travail

Source : Insee, RP 2016 - traitement C2RP

72% des actifs occupés travaillent hors de leur commune de résidence (65% au niveau national) → il s'agit des « navetteurs »

- ▶ Entre 2011 et 2016, les déplacements domicile-travail ont augmenté : + 3%
- ▶ 8 navetteurs sur 10 travaillent dans leur département de résidence
- ▶ 1 navetteur sur 10 travaille en dehors de son département de résidence mais en région
- ▶ 1 navetteur sur 10 travaille en dehors de la région

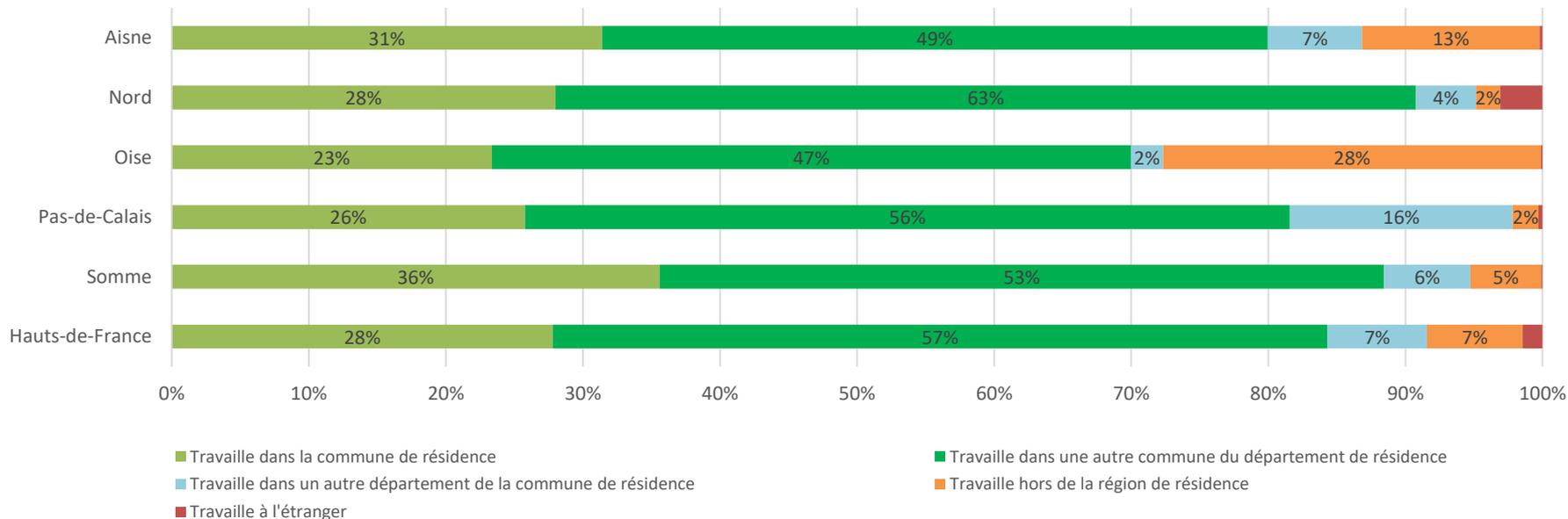
	France métropolitaine	Hauts-de-France
<b>Actifs occupés</b>	26 752 560	2 262 435
<b>Part d'actifs occupés travaillant en dehors de leur commune de résidence</b>	65,3%	72,2%
<b>Part d'actifs occupés travaillant dans un autre département de la région de résidence</b>	13,8%	7,3%
<b>Part d'actifs occupés travaillant hors de leur région de résidence</b>	4,9%	8,4%

# 1<sup>ère</sup> région de France pour les déplacements domicile-travail

Source : Insee, RP 2016 – Traitement C2RP

Les actifs occupés sont plus mobiles au sein des départements de l'Oise et du Pas-de-Calais (attractivité de l'Ile-de-France et de la Métropole Lilloise)

## Répartition du lieu de travail des navetteurs de la région selon leur lieu de résidence



# Navettes plus intensives entre les départements du Nord et du Pas-de-Calais

Source : Insee, RP 2016 - traitement C2RP

## Les déplacements d'actifs d'un département à un autre sont concentrés entre le Nord et le Pas-de-Calais

- ▶ Soit des flux composés de 117 800 travailleurs
- ▶ Navettes favorisées par un tissu urbain très dense qui chevauche les limites départementales
- ▶ 49% des navetteurs résidant en Hauts-de-France et travaillant en dehors de la région résident dans l'Oise

### Part de navettes par département de travail selon le département de résidence du navetteur

Département de résidence	Département de travail					
	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	En dehors de la région
<b>Aisne</b>	95%	0%	3%	0%	2%	14%
<b>Nord</b>	2%	91%	0%	8%	1%	25%
<b>Oise</b>	2%	0%	94%	0%	2%	49%
<b>Pas-de-Calais</b>	0%	8%	0%	91%	2%	6%
<b>Somme</b>	1%	0%	3%	1%	93%	6%
<b>Ensemble</b>	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Champ : navetteurs résidant en Hauts-de-France

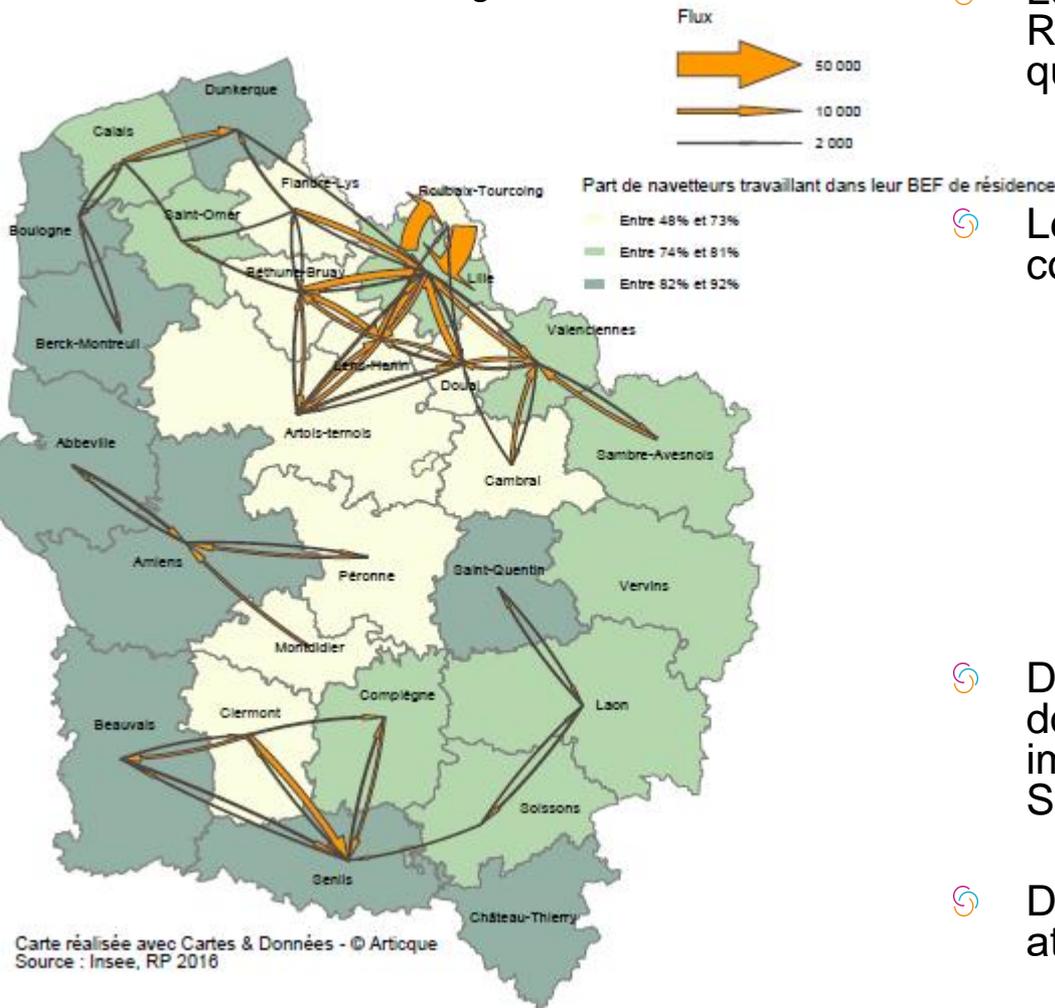
Note de lecture : Parmi les navetteurs résidant en Hauts-de-France et travaillant dans le département de l'Aisne, 2% viennent du département du Nord

Source : Insee, recensement de population 2016 – Traitement C2RP

# Des déplacements domicile-travail concentrés sur les zones les plus peuplées

## Principaux flux de navetteurs entre les Bassins Emploi – Formation de la région

Source : Insee, RP 2016 - traitement C2RP



Les BEF de Lille, Amiens, Valenciennes et Roubaix-Tourcoing concentrent plus d'un quart des navettes régionales

Les principaux flux de navetteurs se concentrent sur la métropole lilloise :

- ▶ Près de 49 000 travailleurs quittent le BEF de Roubaix-Tourcoing pour aller travailler sur le BEF de Lille
- ▶ 21 000 résidents du BEF de Lens-Hénin, 15 000 résidents du BEF de Béthune-Bruay et 14 500 résidents du BEF de Douai viennent travailler sur le BEF de Lille
- ▶ A l'inverse 35 000 résidents du BEF de Lille vont travailler sur le BEF de Roubaix-Tourcoing

Dans l'Oise, les flux de déplacements domicile-travail entre BEF sont également importants entre le BEF de Clermont vers Senlis : 13 500 navetteurs

Dans la Somme, c'est le BEF d'Amiens qui attire 25 600 résidents d'autres BEF

# 1<sup>ère</sup> région de France pour les déplacements domicile-travail

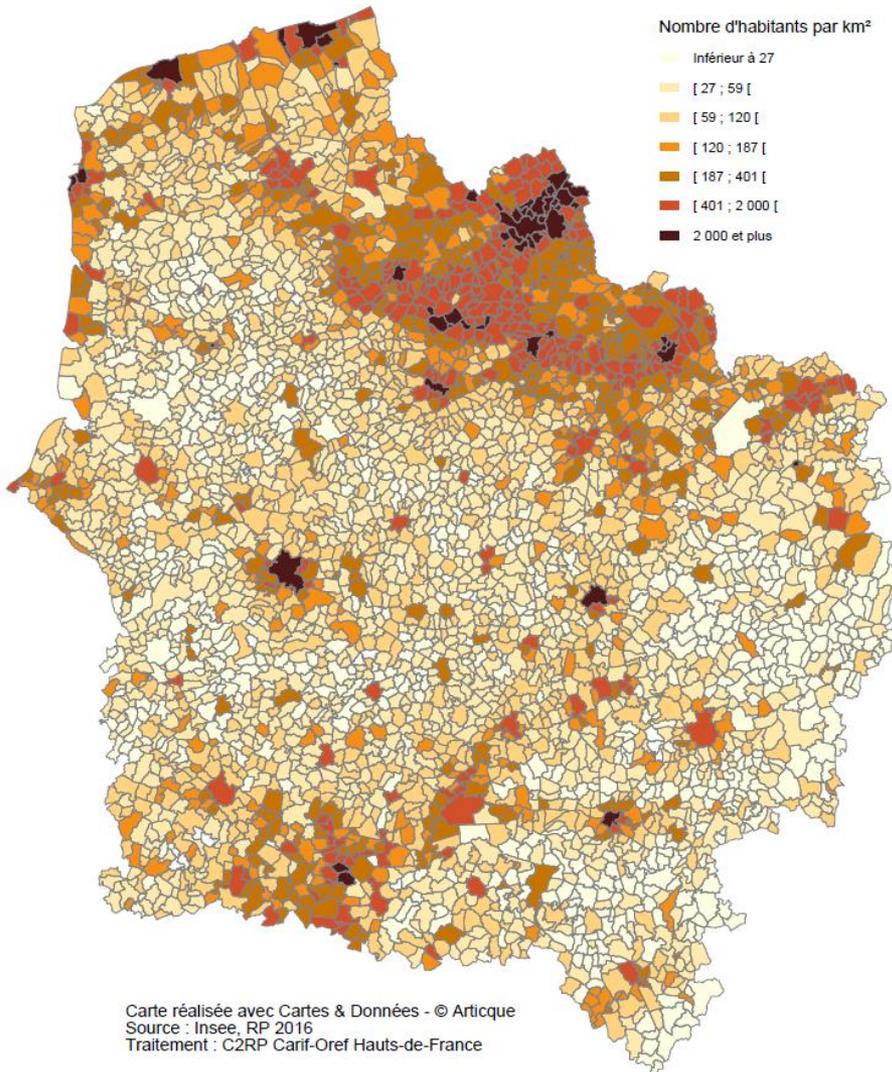
Source : Insee, RP 2016 - traitement C2RP

[Insee Hauts-de-France : Edwige Crocquey, Fabrice Mille, Adeline Roszak, « L'emploi frontalier des Hauts-de-France vers la Belgique : une attractivité modérée et contrastée », Insee Analyses, n°94, mars 2019](#)

- 🌀 190 700 navetteurs travaillent hors de la région, soit 8% des navetteurs
  - ▶ 158 200 travaillent en France, dans une autre région (dont 125 000 en Ile-de-France)
  - ▶ 32 500 travaillent dans un autre pays (dont 30 600 en Belgique)
  
- 🌀 En retour, 50 000 personnes viennent travailler en Hauts-de-France
  - ▶ 17 650 résidents d'Ile-de-France
  - ▶ 9 500 résidents de Normandie
  - ▶ 5 400 résidents de Grand-Est
  
- 🌀 10 500 résidents en Belgique viennent travailler en Hauts-de-France

# 75% de la population concentrée sur 15% du territoire

Source : Insee, RP 2016

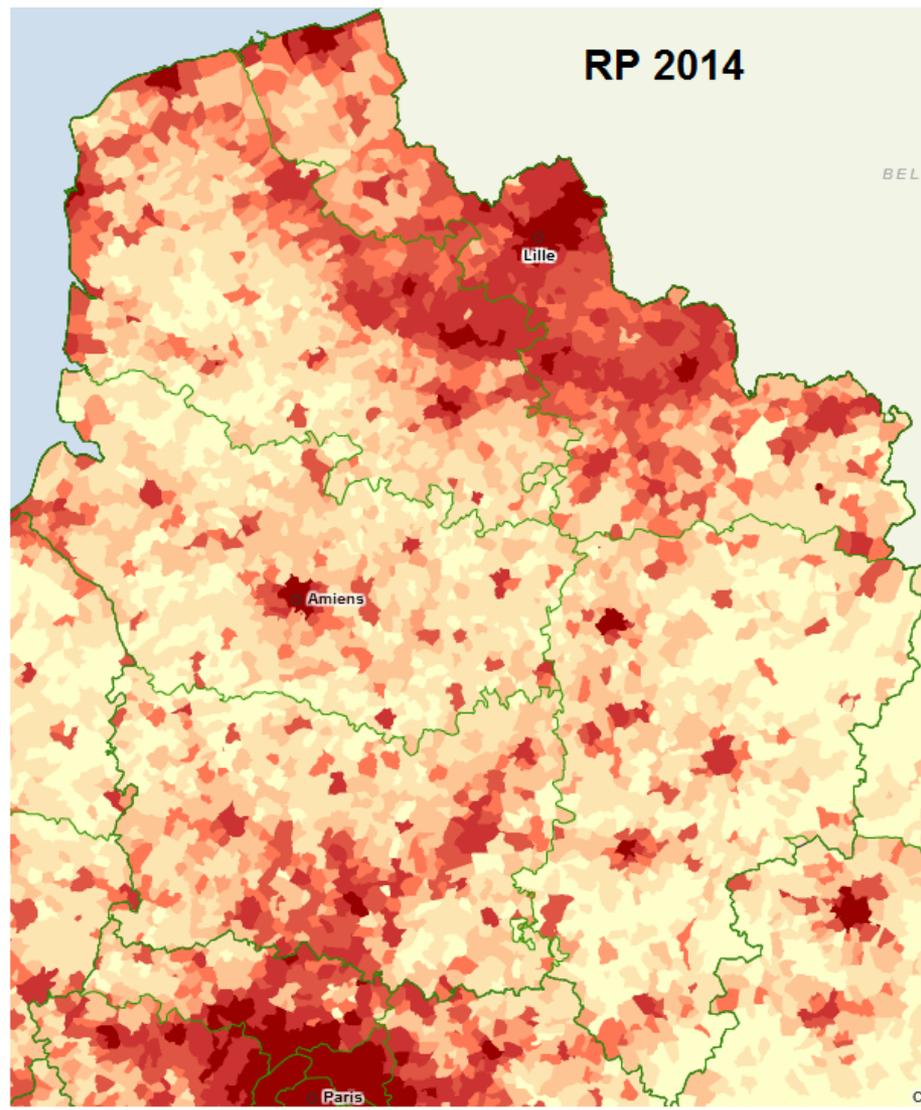
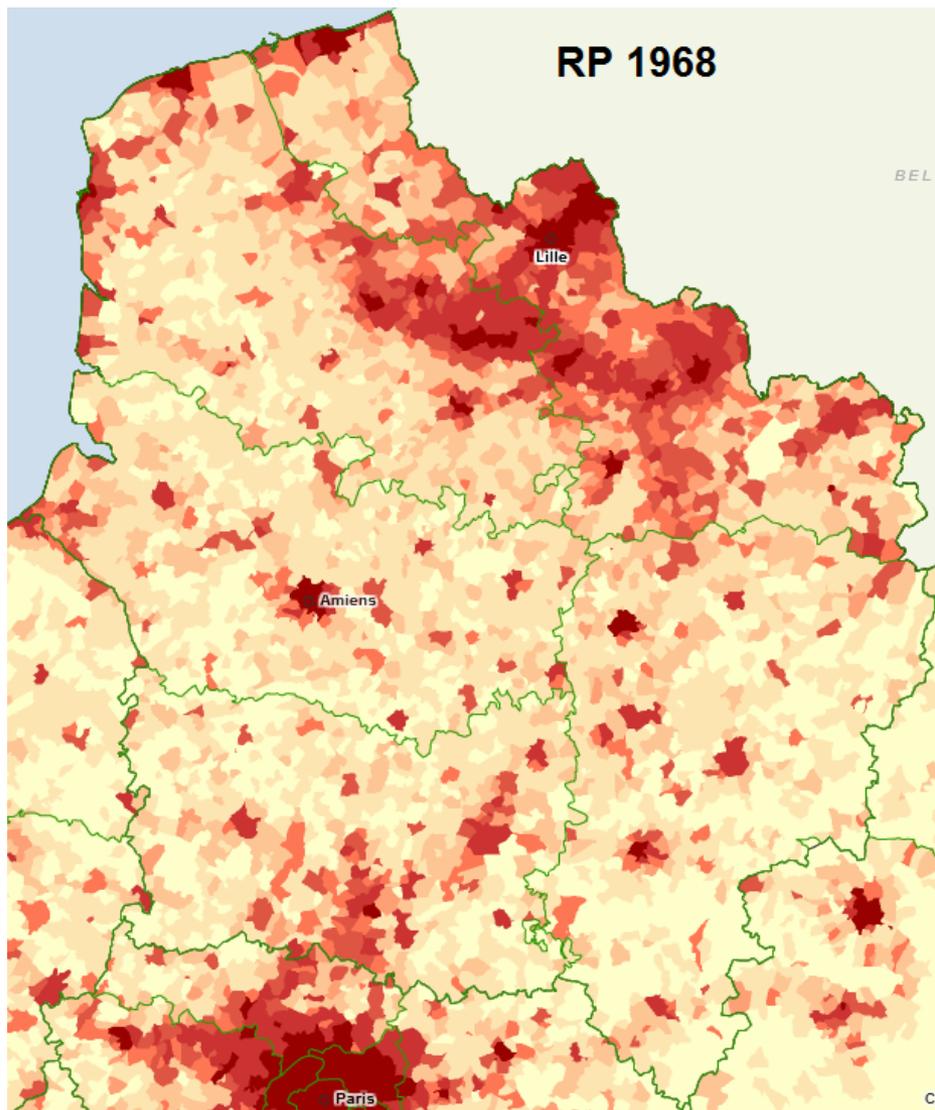


-  Densité de population\* : 75% de la population est concentrée sur 15% du territoire
-  La région est essentiellement composée de territoires à dominante agricole avec un réseau de villes moyennes.
-  Des foyers de peuplement importants et très urbanisés sont principalement localisés sur le littoral, l'Amiénois, la métropole lilloise et le sud de l'Oise.

\* DEF

# La répartition de la population se densifie, notamment à la périphérie des grandes villes

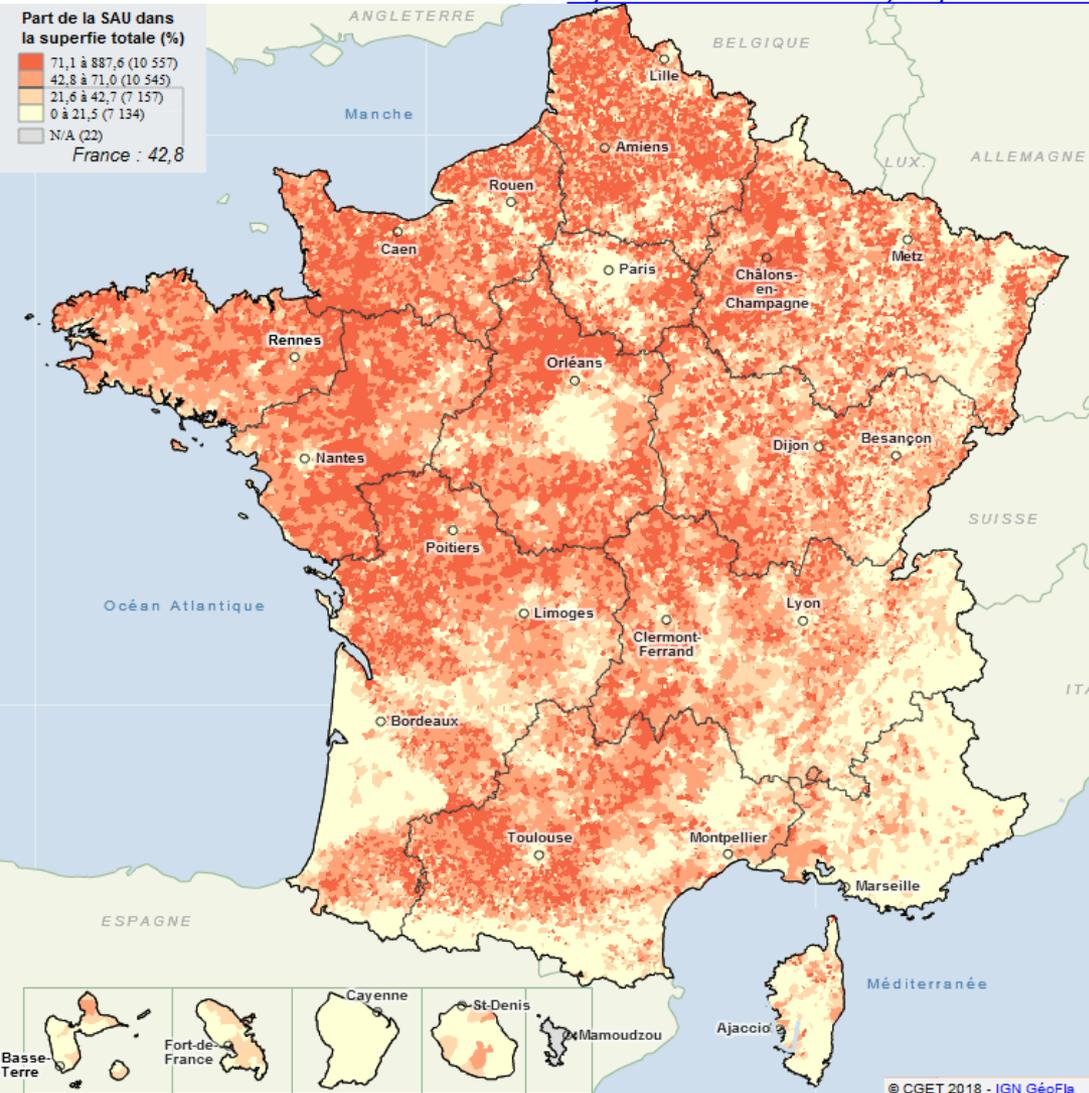
Source : Observatoire des territoires – Insee, RP 1968 et RP 2014



# 1<sup>ère</sup> région de France dans l'utilisation de sa surface agricole



Source : [Agreste Hauts-de-France, Le panorama du monde agricole, forestier et agroalimentaire, novembre 2018](#)



La superficie agricole utilisée (SAU) couvre les deux tiers de la région Hauts-de-France contre la moitié en France métropolitaine

68% de Surface Agricole Utilisée sur la superficie de la région contre 52% en France métropolitaine

- ▶ Aisne : 68%
- ▶ Nord : 63%
- ▶ Oise : 64%
- ▶ Pas-de-Calais : 69%
- ▶ Somme : 76%





## 2. Population

### ▶ Répartition de la population

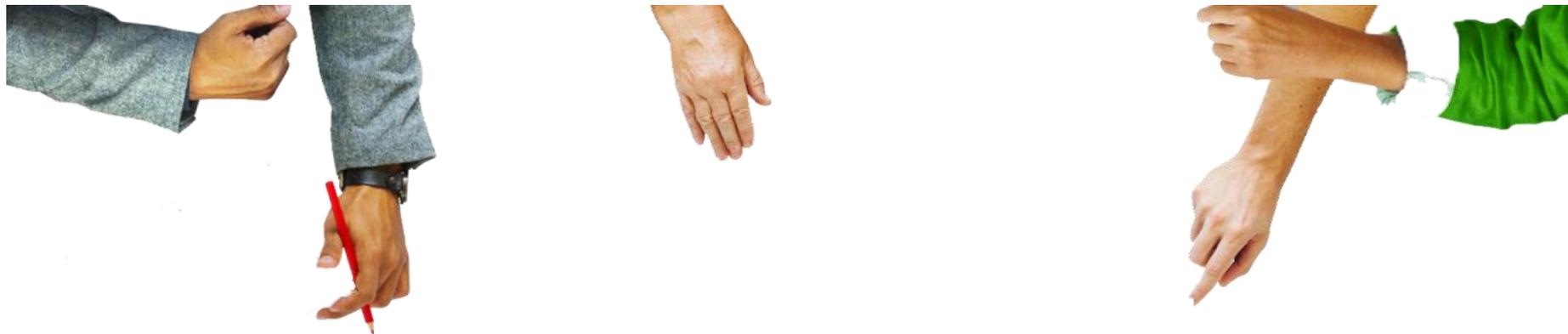
- Densité de population
- Taux de fécondité
- Croissance démographique
- Caractéristiques
- Projection de population

### ▶ Niveau de formation de la population

- Taux de scolarisation
- Part de non diplômés
- Niveau de formation
- Illettrisme
- Jeunes non insérés

### ▶ Niveau de vie et qualification de la population

- Taux de pauvreté
- Répartition de la population active
- Taux de chômage
- Qualification de la population
- Taux d'activité et taux d'emploi



## RÉPARTITION DE LA POPULATION



# Répartition de la population

- ▶ 3ème région la plus peuplée de France
- ▶ Le recul des naissances se poursuit...
- ▶ ... impactant à terme les effectifs en formation
- ▶ Un taux de fécondité plus élevé qu'en France métropolitaine
- ▶ Le taux de mortalité prématurée est le plus fort de France métropolitaine
- ▶ Une augmentation de la population entièrement portée par un accroissement naturel
- ▶ Une croissance démographique régulière mais des disparités territoriales
- ▶ La région la plus jeune de France
- ▶ A l'horizon 2050, la région ne serait plus la 3ème région la plus peuplée

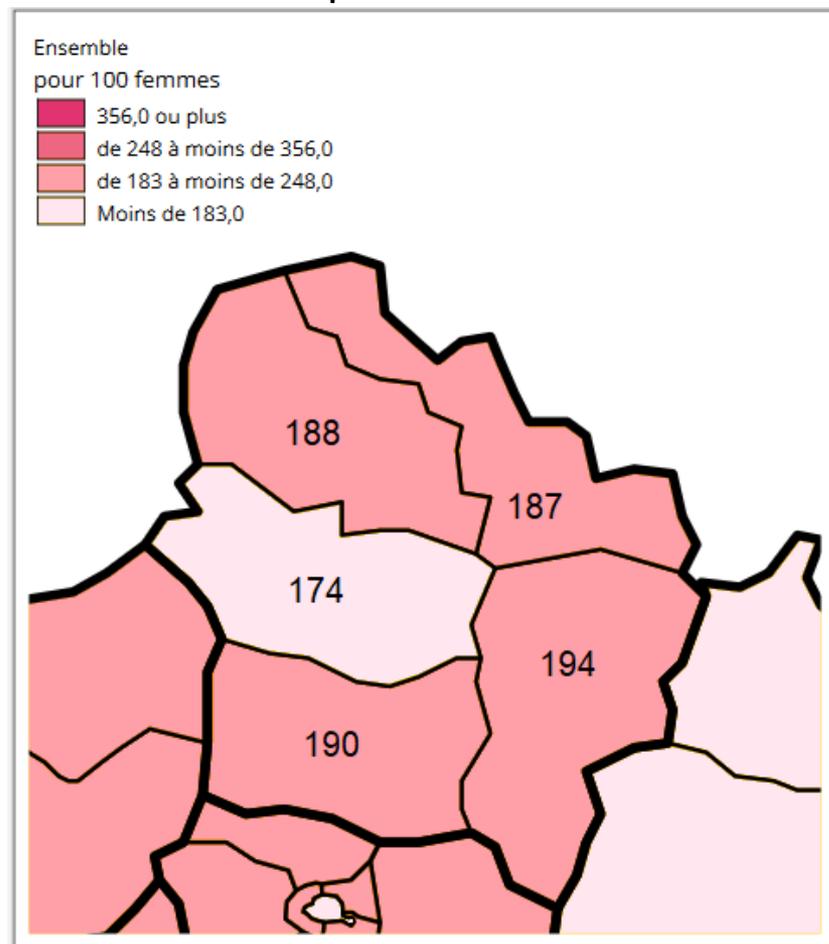
Source : [Insee, RP 2016, exploitation principale](#)

- ④ 6 006 870 habitants en 2016
  - ▶ troisième rang des régions les plus peuplées de métropole derrière l'Île-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes
  
- ④ Le poids de la population régionale en France métropolitaine s'affaiblit
  - ▶ 9,3% de la population de France métropolitaine en 2016
  - ▶ 9,6% en 2006
  - ▶ 10,4% en 1982
  
- ④ La région Hauts-de-France est la plus densément peuplée\* derrière l'Île-de-France
  - ▶ 189 hab/km<sup>2</sup> - 118 hab/km<sup>2</sup> en France métropolitaine
    - PACA est la 3<sup>ème</sup> région la plus densément peuplée : 159 hab/km<sup>2</sup>

\* DEF

# Le recul des naissances se poursuit

## Indicateur conjoncturel de fécondité en 2018 : comparaison départementales



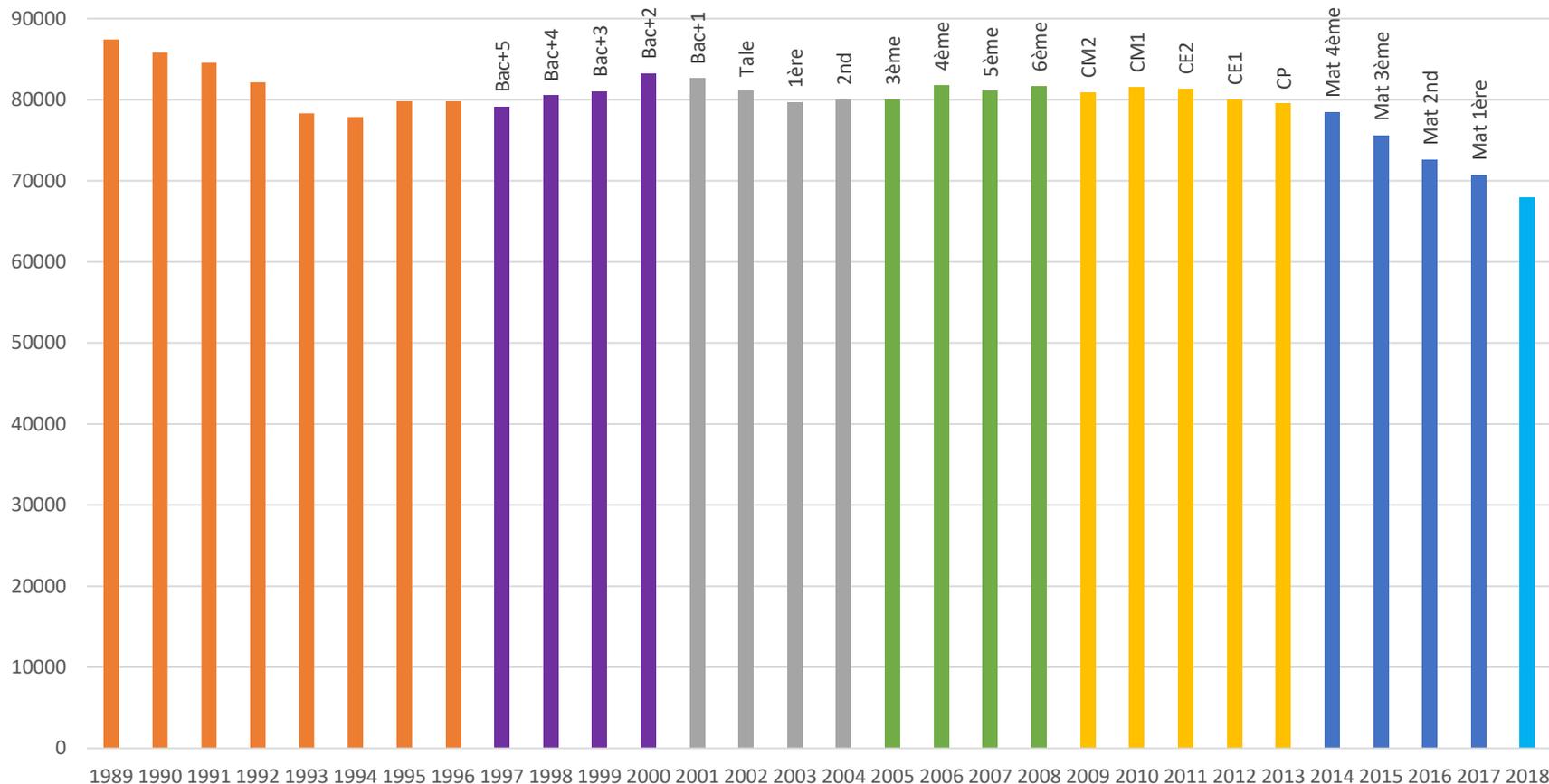
Source : [Insee, État civil, Estimations de population \(données provisoires\)](#)

- En 2018, en Hauts-de-France, on compte 186 enfants pour 100 femmes (187 en France)
  - ▶ 195 en 2016, 197 en 2017
  - ▶ Inférieur au national
- L'indicateur conjoncturel de fécondité diminue pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive
- Taux plus faible qu'en moyenne nationale dans la Somme (174 enfants pour femmes)
- En 2018, les mères de la région sont les plus jeunes de France métropolitaine
  - ▶ 29,9 ans en moyenne contre 30,7 ans en France métropolitaine

\* DEF

# Le recul du nombre de naissances se poursuit, impactant à terme les effectifs en formation

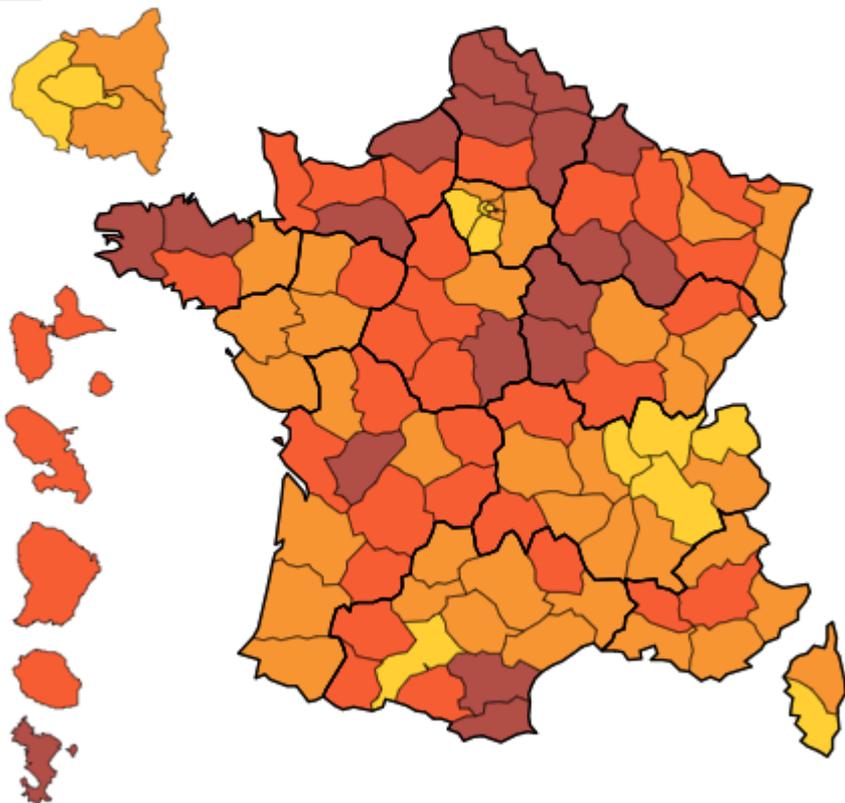
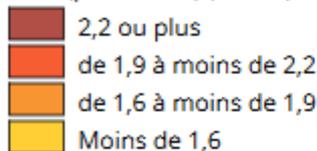
Nombre de naissances en Hauts-de-France par année



# Le taux de mortalité prématurée est le plus fort de France métropolitaine

Source : Insee, État civil, Estimations de population (données provisoires pour les taux de mortalité)

Taux de mortalité standardisé des 0-64 ans en 2018 (prématuré) (en ‰)

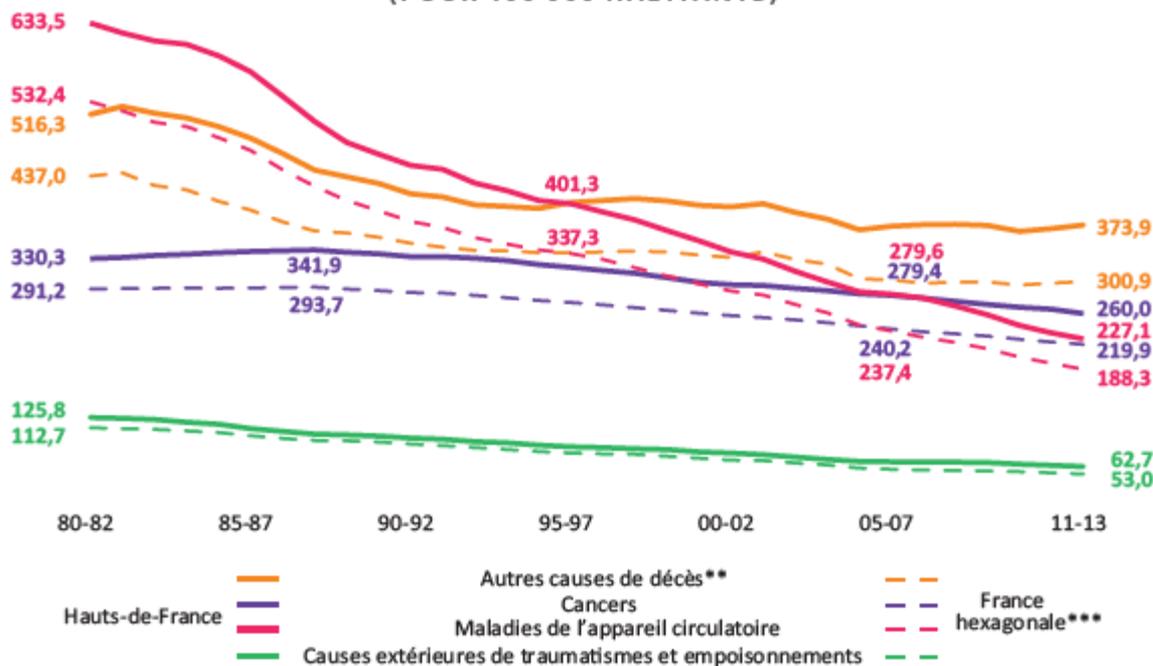


- 9,5 décès pour 1 000 habitants en Hauts-de-France
  - 9,3 ‰ en France métropolitaine
  - 4<sup>ème</sup> taux de mortalité le plus faible de France métropolitaine
    - Principalement lié à la jeunesse de sa population, ce taux cache des disparités selon l'âge
- Taux de mortalité infantile inférieur à la moyenne nationale :
  - 3,4 décès pour 1 000 enfants nés vivants
  - 3,5 ‰ en France métropolitaine
- Taux de mortalité prématurée le plus fort de France métropolitaine
  - 2,4 décès pour 1 000 habitants de 0 à 64 ans
  - 1,8 ‰ en France métropolitaine
- Taux de mortalité des 65 ans ou plus le plus élevé de France métropolitaine
  - 43,8 décès pour 1 000 habitants de 65 ans ou plus
  - 37,6 en France métropolitaine

# La surmortalité en Hauts-de-France est une constante ces 30 dernières années

Source : ARS, OR2S, Diagnostic territorialisé des Hauts-de-France

ÉVOLUTION DE LA MORTALITÉ\* POUR LES PRINCIPALES CAUSES DE DÉCÈS (POUR 100 000 HABITANTS)



Quelle que soit la cause du décès, les courbes régionales sont toujours situées au dessus des courbes nationales.

Depuis 2005, le cancer est devenu la 1<sup>ère</sup> cause de mortalité en région comme en France

\* taux standardisés sur l'âge, lissés sur trois ans

\*\* ensemble sauf cancers, maladies de l'appareil circulatoire et causes extérieures de traumatismes et empoisonnements. Les causes inconnues ou non précisées sont comptabilisées dans ce groupe ; la part parmi l'ensemble des décès augmente ces dernières années, dépassant les 2 % en 2009, étant de 2,8 % en 2011, 3,5 % en 2012 et 4,4 % en 2013 pour la région (en France, les pourcentages sont supérieurs d'un point)

\*\*\* hors Corse de 1979-1981 à 1982-1984, sans influence sur les comparaisons temporelles

Sources : Inserm CépiDc, Insee - Exploitation OR2S



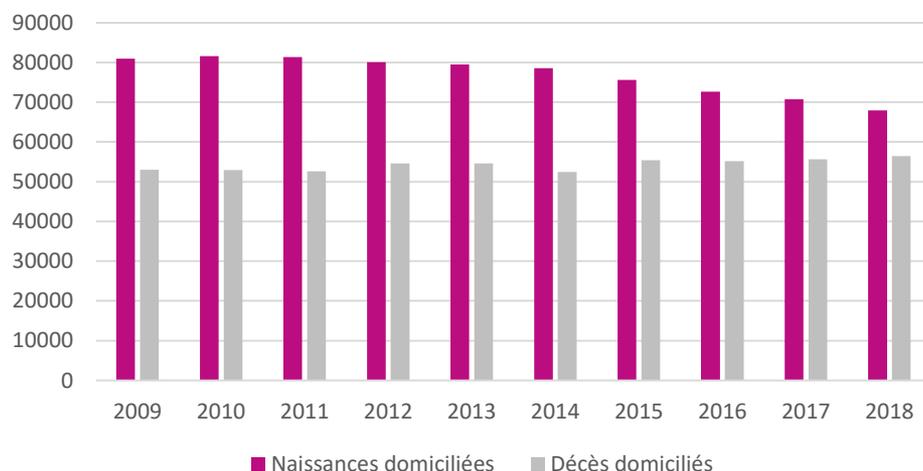
# Ralentissement de la hausse de la population régionale

Source : Insee, État civil, Estimations de population (données provisoires).

[Insee Flash Hauts-de-France N° 47 – juin 2018](#)

- En 2018, le nombre de naissance est toujours supérieur au nombre de décès annuel
  - ▶ 67 900 naissances vivantes domiciliées en Hauts-de-France en 2018
    - 3<sup>ème</sup> région ayant le plus grand nombre de naissance en 2018 (derrière Auvergne-Rhône-Alpes et Île-de-France)
    - Le nombre de naissance diminue depuis 2010 : - 13 660 naissances entre 2010 et 2018
  - ▶ 56 465 décès domiciliés en Hauts-de-France en 2018
    - 5<sup>ème</sup> région ayant le plus grand nombre de décès en 2018

Nombre de naissances et de décès en Hauts-de-France



Le phénomène de hausse de la population régionale, porté par l'excès des naissances sur les décès depuis plusieurs années, s'atténue :

- ▶ + 11 450 personnes en 2018
- ▶ + 15 100 personnes en 2017
- ▶ + 17 500 personnes en 2016

Taux de natalité en baisse depuis 2010 : 11,3 ‰

- ▶ 2<sup>ème</sup> taux régional
- ▶ 11,1 ‰ en France métropolitaine

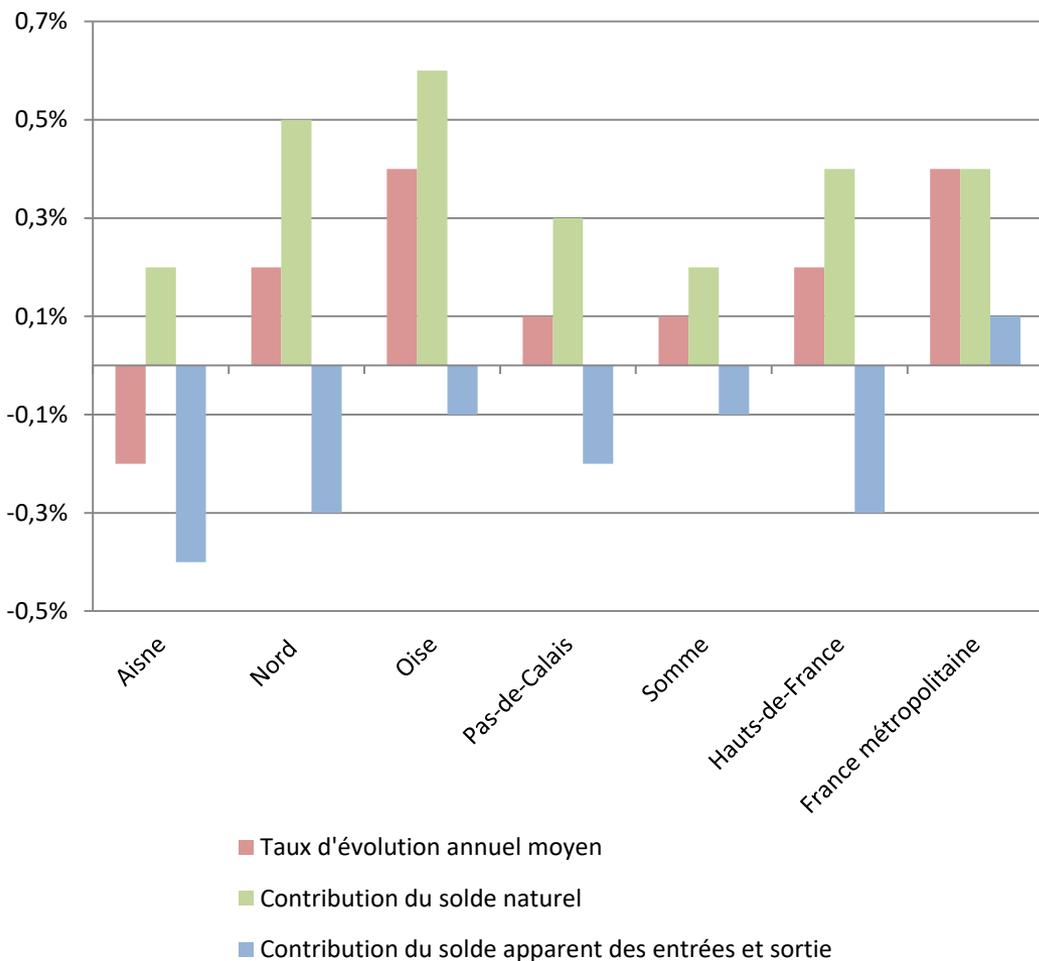
\* DEF

# L'Oise : département où la croissance de population est la plus dynamique

Source : Insee flash Hauts-de-France n°64 – Décembre 2018

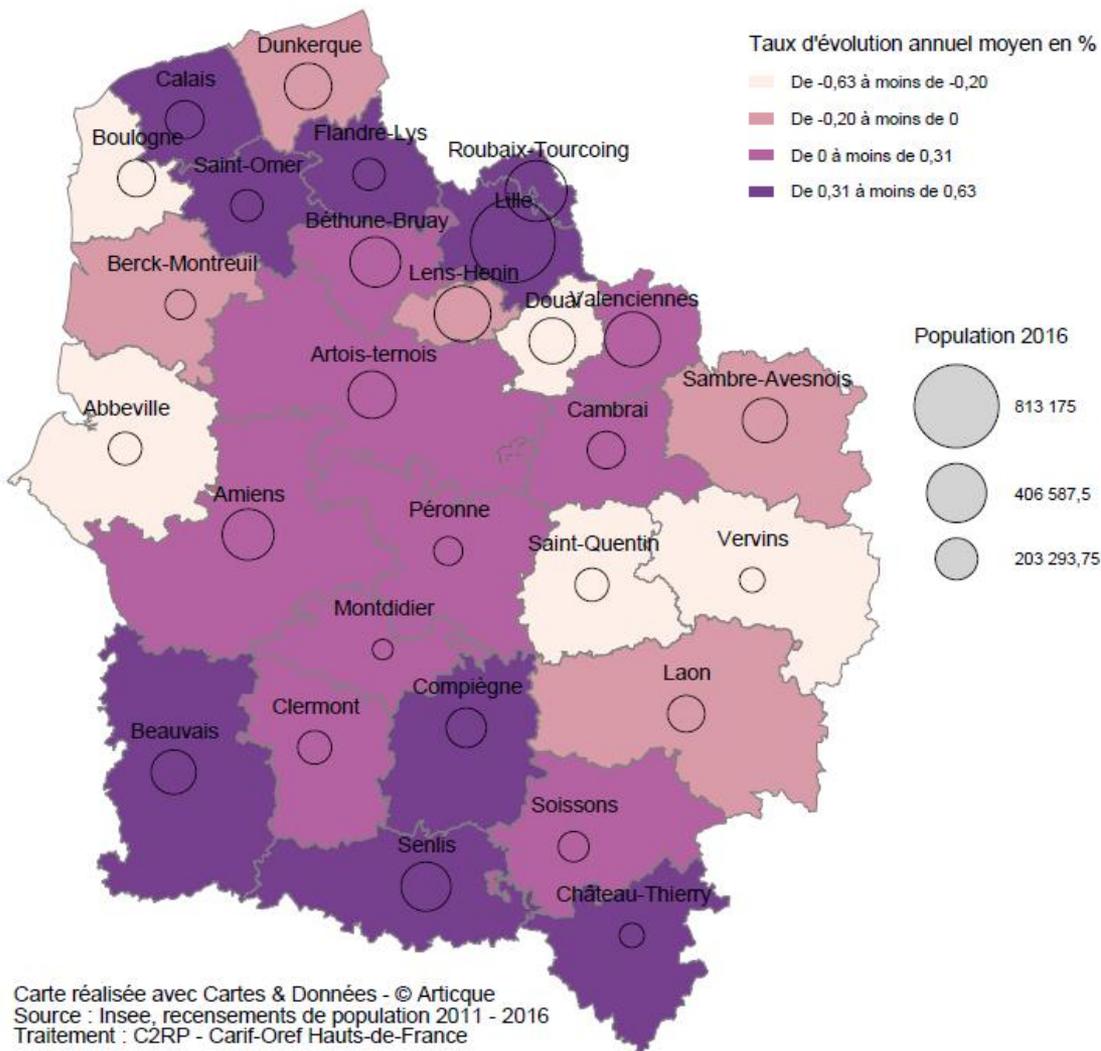
## Davantage de départs que d'arrivées dans tous les départements

-  Dans la région, l'augmentation de la population s'explique par l'excédent des naissances sur les décès (+ 0,4 % par an), un taux comparable au national.
-  Parmi les régions métropolitaines, seule l'Île-de-France possède un solde naturel supérieur (+ 0,9 % par an).
-  À l'inverse, le fort déficit migratoire régional (−0,3 % par an) ralentit la croissance démographique. Ce taux est le plus élevé des régions de province.
-  L'Oise est le département de la région où la croissance est la plus dynamique, tandis que l'Aisne perd des habitants.



# Territoires de Calais et de Beauvais : une croissance démographique dynamique

Population en 2016 et évolution annuelle moyenne entre 2011 et 2016 dans les bassins d'emploi-formation de la région



La population augmente tous les ans entre 2011 et 2016 pour 16 territoires en région.

Calais, Beauvais, de Roubaix-Tourcoing, de Senlis, Lille, Compiègne, Flandre-Lys, Saint-Omer et Château-Thierry sont les plus dynamiques.

Au contraire, Vervins, Saint-Quentin, Abbeville, Douai, Boulogne voient leur population diminuer tous les ans entre 2011 et 2016.

## Évolution de la population, du solde naturel\*, du solde migratoire\* et de l'indice de vieillissement par arrondissement en Hauts-de-France

Territoires	Taux d'évolution annuel de la population 2011-2016 (en %)	Taux d'évolution annuel de la population due au solde naturel 2011-2016 (en %)	Taux d'évolution annuel de la population due au solde migratoire apparent 2011-2016 (en %)	Indice de vieillissement* 2016
Beauvais	0,6	0,5	0,1	60
Calais	0,6	0,5	0,0	54
Saint-Omer	0,5	0,4	0,1	62
Lille	0,5	0,8	-0,3	53
Senlis	0,4	0,7	-0,3	55
Compiègne	0,4	0,4	0,0	66
Château-Thierry	0,3	0,3	0,1	73
Montdidier	0,3	0,3	0,0	68
Clermont	0,3	0,5	-0,2	61
Arras	0,2	0,3	-0,1	72
Amiens	0,2	0,4	-0,2	66
Valenciennes	0,1	0,5	-0,4	61
Béthune	0,1	0,3	-0,2	67
Péronne	0,1	0,1	0,0	80
Soissons	0,1	0,3	-0,2	75
Dunkerque	0,0	0,3	-0,3	69
Cambrai	0,0	0,2	-0,2	71
Lens	0,0	0,4	-0,4	61
Montreuil	-0,1	-0,1	0,0	94
Laon	-0,2	0,2	-0,4	72
Avesnes-sur-Helpe	-0,2	0,3	-0,5	68
Douai	-0,2	0,3	-0,6	65
Boulogne-sur-Mer	-0,2	0,3	-0,5	71
Abbeville	-0,4	-0,1	-0,3	101
Saint-Quentin	-0,4	0,2	-0,6	77
Vervins	-0,6	0,0	-0,6	81
Hauts-de-France	0,2	0,4	-0,3	64
France métropolitaine	0,4	0,4	0,1	79

\* DEF

\*Indice de vieillissement : Population de 65 ans ou plus / Population de moins de 20 ans

Note de lecture : Dans l'arrondissement de Lille, il y a 53 personnes de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans.

# 2<sup>ème</sup> région la plus jeune de France derrière l'Île-de-France

Source : Insee, RP2016, exploitation principale

-  L'âge moyen de la population s'établit à 39,3 ans
  - ▶ 40,9 en France métropolitaine.
-  38,4% de la population a moins de 30 ans (35,8% au national)
  - ▶ La part des 15-29 ans diminue en région comme en France
    - En 2016, en région, 18,7% de la population a entre 15 et 29 ans (19,5% en 2011)
    - En 2016, en France métropolitaine, 17,7% de la population a entre 15 et 29 ans (18,5% en 2011)

 ... mais un vieillissement important de la population

- ▶ Entre 2011 et 2016, la population âgée de 60 ans ou plus a augmenté
  - En 2016, en région, 23,0% de la population a 60 ans ou plus (20,8% en 2011)
  - En 2016, en France métropolitaine, 25,4% de la population a 60 ans ou plus (23,5% en 2011)

Population par grandes tranches d'âges en 2016

	Région	France métropolitaine
0 à 14 ans	19,7	18,1
15 à 29 ans	18,7	17,7
30 à 44 ans	19,1	19,0
45 à 59 ans	19,5	19,9
60 à 74 ans	15,0	16,0
75 ans ou plus	8	9,4
Ensemble	100	100

# A l'horizon 2050, la région ne serait plus la 3<sup>ème</sup> région la plus peuplée

Source : RP 2013, Omphale 2017 - Insee Analyses Hauts-de-France N° 50 – juin 2017

- 🌀 +260 000 habitants à l'horizon 2050
- 🌀 Une croissance démographique moindre
  - ▶ + 4,3 % contre + 12,5 % en France métropolitaine
- 🌀 + 640 000 seniors d'ici 2050 (+ 9,6% ; soit 921 000 seniors en 2050), la région resterait cependant la plus jeune de province
- 🌀 Projections départementales à l'horizon 2050 :
  - ▶ Oise : forte croissance de population
  - ▶ Nord : poids démographique renforcé pour atteindre 44 % de la population régionale
  - ▶ Somme : croissance de population similaire à celle du Nord (+6%)
  - ▶ Pas-de-Calais : nombre d'habitants quasiment stable
  - ▶ Aisne : manque de naissances, diminution du nombre d'habitants





## NIVEAU DE FORMATION DE LA POPULATION



# Niveau de formation de la population

- ▶ Les 15-24 ans moins scolarisés qu'en France métropolitaine
- ▶ Une concentration régionale de zones à risques d'échec scolaire
- ▶ Un niveau de formation inférieur à la moyenne nationale
- ▶ Une part élevée de non-diplômés parmi les non scolarisés mais la part des non diplômés tend à se réduire
- ▶ Plus de 400 000 personnes en situation d'illettrisme
- ▶ Une forte proportion de jeunes en difficulté de lecture
- ▶ 21,9% des 15-24 ans sont non insérés

# Le taux de scolarisation des 15-24 ans augmente mais reste en deçà du taux national

Source : Insee, RP2016, exploitation principale

-  En 2016, sur 761 891 jeunes de 15 à 24 ans, 63,0% sont scolarisés (66,2% en France métropolitaine)
  - ▶ 61,1% en 2011 (64,9% en France métropolitaine)
  
-  Le taux de scolarisation de l'ensemble de la population diminue : 25,2% (contre 25,5% en 2011)
  - ▶ Du fait du vieillissement de la population
  - ▶ 23,8% en France métropolitaine (24,1% en 2011)

## Taux de scolarisation\* en 2016

	Région	France métropolitaine
2-5 ans	77,5%	73,7%
6-14 ans	98,0%	98,1 %
15-17 ans	94,7%	96,1%
18 – 24 ans	48,5%	52,7%
25-29 ans	5,8%	8,0%

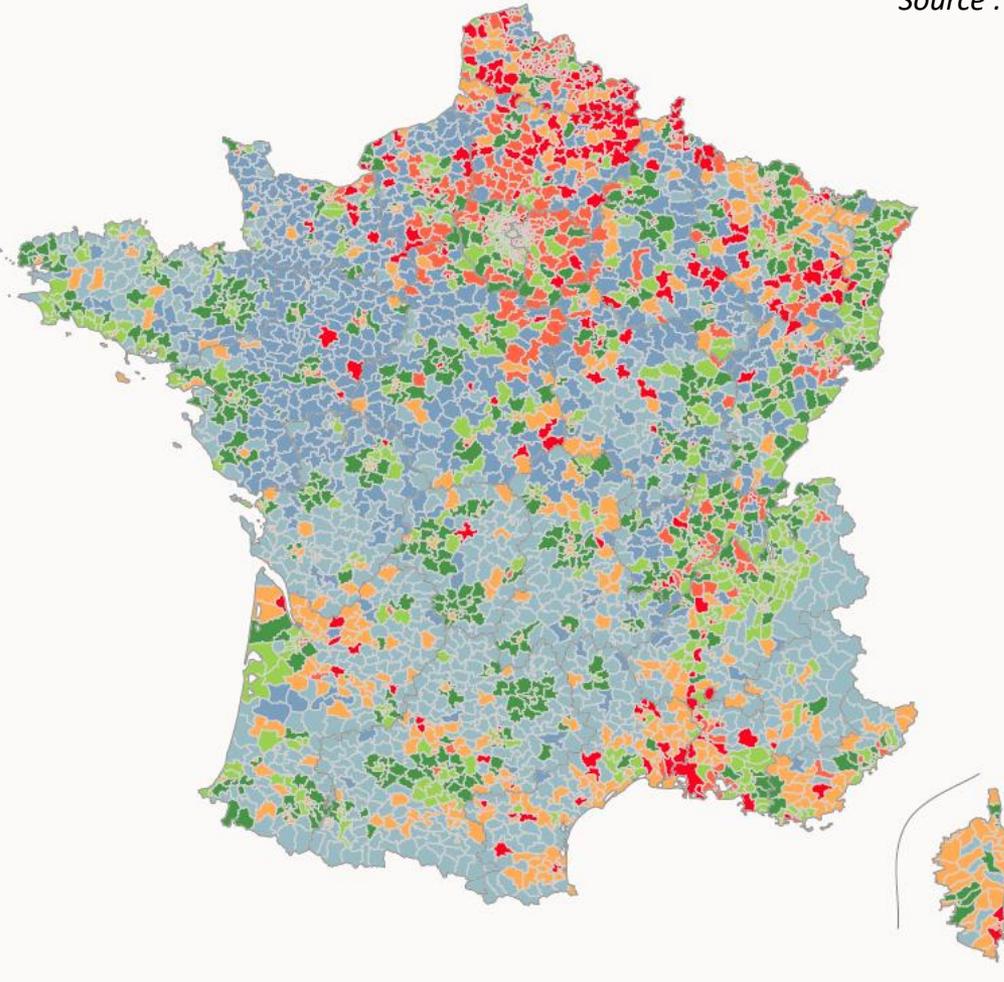
La région se distingue par un taux de scolarisation\* supérieur chez les enfants en bas âge.

\* DEF

# Une concentration régionale de zones à risques d'échec scolaire

Source : [Atlas des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage, France métropolitaine et Dom \(données 2011\)](#)

-  La zone au risque d'échec scolaire le plus élevé : « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » est ancrée dans la France du nord industrielle, dans des zones d'emploi où il y a eu aggravation de la crise (désindustrialisation). Les académies de Lille et d'Amiens abritent le centre de gravité de ce type.



## LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

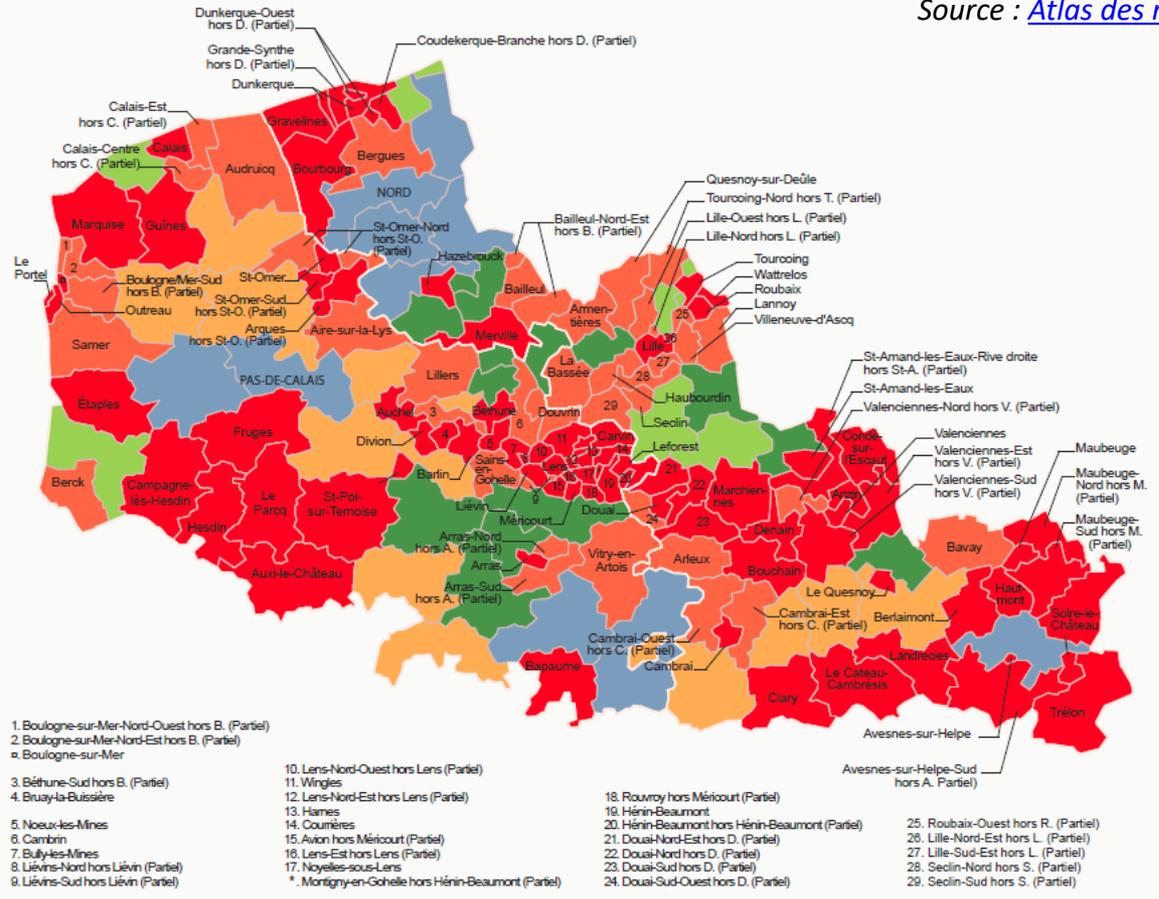
-  Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
-  Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
-  Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
-  Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
-  Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
-  Sécurité économique et soutien culturel
-  Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

# 57% de la population de l'académie de Lille en zone « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain »



Source : [Atlas des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage, France métropolitaine et Dom \(données 2011\)](#)



Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » rassemble un canton sur deux et 57 % de la population, manifestant ainsi la plus grosse concentration de difficultés en France métropolitaine.

Le second type de risques élevés intitulé « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » concentre un quart des cantons et de la population.

Les autres types sont très minoritaires, ne dépassant pas 5% de la population chacun. Il s'agit d'une différence majeure avec les autres académies.

0 25 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

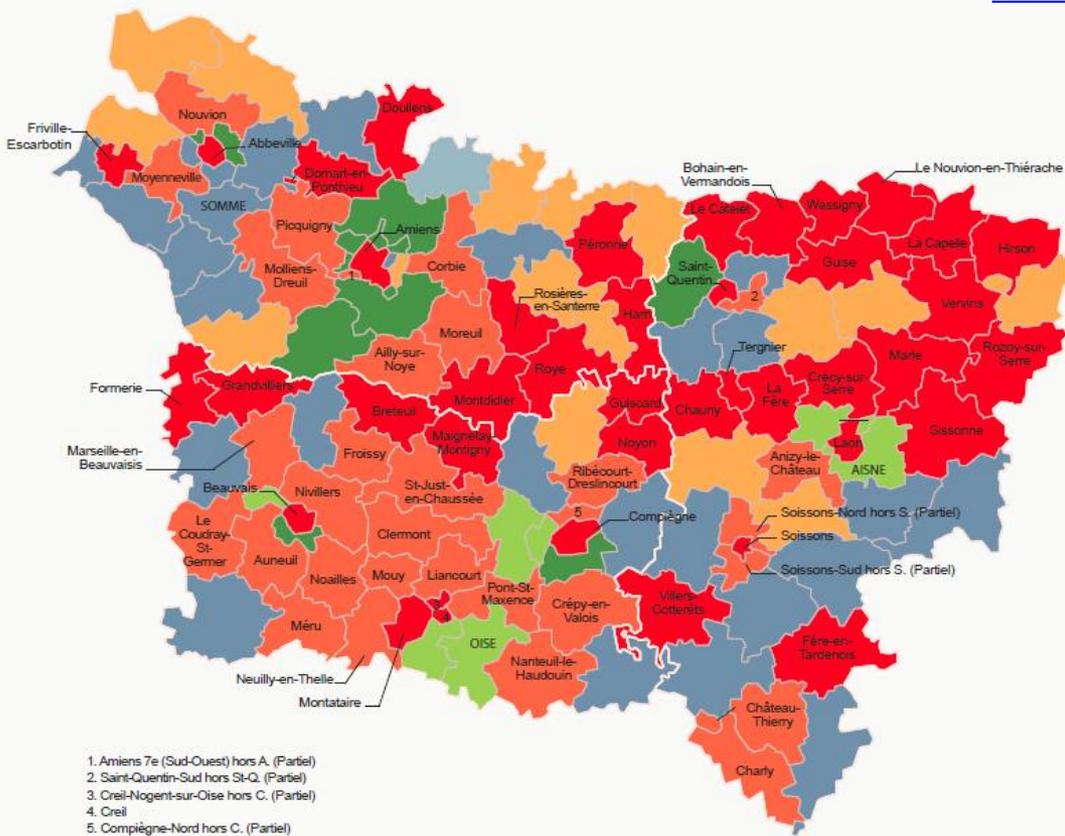
**LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE**

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



# 43% de la population de l'académie d'Amiens en zone « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain »

Source : [Atlas des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage, France métropolitaine et Dom \(données 2011\)](#)



Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

## LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

Le type « cumul des fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » est le plus représenté derrière l'académie de Lille avec 31 % des cantons et 43 % de la population. L'autre type le plus représenté est celui des « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » (un quart des cantons et de la population) qui présente des difficultés proches.

À la différence de nombreuses académies, ces indicateurs défavorables ne sont pas compensés par la présence des types plus favorisés.



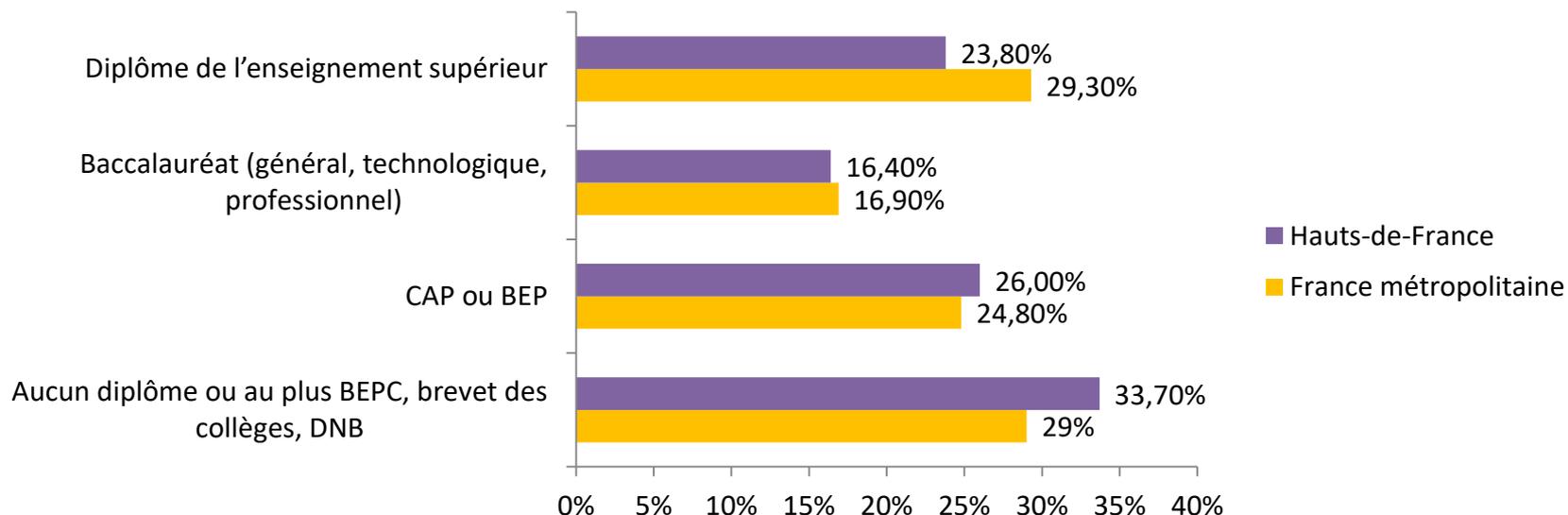
# Un niveau de formation inférieur à la moyenne nationale

Source : Insee, RP2016, exploitation principale

## Le niveau de formation reste inférieur à la moyenne nationale

- ▶ La part de non diplômés en région est supérieure de 4,7 points comparé à celle de France métropolitaine
- ▶ Elle recule de 5,3 points entre 2011 et 2016 (-4,9% en France métropolitaine)
- ▶ A l'inverse, la part des diplômés de l'enseignement supérieur augmente (+ 3 points) en région mais reste inférieure de plus de 5 points à la part nationale

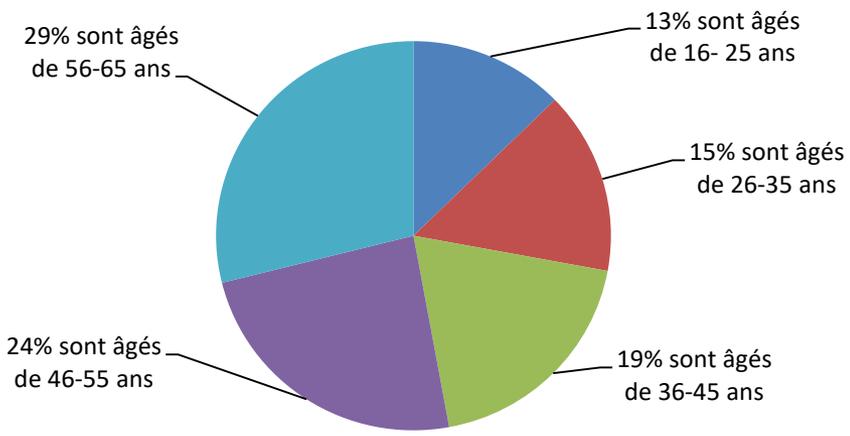
### Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



# Plus de 400 000 personnes en situation d'illettrisme

Source : INSEE – enquête IVQ 2011-2012 – ANLCI – traitement : C2RP

Répartition par âge des personnes en situation d'illettrisme\*



L'enquête IVQ de 2011-2012 comptabilise 405 000 personnes en situation d'illettrisme\* en Hauts-de-France

- ▶ soit 11% de la population âgée de 16 à 65 ans ayant été scolarisée en France (7% en métropole)

Plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme\* ont plus de 45 ans, comme en France.

53% d'hommes (60% en France)  
47% de femmes (40% en France)

\* DEF



# Plus de 400 000 personnes en situation d'illettrisme

Source : INSEE – enquête IVQ 2011-2012 – ANLCI – Traitement : C2RP

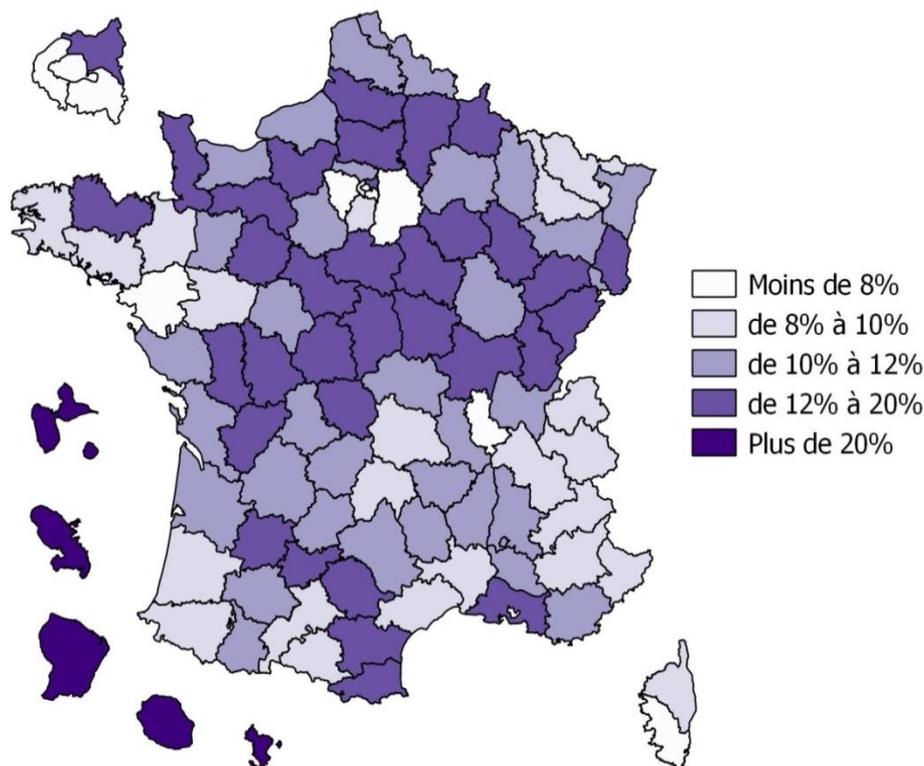
- 🌀 Plus d'un tiers des personnes en situation d'illettrisme\* vivent dans des zones faiblement peuplées :
  - ▶ 19% dans les zones rurales (26% en Métropole)
  - ▶ 17% dans des villes de moins de 20 000 habitants (22,5% en Métropole)
  
- 🌀 24% des personnes âgées de 16 à 65 ans scolarisées en France et résidant en Hauts-de-France ont de graves ou fortes difficultés dans au moins un des 4 domaines de compétences de base (Maîtrise de la lecture, de l'écriture, de la compréhension d'un texte simple et du calcul simple)
  - ▶ 18% pour les moins de 25 ans (12% en Métropole)
  - ▶ 18% pour les 26-35 ans (12% en Métropole)
  - ▶ 26% pour les 36-45 ans (28% en Métropole)
  - ▶ 29% pour les 46-55 ans (23% en Métropole)
  - ▶ 33% pour les 56-65 ans (24% en Métropole)

\* DEF

# Une forte proportion de jeunes en difficulté de lecture dans l'Académie d'Amiens

*Source : DEPP – Note d'information - N°19.20 - juin 2019*

## JDC 2018 - Pourcentages de jeunes en difficulté de lecture selon le département



Champ : France métropolitaine + DOM.

Source : ministère des armées-DSNJ, MENJ-DEPP.

Réf. : Note d'information, n° 19.20 © DEPP

En 2018, en France, 11,5 % des jeunes participants à la journée défense et citoyenneté (JDC) rencontrent des difficultés de lecture.

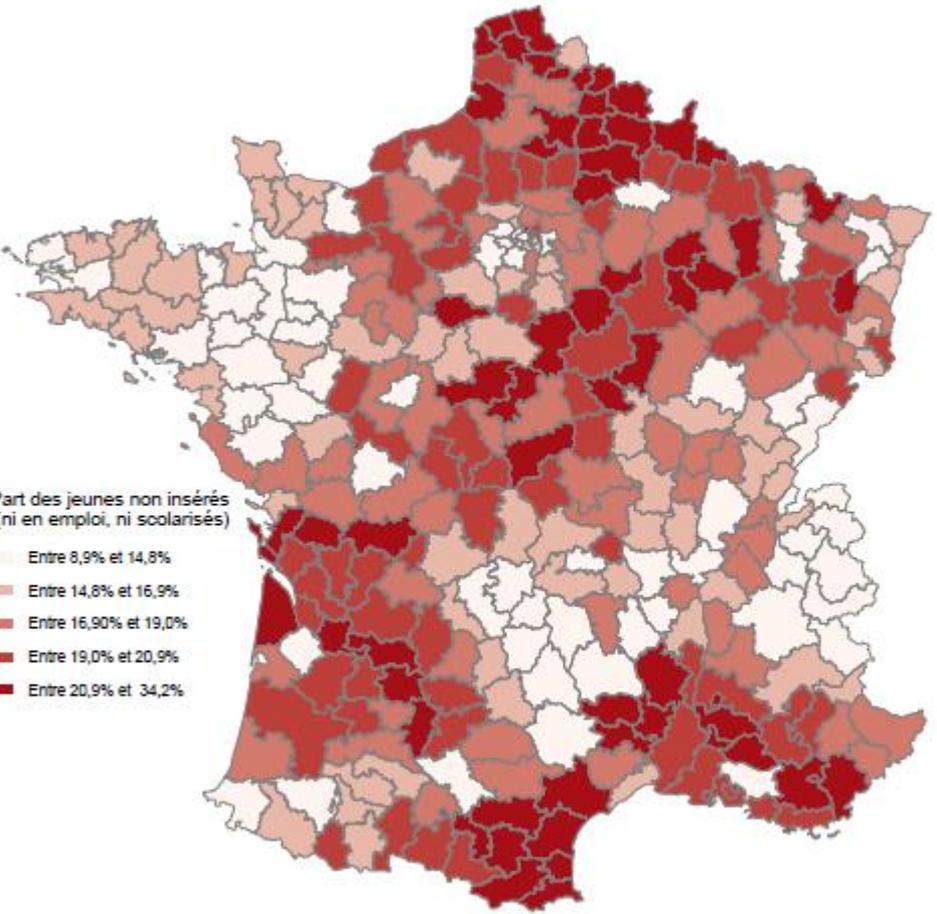
L'académie d'Amiens est la plus touchée par les difficultés de lecture.

En 2018, proportion de jeunes en difficulté de lecture :

- ▶ L'Aisne, la plus élevée de France métropolitaine : 17,2%
- ▶ La Somme : 2<sup>ème</sup> la plus élevée de France métropolitaine : 15,4%
- ▶ L'Oise : 14,1%
- ▶ Pas-de-Calais : 11,6%
- ▶ Nord : 10,2%

# 21,2% des 15-24 ans sont non insérés : une proportion qui augmente

Source : CGET – INSEE, RP 2016, exploitation principale



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artioque  
Source : Insee, RP 2016  
Traitement : C2RP - Carif-Oref Hauts-de-France

En 2016, 21,2% des 15-24 ans sont non insérés\* (ni en emploi, ni en études) soit le taux le plus élevé de France métropolitaine (16,7% en France métropolitaine)

- ▶ 20,9% en 2011 contre 16,1% en France métropolitaine
- ▶ Aisne : 24,3%
  - 24,0% en 2011
- ▶ Nord : 19,9%
  - 19,8% en 2011
- ▶ Oise : 19,2%
  - 19,1% en 2011
- ▶ Pas-de-Calais : 24,6%
  - 23,6% en 2011
- ▶ Somme : 19,8%
  - 20% en 2011

▶ Part supérieure à 25% dans les territoires de Calais, Vervins, Lens, Avesnes-sur-Helpe, Laon

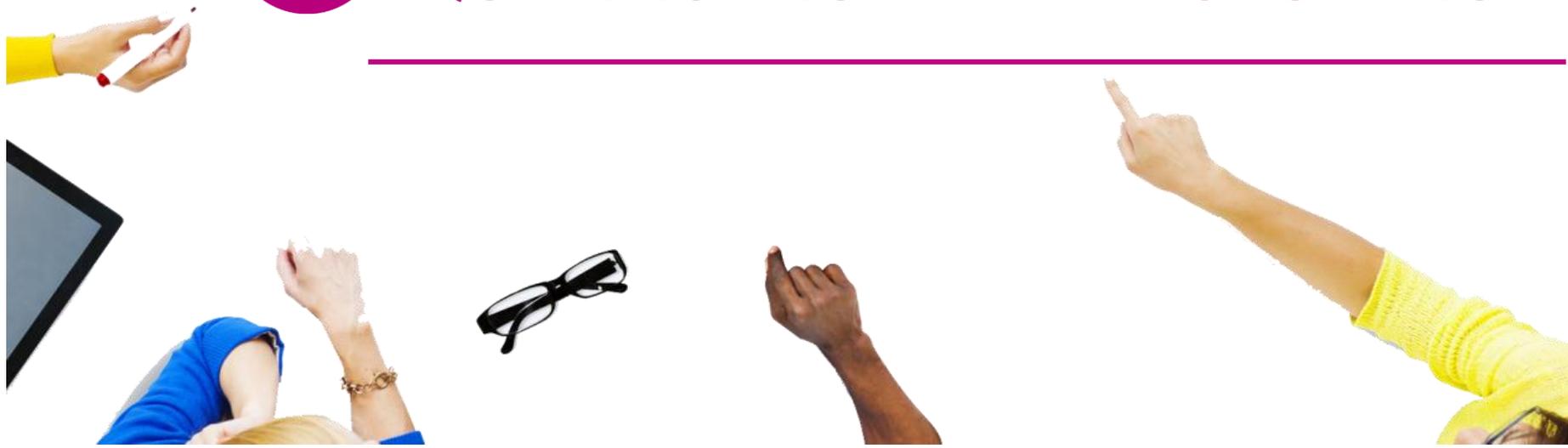






## NIVEAU DE VIE ET DE QUALIFICATION DE LA POPULATION

---



# Niveau de vie et qualification de la population

- ▶ Une population précaire et de profondes inégalités infrarégionales
- ▶ Une moindre proportion d'actifs en emploi
- ▶ Une augmentation de la part de chômeurs dans les mêmes tendances qu'au national
- ▶ Une population peu qualifiée ...
- ▶ ... mais une augmentation de la part de cadres et professions intermédiaires depuis 2009
- ▶ Un taux d'activité et d'emploi plus faible qu'en France et particulièrement pour les femmes mais les écarts tendent à se réduire

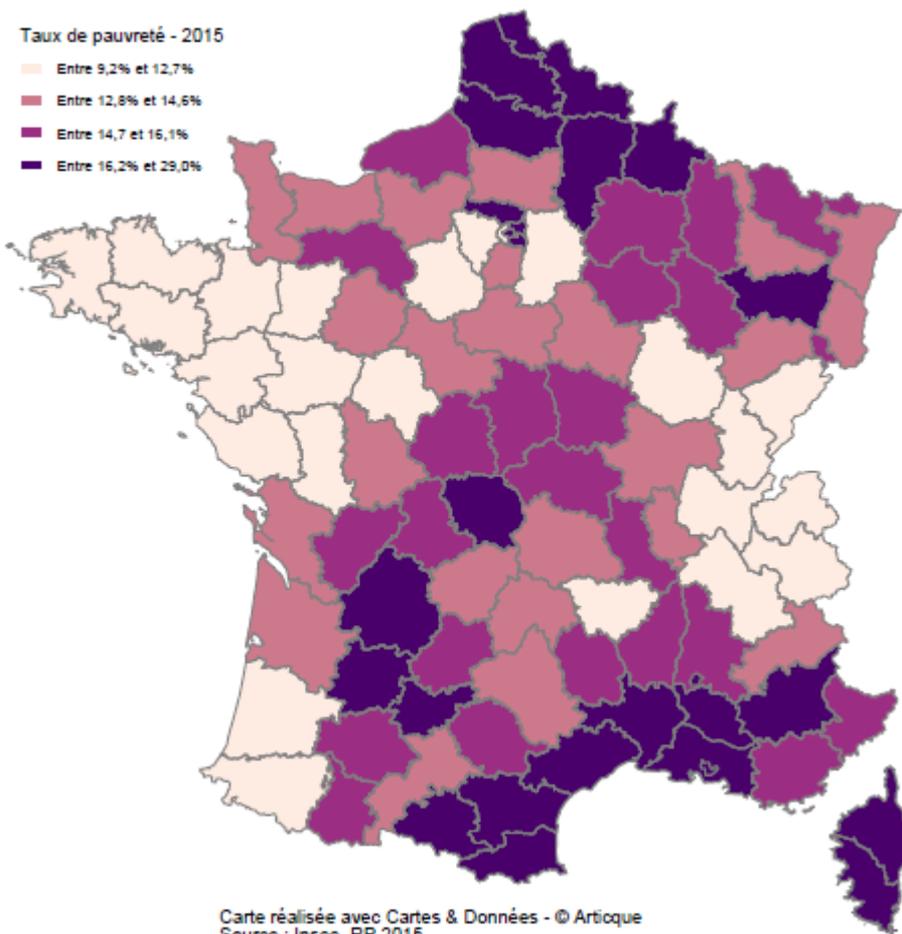
# 2<sup>ème</sup> taux de pauvreté de France métropolitaine

Source : Insee, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) - 2015

## Taux de pauvreté par département

### Taux de pauvreté - 2015

- Entre 9,2% et 12,7%
- Entre 12,8% et 14,6%
- Entre 14,7 et 16,1%
- Entre 16,2% et 29,0%



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique  
Source : Insee, RP 2015  
Traitement : C2RP - Carif-Oref Hauts-de-France

Le taux de pauvreté\* le plus élevé de France métropolitaine derrière la Corse : 18,6% en 2015 (14,9% en France métropolitaine)

- ▶ La moitié de la population gagne moins de 1 582 € par mois (1 714 € en France métropolitaine)

Taux de pauvreté\* élevé dans :

- ▶ le Pas-de-Calais (20,3% ; 5<sup>ème</sup> département le plus touché)
- ▶ le Nord (19,4% ; 10<sup>ème</sup> département le plus touché)
- ▶ L'Aisne (19,0% ; 11<sup>ème</sup> département)
- ▶ la Somme (17,3%)

Taux de pauvreté\* le plus faible dans l'Oise (13,4%)

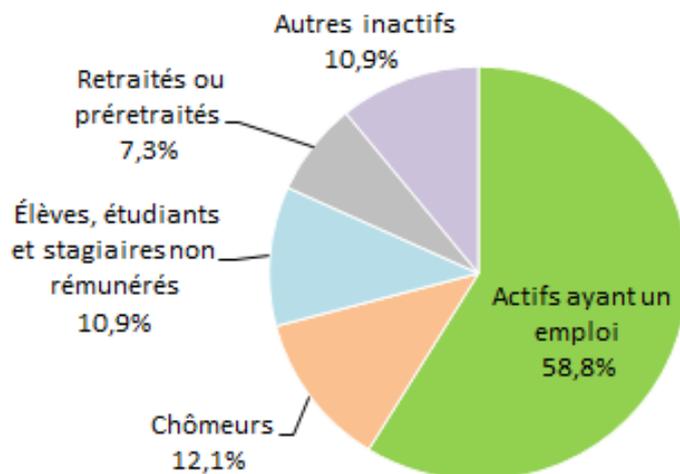
\* DEF

# Une moindre proportion d'actifs en emploi

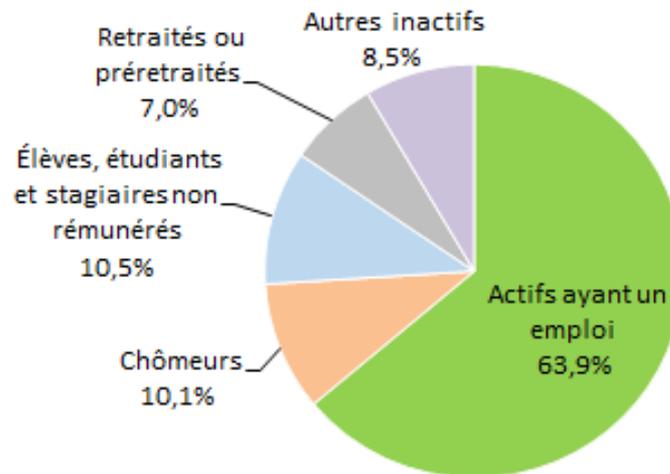
## Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2016

Source : Insee, RP 2016, exploitation principale

### Hauts-de-France



### France métropolitaine



La structure de la population régionale en termes d'activité est différente de celle de la France métropolitaine :

- la part d'actifs\* en emploi augmente mais reste moins importante en région (-5,1 pts)
- une part de chômeur plus élevée de 2 pts en région
- davantage d'inactifs (2,4 pts)

\* DEF

# Une augmentation de la part de chômeurs dans les mêmes tendances qu'au national

Source : [Insee, RP2011 et RP2016, exploitations principales](#)

## Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2011 et 2016

	2016	2011
Actifs*	70,9%	69,4%
dont actifs ayant un emploi	58,8%	58,6%
dont chômeurs	12,1%	10,8%
Inactifs	29,1%	30,6%
dont élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	10,9%	10,5%
dont retraités ou préretraités	7,3%	9,1%
dont autres inactifs	10,9%	11,1%
<b>Ensemble</b>	<b>3 811 844</b>	<b>3 881 065</b>

### Entre 2011 et 2016 :

- ▶ la part d'actifs\* augmente de 1,5 pt principalement du fait de l'augmentation du nombre de chômeurs (+1,3 pt)
  - + 1,4 pt en France métropolitaine
- ▶ la part d'inactifs diminue de 1,5 pt principalement du fait de la baisse du nombre de retraités ou préretraités (-1,8 pt)
  - -1,4 pt en France métropolitaine

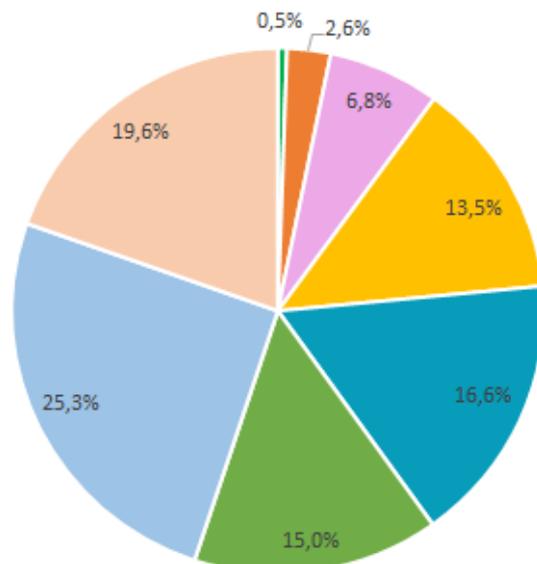
\* DEF

# Une population peu qualifiée ...

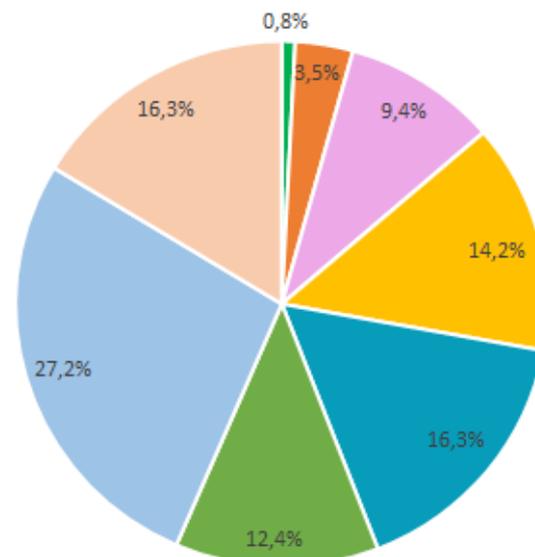
*Source : Insee RP2016, exploitations complémentaires*

## Population de 15 ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2016

### Hauts-de-France



### France métropolitaine



La structure de la population régionale en termes de professions et catégories socioprofessionnelles diffère de celle de France métropolitaine :

- une part d'ouvriers plus importante en région (+2,6 pts)
- une part de cadres et professions intellectuelles supérieures plus faible qu'en France (-2,6 pts)
- davantage de personnes sans activité professionnelle qu'en France (+3,3 pts)

# ... mais augmentation de la part de cadres et professions intermédiaires depuis 2011

Sources : [Insee, RP2011 et RP2016, exploitations complémentaires](#)

## Population de 15 ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2011 et 2016

	2016		2011	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Agriculteurs exploitants	26 389	0,5%	28 711	0,6%
Artisans, commerçants, chefs entreprise	127 807	2,6%	121 098	2,5%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	328 313	6,8%	307 756	6,4%
Professions intermédiaires	650 725	13,5%	631 173	13,2%
Employés	802 140	16,6%	796 195	16,7%
Ouvriers	722 150	15,0%	768 007	16,1%
Retraités	1 221 681	25,3%	1 178 762	24,7%
Autres personnes sans activité professionnelle	945 795	19,6%	937 520	19,7%
<b>Ensemble</b>	<b>4 824 999</b>	<b>100%</b>	<b>4 769 223</b>	<b>100%</b>

En 2016, la région compte 328 313 cadres et professions intellectuelles supérieures  
 ► soit +0,4 pt comparé à 2011

Le nombre d'ouvriers diminue de 1,1 pt

# Un taux d'activité et d'emploi plus faible qu'en France et particulièrement pour les femmes

Source : Insee RP 2016, exploitation principale

-  2,7 millions d'actifs\* parmi les 15-64 ans
  - ▶ 2 264 119 actifs ayant un emploi et 462 391 en recherche d'emploi
-  Taux d'activité\* des 15-64 ans en augmentation
  - ▶ 70,9% en région et 74,0% en France métropolitaine
  - ▶ En 2011 : 69,4% en région et 72,6% en France métropolitaine
  - ▶ Taux d'activité le plus faible de France métropolitaine (71,3% en Corse – 76,3% en Ile-de-France)

## Taux d'activité\* et taux d'emploi\* de la population de 15 à 64 ans selon le sexe en 2016

	Taux d'activité*		Taux d'emploi*	
	Région	France	Région	France
Hommes	75,3%	76,9%	62,7%	66,9%
Femmes	66,7%	71,1%	55,0%	61,0%
Ensemble	70,9%	74,0%	58,8%	63,9%

La différence de taux d'activité\* est plus marquée chez les femmes mais tend à se réduire, avec 4,4 points de moins en région qu'en France.

Il en est de même pour le taux d'emploi\* : écart de 6,0 points entre région et France pour les femmes (4,2 points pour les hommes).



# 3. Economie – Entreprises – Emplois

## ▶ Economie

- PIB
- Balance commerciale
- Produits exportés et principaux pays clients

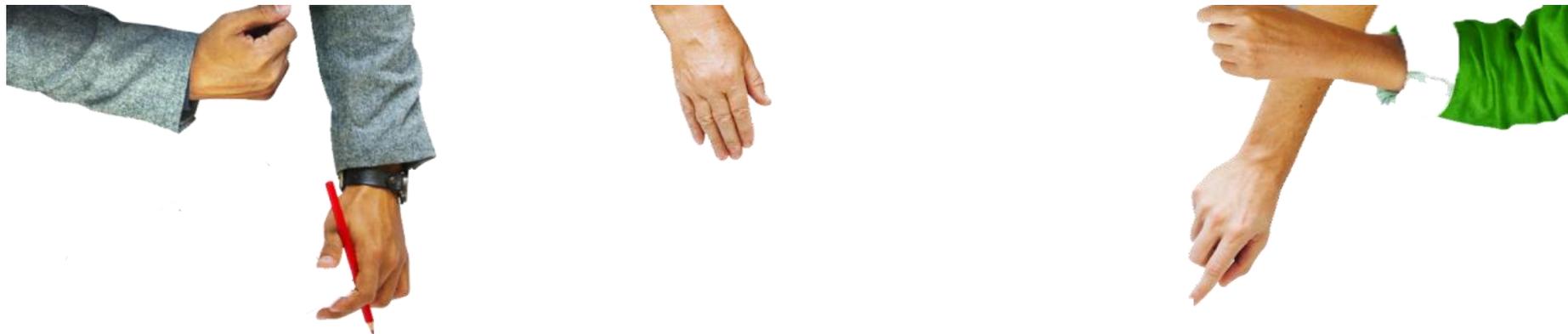
## ▶ Entreprises

- Caractéristiques des établissements
- Créations et défaillances d'entreprises

## ▶ Emplois

- Caractéristiques et répartition des emplois
- Evolutions

## ▶ Secteurs d'activité



## ÉCONOMIE

---

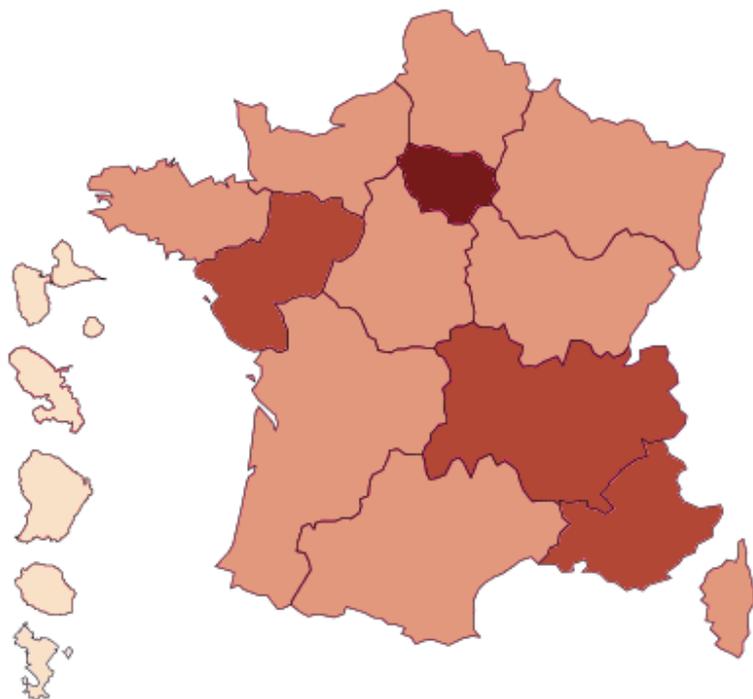


- ▶ 5ème PIB régional de France
- ▶ Importance de l'Administration et de l'Industrie dans la production de richesses
- ▶ Plus d'importations que d'exportations
- ▶ Importance du commerce avec la Belgique

Source : INSEE, comptes régionaux (données 2015)

### Produit intérieur brut en 2015 : comparaisons régionales

PIB par habitant (euros) - 2015



Source : Insee, comptes régionaux (données 2015)

### PIB\* régional de 157 milliards d'euros

- ▶ Soit 7,3% de la richesse métropolitaine créée

### Le PIB/habitant le plus faible de France métropolitaine

- ▶ 26 095 € / habitants en région
- ▶ 33 409 € / habitants en France métropolitaine

### Un PIB/emploi proche de la moyenne de province

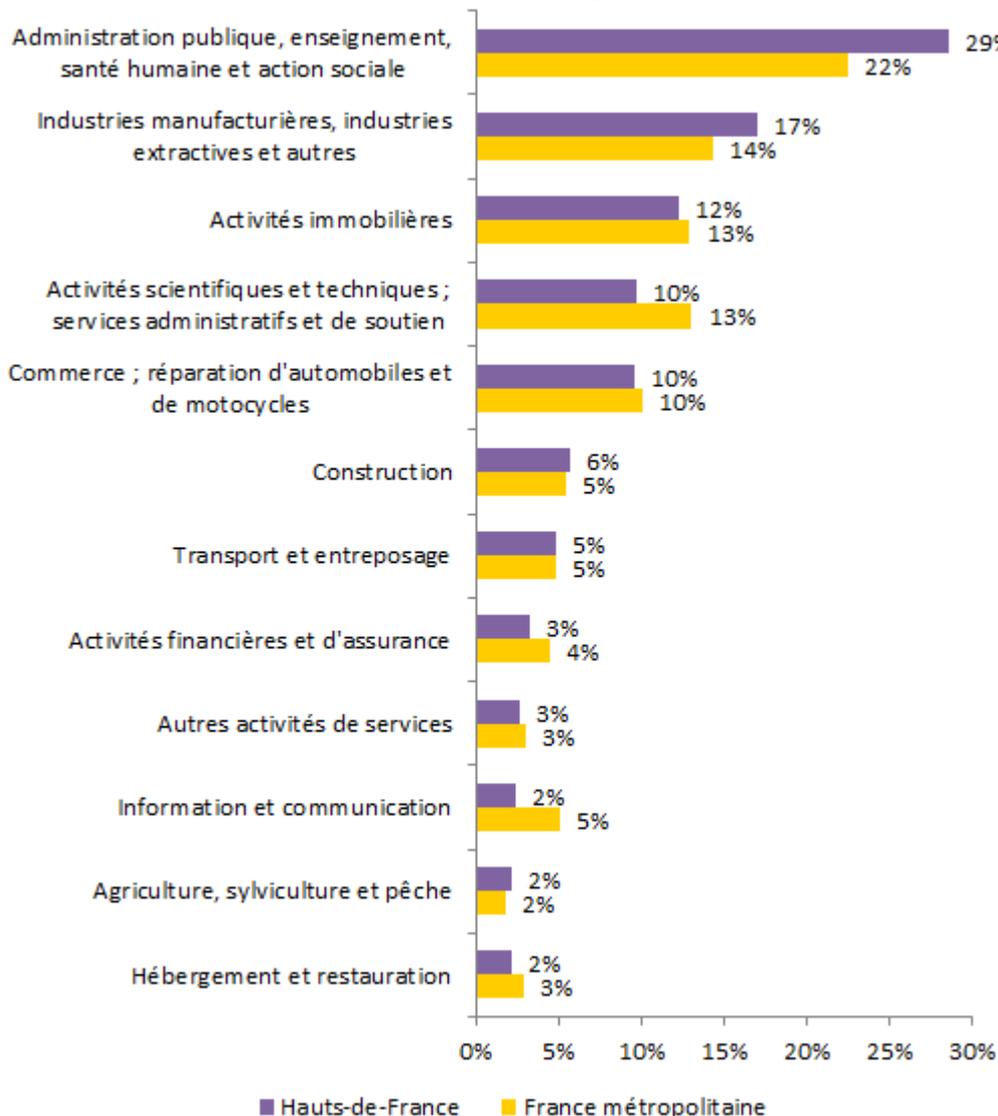
- ▶ 71 672 € en région
- ▶ 71 821 € en France de province

\* DEF

# Importance de l'Administration et de l'Industrie dans la production de richesses

## Poids des secteurs dans la valeur ajoutée\* de 2015

Source : Insee, base 2010, valeurs ajoutées



En région comme en France, les « Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale » produisent le plus de richesses brutes : 29% des richesses brutes en région, 22% en France

La part des richesses produites par les industries manufacturières, industries extractives et autres est plus élevée en région qu'en France : 17% contre 14%

Au contraire, elle est moins importante concernant les

- ▶ « activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien » : 10% contre 13%
- ▶ « Information et communication » : 2% contre 5%

\* DEF

# Plus d'importations que d'exportations

Source : [Le chiffre du commerce extérieur – Les chiffres clés de la région 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2019](#)

-  **Plus d'importations que d'exportations en 2018**
  - ▶ Solde commercial\* en déficit : - 12 629 millions €
  
-  **4<sup>ème</sup> rang** des régions exportatrices (50 997 millions d'euros en 2018)
-  **2<sup>ème</sup> rang** des régions importatrices (63 625 millions d'euros en 2018)
  
-  Plus d'un tiers des exportations concernent 4 types de produits :
  - ▶ 11,1% de produits de la construction automobile
  - ▶ 9,3% de produits sidérurgiques et 1<sup>ère</sup> transformation de l'acier
  - ▶ 8,6% de parfums, cosmétiques et produits d'entretien
  - ▶ 7,4% de produits chimiques de base, produits azotés
  
-  Un tiers des importations concernent 6 produits :
  - ▶ 7,9% de produits de la construction automobile
  - ▶ 6,0% d'articles d'habillement
  - ▶ 5,9% de produits chimiques de base, produits azotés
  - ▶ 5,3% d'équipements pour automobiles
  - ▶ 4,4% de produits sidérurgiques et 1<sup>ère</sup> transformation de l'acier
  - ▶ 4,3% de machines et équipements d'usage général
  
-  La région Hauts-de-France représente 10,3% des exportations françaises et 11,5% des importations

\* DEF

# Importance du commerce avec la Belgique et l'Allemagne

► *Palmarès pays sur la période 3T2018 - 2T2019*

Source : [Le chiffre du commerce extérieur – Les chiffres clés de la région 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2019](#)

## Exportations

Pays	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang <i>antérieur*</i>
Belgique	10 392	20,5	1
Allemagne	7 795	15,4	2
Royaume-Uni	4 409	8,7	3
Espagne	4 055	8,0	4
Italie	3 385	6,7	5
Pays-Bas	2 646	5,2	6
Etats-Unis d Amérique	1 705	3,4	7
Pologne	1 490	2,9	8
Suède	816	1,6	9
Chine	815	1,6	10
Suisse	605	1,2	12
République tchèque	570	1,1	14
Russie	548	1,1	13
Portugal	531	1,0	15
Turquie	505	1,0	11
Autres	10 372	20,5	
<b>Total</b>	<b>50 641</b>	<b>100</b>	

\* période 3T2017 - 2T2018

## Importations

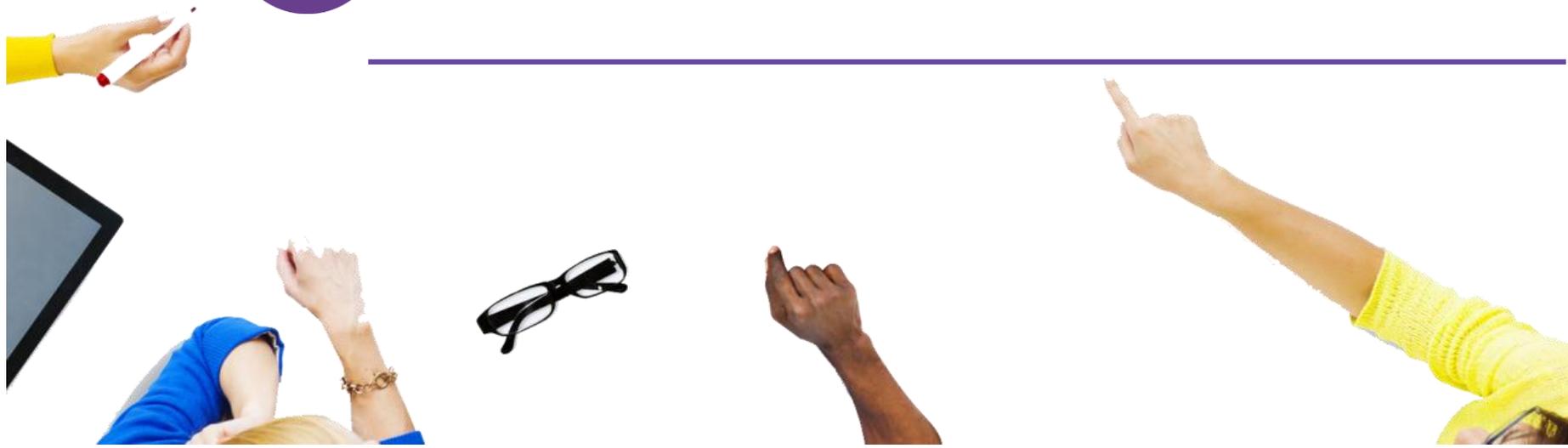
Pays	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang <i>antérieur*</i>
Allemagne	11 084	17,1	1
Belgique	8 424	13,0	2
Chine	5 968	9,2	3
Pays-Bas	3 833	5,9	4
Italie	3 637	5,6	5
Espagne	3 135	4,8	6
Royaume-Uni	2 351	3,6	7
Etats-Unis d Amérique	2 222	3,4	10
Pologne	1 972	3,0	8
Japon	1 946	3,0	9
Russie	1 224	1,9	13
Turquie	1 080	1,7	11
République tchèque	1 029	1,6	12
Bangladesh	960	1,5	14
Irlande	925	1,4	15
Autres	15 126	23,3	
<b>Total</b>	<b>64 915</b>	<b>100</b>	

\* période 3T2017 - 2T2018



## ENTREPRISES

---



# Entreprises

- ▶ 416 513 établissements actifs fin 2015 soit 6,3% du parc national
- ▶ Une plus forte présence d'établissements de 50 salariés ou plus qu'en moyenne nationale
- ▶ « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » et « Commerce et réparation automobile » mieux représentés en région qu'en moyenne nationale
- ▶ Un taux de création élevé mais une faible densité entrepreneuriale
- ▶ Des disparités territoriales importantes
- ▶ La moitié des créations dans les Services
- ▶ Une diminution des défaillances d'entreprises
- ▶ Une évolution des créations d'entreprises différentes selon les secteurs

# Importance du nombre d'établissements de 50 salariés ou plus

Source : Insee, CLAP (connaissance locale de l'appareil productif) en géographie au 01/01/2015

- **416 513 établissements actifs en Hauts-de-France fin 2015**  
**soit 6,3% du parc national**

## Répartition des établissements actifs par tranche d'effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Nombre d'établissements	Répartition régionale	Répartition en France métropolitaine
0 salarié	282 165	67,7%	71,0%
1 à 9 salarié(s)	103 764	24,9%	23,2%
10 à 19 salariés	14 429	3,5%	2,9%
20 à 49 salariés	9 444	2,3%	1,8%
50 salariés ou plus	6 711	1,6%	1,1%
Ensemble	416 513	100%	100%

Champ : Établissements actifs au 31 décembre 2015, ensemble des activités

Taille moyenne des établissements légèrement supérieure à celle de la France  
Part moindre d'établissements sans salarié (-3,3 points par rapport à la France)  
Part plus importante des établissements 50 salariés ou plus en région comparé au niveau national

## « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » et « Commerce et réparation automobile » mieux représentés en région qu'en moyenne nationale

Source : Insee, CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) en géographie au 01/01/2015

### Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	% en région	% en France	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	25727	6,2	6,1	18223	7250	149	87	18
<b>Industrie</b>	21502	5,2	5,2	10974	6466	1538	1354	1170
<b>Construction</b>	40723	9,8	10,1	27877	10287	1408	842	309
<b>Commerce, transports, services divers</b>	260043	62,4	64,8	181216	65199	7114	4239	2275
<b>dont commerce et réparation automobile</b>	76029	18,3	16,2	47845	23364	2736	1407	677
<b>Administration publique, enseignement, santé, action sociale</b>	68518	16,5	13,9	43875	14562	4220	2922	2939
<b>Ensemble</b>	<b>416513</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>282165</b>	<b>103764</b>	<b>14429</b>	<b>9444</b>	<b>6711</b>

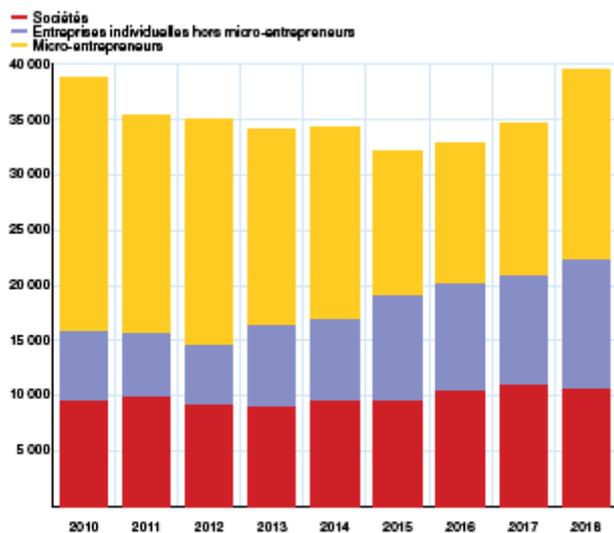
Champ : Établissements actifs au 31 décembre 2015, ensemble des activités

En région, bonne implantation des établissements des secteurs d'activité : « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » et « Commerce et réparation automobile ».

# 39 600 entreprises créées en Hauts-de-France

Source : [Bilan économique 2018, Insee Conjoncture n°18, juin 2019](#)

## Créations d'entreprises en Hauts-de-France



Note : nombre de créations brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirène).

- 🌀 39 600 entreprises créées en région en 2018
  - ▶ soit 5,9% des créations de France métropolitaine
  - ▶ +14,3% comparé à 2017 (+16,9% au national)
  - ▶ Hausse principalement due aux évolutions législatives favorable au régime des micro-entrepreneurs

- 🌀 Une majorité de micro-entreprises :
  - ▶ 17 098 micro-entreprises \* (43,2% des créations soit +27,5% sur un an)
  - ▶ 10 765 sociétés (27,2%, soit -2,9% sur un an)
  - ▶ 11 715 entreprises individuelles \* (29,6%, soit +17,8% sur un an)

- 🌀 Plus faible densité entrepreneuriale de France métropolitaine : 64,7 créations pour 10 000 habitants en région ; 104,8 en France métropolitaine

\* DEF

# Augmentation du nombre de nouvelles entreprises sur les 5 départements

Source : [Bilan économique 2018, Insee Conjoncture n°18, juin 2019](#)

## Créations d'entreprises par département

	Sociétés	Entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs	Régime de micro-entrepreneurs	Ensemble	
	Evolution 2018/2017 (en %)	Evolution 2018/2017 (en %)	Evolution 2018/2017 (en %)	Créations en 2018 (en nombre)	Évolution 2018/2017 (en %)
Aisne	-7,8	-4,4	23,3	2 659	3,7
Nord	0,6	21,6	22,8	20 023	15,3
Oise	-7,9	20,8	24,2	5 854	12,0
Pas-de-Calais	-9,3	7,7	25,7	7 377	8,5
Somme	6,1	44,7	56,0	3 665	37,6
Hauts-de-France	-2,9	17,8	25,9	39 578	14,3
France entière	1,6	20,0	27,5	691 283	16,9

Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

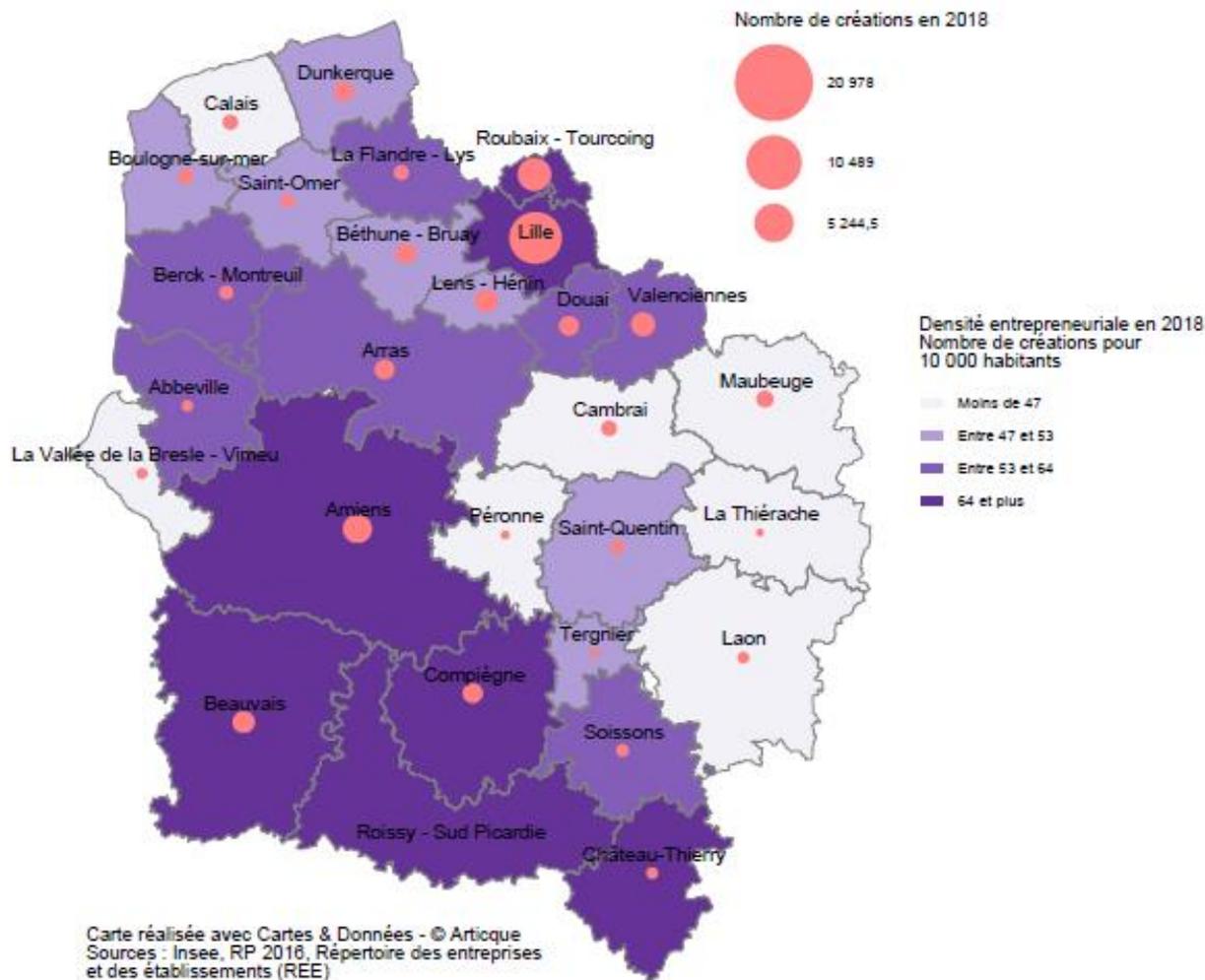
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirène).

-  Le nombre de créations d'entreprises augmente dans tous les départements, principalement due au régime de micro-entrepreneurs.
-  Dans l'Aisne, seule la création de micro-entreprises augmente
-  Le Département de la Somme est particulièrement dynamique : + 37,6% de créations entre 2017 et 2018

\* DEF

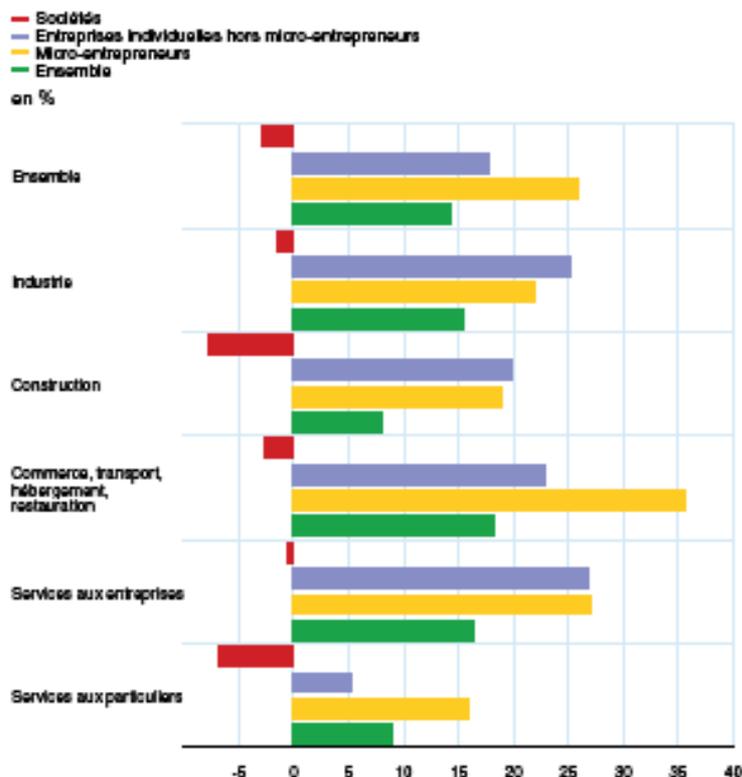
# Des disparités territoriales importantes

## Nombre de créations d'entreprises en 2018 et densité entrepreneuriale par zones d'emploi



# La moitié des créations dans les Services

## Evolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2017 et 2018 en Hauts-de-France



Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirène).

Source : [Bilan économique 2018, Insee Conjoncture n°18, juin 2019](#)

- 🌀 17 100 créations dans le secteur des services (52,3% contre 55,5% au national)
  - ▶ 30,4% Services aux entreprises (35,4% au national)
    - soit 12 030 entreprises
  - ▶ 21,9% Services aux particuliers (20,3% au national)
    - soit 8 670 entreprises
  
- 🌀 13 220 créations dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration
  - ▶ 33,4% des créations régionales (30,6% en France)
  
- 🌀 3 840 nouvelles entreprises dans le secteur de la construction
  - ▶ 9,7% des créations régionales (11,1% en France)
  
- 🌀 1 820 nouvelles entreprises dans le secteur de l'industrie
  - ▶ 4,6% des créations en région (4,1% au national)

# Une diminution des défaillances d'entreprises

Source : [Bilan économique 2018, Insee Conjoncture n°18, juin 2019](#)

## Evolution annuelle du nombre de défaillance d'entreprises entre 2017 et 2018 en Hauts-de-France



<sup>1</sup> : y compris agriculture.

<sup>2</sup> : hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirène).

4 250 entreprises défaillantes\* en 2018

- ▶ soit 8% des entreprises défaillantes de France
- ▶ +3% par rapport à 2015 (-1,2% au niveau national)

Le nombre de défaillances\*

- ▶ Augmente dans tous les départements excepté l'Oise (-11,1%)
- ▶ Augmentation plus forte la Somme (+15,3%) et le Pas-de-Calais (+9,6%)

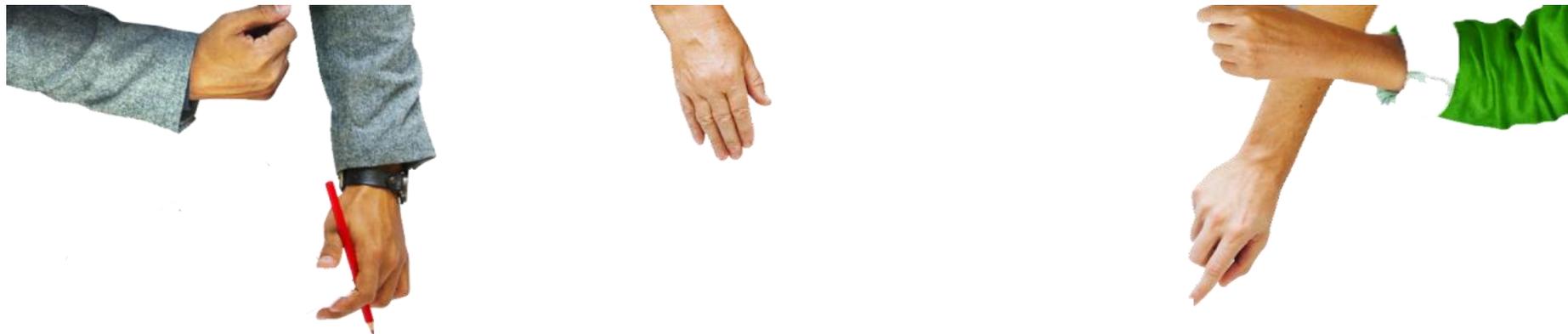
Le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration est le plus touché (un peu moins de 1 800 défaillances) mais ce nombre diminue par rapport à 2017 : -2,9%

Augmentation des défaillances dans les secteurs :

- ▶ Construction (+18,4%)
- ▶ Services aux entreprises (+6,8%)
- ▶ Agriculture (+3,6%)

\* DEF





## EMPLOIS

---



# Emplois

- ▶ Plus de 2,1 millions d'emplois au lieu de travail
- ▶ Un déficit d'emplois qualifiés en région
- ▶ 1,7% de l'emploi total perdu entre 2009 et 2014 en région Industrie, construction et agriculture les plus touchés
- ▶ Evolution de l'emploi total
  - augmentation du nombre d'emplois entre 1998 et 2014
  - pertes d'emplois depuis la crise
- ▶ Augmentation de l'emploi salarié sur le secteur tertiaire marchand
- ▶ Le taux d'emploi le plus faible de France métropolitaine
- ▶ Une répartition des PCS disparate selon les territoires

Source : Insee, RP2011 - RP2016, exploitation complémentaire, emploi au lieu de travail

- ④ 2 112 808 emplois au lieu de travail en région
  - ▶ -1,8% entre 2011 et 2016 (+0,0% en France métropolitaine)
  - ▶ 90,7% d'emplois salariés (88,0% en France métropolitaine)
  - ▶ 9,3% d'emplois non salariés (12,0% en France métropolitaine)
  
- ④ 8,2% des emplois de France métropolitaine
  
- ④ 48,0% des emplois occupés par des femmes (48,4% en France métropolitaine)
  - ▶ 93,4% des emplois occupés par des femmes sont salariés\* (91,6% en France métropolitaine)
  - ▶ 88,2% des emplois occupés par des hommes sont salariés\* (84,6% en France métropolitaine)

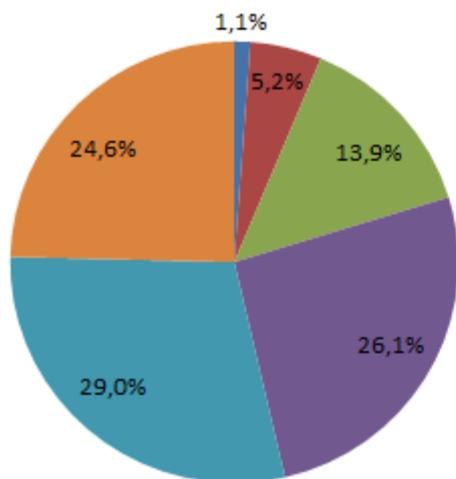
\* DEF

# Un déficit d'emplois qualifiés en région

Source : Insee, RP2016 exploitation complémentaire

## Répartition des emplois selon la catégorie socioprofessionnelle en 2016

### Hauts-de-France



### France métropolitaine



Champ : emploi total \*, tous statuts confondus

La région se caractérise par une proportion d'ouvriers et d'employés plus importante qu'en France, au détriment des cadres et professions intellectuelles supérieures. Depuis 2006, la région apparaît dans une dynamique de rapprochement de la structure nationale des emplois.

\* DEF

# Près de la moitié des cadres de la région concentrés sur Lille et Roissy-Sud Picardie

Source : Insee, Recensement de la population (RP) 2016, exploitation complémentaire

- 🌀 Les emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures en Hauts-de-France sont surreprésentés sur les zones d'emplois de
  - ▶ Lille (23,2%)
  - ▶ Roubaix – Tourcoing (16,5%)
  - ▶ Roissy - Sud Picardie (15,1%)
  - ▶ Amiens (14,3%)
  
- 🌀 Surreprésentation des emplois ouvriers sur
  - ▶ La Vallée de la Bresle – Vimeu (39,2%)
  - ▶ Péronne (34,3%)
  - ▶ La Thiérache (31,8%)
  - ▶ Saint-Omer (31,4%)

\* DEF

1,8% de l'emploi total perdu entre 2011 et 2016 en région  
L'industrie, la construction et l'agriculture les plus touchés

Source : [Insee, RP 2011 - 2016, exploitations complémentaires lieu de travail](#)

## Emplois (salariés + non salariés) selon le secteur d'activité en région

Secteur	Nombre d'emplois en 2016	Répartition des emplois en 2016	Évolution du nombre d'emplois 2011-2016	Poids du secteur par rapport à la France en 2011	Poids du secteur par rapport à la France en 2016
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	46 797	2,2%	-6,2%	6,8%	6,8%
<b>Industrie manufacturière, industries extractives et autres</b>	297 432	14,1%	-10,6%	9,8%	9,4%
<b>Construction</b>	127 507	6,0%	-10,8%	8,0%	7,7%
<b>Commerce, transports et services divers</b>	885 893	41,9%	-0,5%	7,5%	7,4%
<b>Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale</b>	755 180	35,7%	+2,6%	9,2%	9,2%
<b>Ensemble</b>	<b>2 112 808</b>	<b>100%</b>	<b>-1,8%</b>	<b>8,4%</b>	<b>8,2%</b>

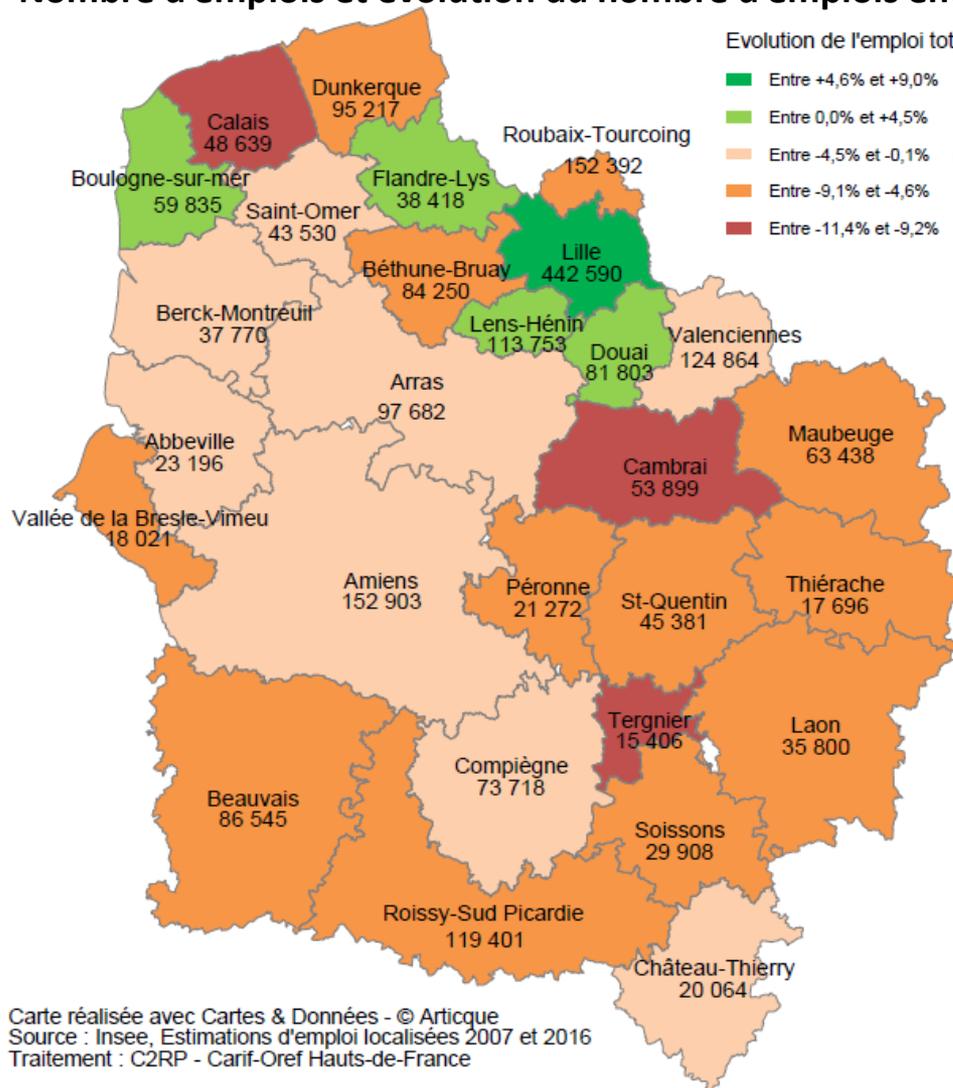
1,8% de l'emploi total\* perdu entre 2011 et 2016 en région, surtout dans l'industrie et la construction où les pertes d'emplois sont supérieures à 10%

2,6% d'emplois supplémentaires dans le secteur de l'Administration publique, enseignement, santé et action sociale

# Evolution de l'emploi total : des pertes d'emplois depuis la crise

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées \(série du 31/12/2007 au 31/12/2016\)](#)

## Nombre d'emplois et évolution du nombre d'emplois entre 2007 et 2016 par zone d'emploi



En 2016, 2 197 391 emplois en région soit une évolution entre 2007 et 2016 de

- 1,5%
- 33 166 emplois

Une évolution positive sur les zones d'emploi de

- Lille (+36 611 emplois)
- Flandre-Lys (+ 648 emplois)
- Boulogne-sur-Mer (+ 1 989 emplois)
- Lens-Hénin (+ 1 349 emplois)
- Douai (+ 2 923 emplois)

Des pertes d'emplois conséquentes sur

- Roubaix-Tourcoing (-9 389 emplois)
- Cambrai (-6 568 emplois)
- Roissy-Sud Picardie (- 6 559 emplois)
- Dunkerque (+ 5 043 emplois)
- Valenciennes (-4 998 emplois)

\* DEF

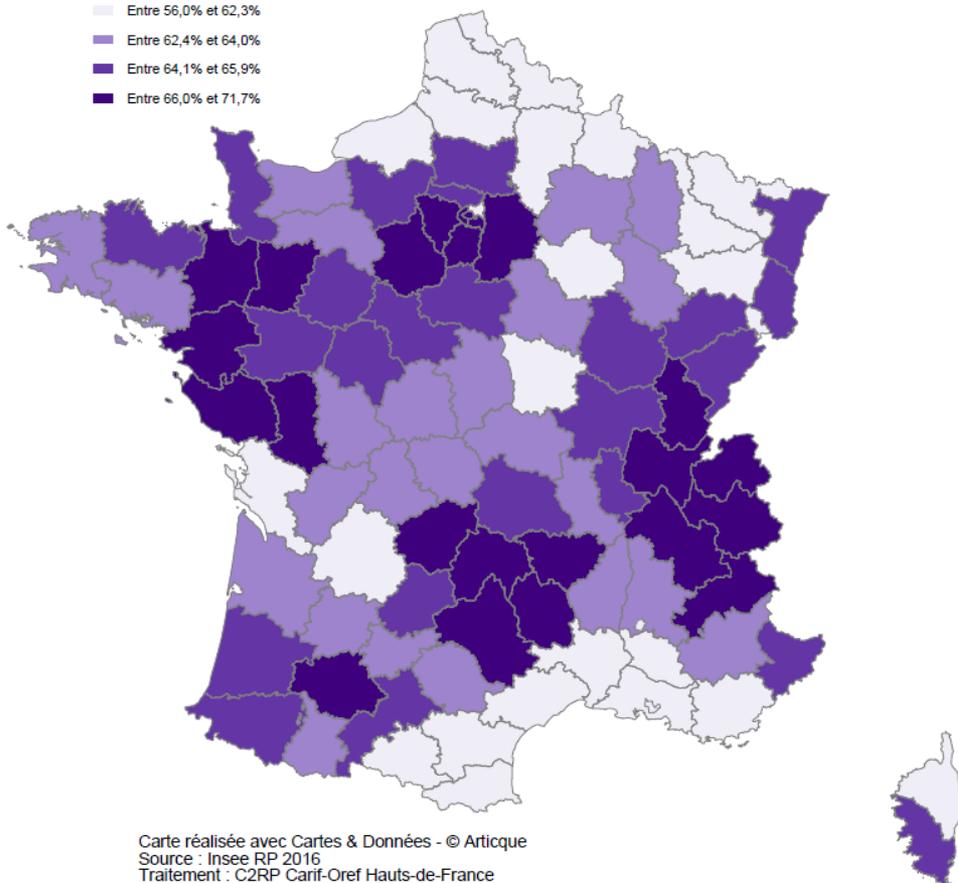
# Le taux d'emploi le plus faible de France métropolitaine

Source : [Insee, RP 2016, exploitation principale](#)

## Taux d'emploi des 15-64 ans par département

Taux d'emploi des 15-64 ans

- Entre 56,0% et 62,3%
- Entre 62,4% et 64,0%
- Entre 64,1% et 65,9%
- Entre 66,0% et 71,7%



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique  
Source : Insee RP 2016  
Traitement : C2RP Carif-Oref Hauts-de-France

Le taux d'emploi\* le plus faible de France métropolitaine : 58,8% contre 63,9% avec une différence encore plus marquée pour les femmes.

Il manquerait 191 500 actifs occupés en région pour atteindre le taux d'emploi\* de France métropolitaine.

## Taux d'emploi\* de la population de 15 à 64 ans en 2016 selon le sexe

	région	France
Hommes	62,7%	66,9%
Femmes	55,0%	61,0%
Ensemble	58,8%	63,9%

\* DEF

# Un taux d'activité et d'emploi plus faible qu'en France et particulièrement pour les femmes

Source : [Insee, RP 2016, exploitation principale](#)

-  2,7 millions d'actifs\* parmi les 15-64 ans
  - ▶ 2 264 119 actifs ayant un emploi et 462 391 en recherche d'emploi
  
-  Taux d'activité\* des 15-64 ans en augmentation
  - ▶ 70,9% en région et 74,0% en France métropolitaine
  - ▶ En 2011 : 69,4% en région et 72,6% en France métropolitaine
  - ▶ Taux d'activité le plus faible de France métropolitaine (71,3% en Corse – 76,3% en Ile-de-France)

## Taux d'activité\* et taux d'emploi\* de la population de 15 à 64 ans selon le sexe en 2016

	Taux d'activité*		Taux d'emploi*	
	Région	France	Région	France
Hommes	75,3%	76,9%	62,7%	66,9%
Femmes	66,7%	71,1%	55,0%	61,0%
Ensemble	70,9%	74,0%	58,8%	63,9%

La différence de taux d'activité\* est plus marquée chez les femmes mais tend à se réduire, avec 4,4 points de moins en région qu'en France.

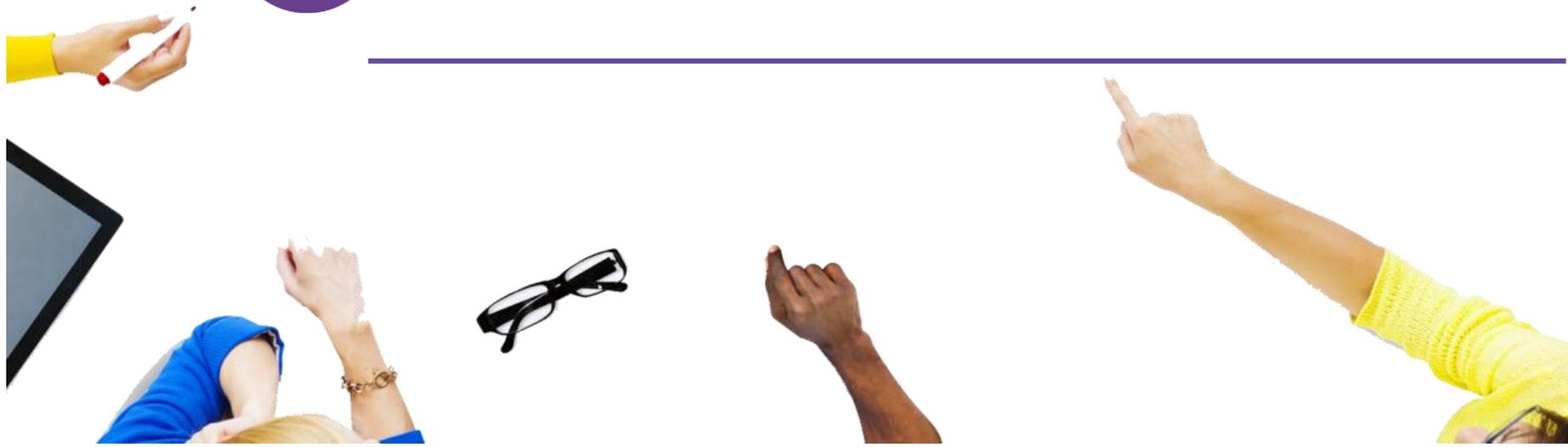
Il en est de même pour le taux d'emploi\* : écart de 6,0 points entre région et France pour les femmes (4,2 points pour les hommes).





## SECTEURS D'ACTIVITÉ

---



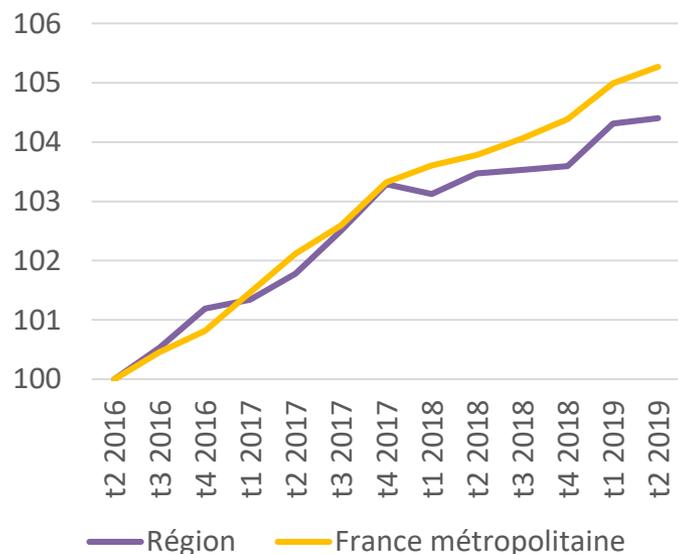
# Secteurs d'activité

- ▶ Plus de 2 emplois salariés sur 5 dans le secteur tertiaire marchand
- ▶ Plus d'un tiers de l'emploi salarié dans le secteur tertiaire non marchand
- ▶ Le secteur industriel se réduit mais reste un secteur historique en région
- ▶ Rebond de l'emploi salarié dans le secteur de la construction
- ▶ La région reste un espace agricole majeur
  
- ▶ L'emploi salarié diminue dans chacun des secteurs d'activité pour 7 zones d'emploi
- ▶ Un secteur d'activité dynamique sur 5 dans 10 zones d'emploi
- ▶ Deux secteurs d'activité voient leur nombre d'emplois salariés augmenter dans 9 zones d'emploi
- ▶ Trois zones d'emploi ont gagné des emplois salariés dans 3 secteurs sur 5
  
- ▶ Zoom sur l'artisanat

# Plus de 2 emplois salariés sur 5 dans le secteur tertiaire marchand

Sources : Insee, estimations d'emplois ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

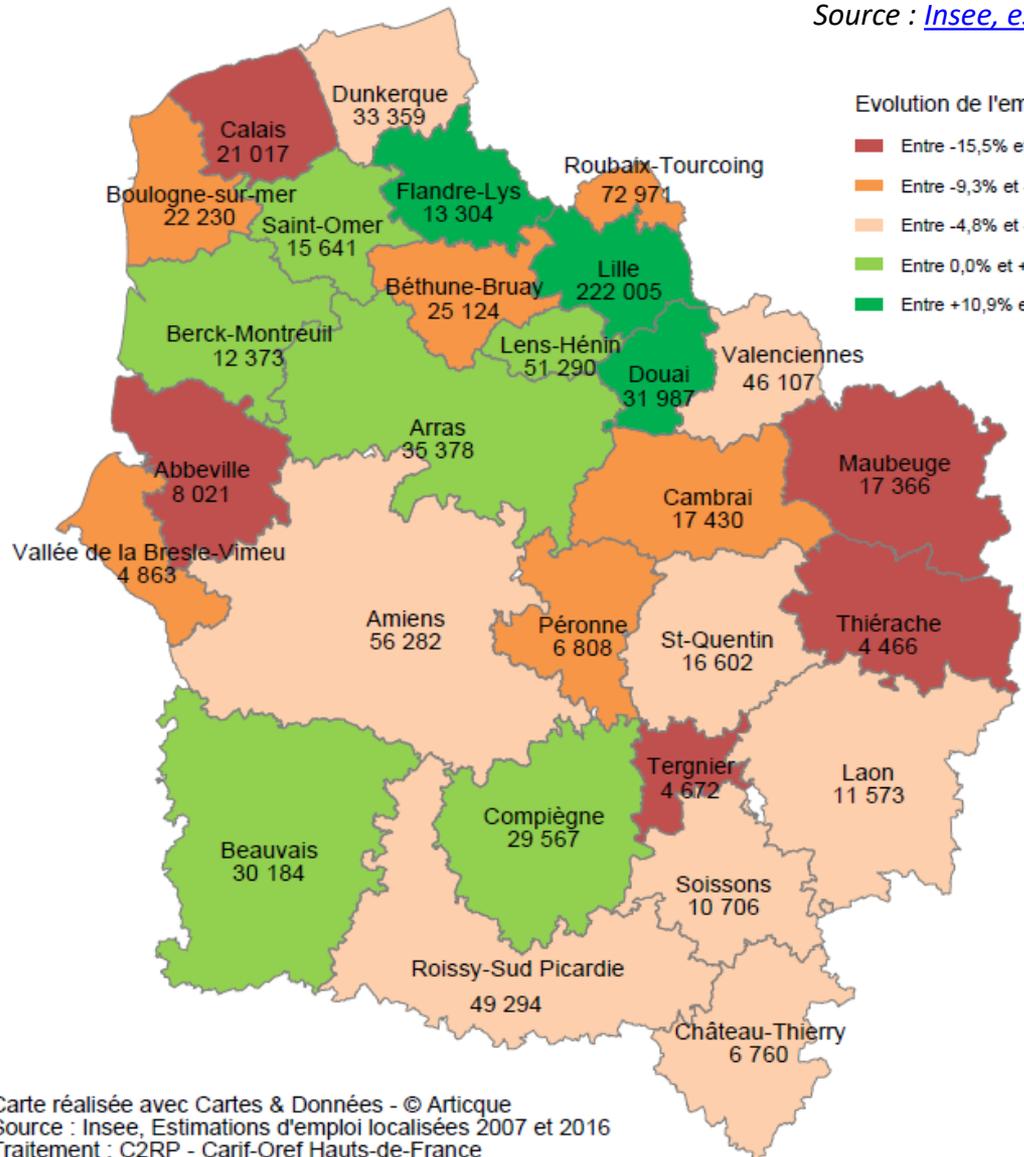
Evolution du nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand (+ intérim)



- 🌀 Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur tertiaire marchand (hors intérim) compte 831 500 emplois salariés
- 🌀 A cette même période, on compte 72 000 emplois salariés intérimaires
- 🌀 Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié augmente dans le secteur tertiaire marchand :
  - ▶ + 29 200 emplois salariés
  - ▶ + 8 900 emplois intérimaires
- 🌀 L'augmentation du nombre d'emplois dans ce secteur est proche du national

# Evolution de l'emploi salarié du secteur tertiaire marchand depuis la crise

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)



Evolution de l'emploi salarié\* du secteur tertiaire marchand disparate selon les territoires

En 2016, concentration des 877 380 emplois salariés\* tertiaire marchand sur :

- ▶ Lille 22 005
- ▶ Roubaix-Tourcoing 72 971
- ▶ Amiens 56 282
- ▶ Roissy-Sud Picardie 51 290

Pertes d'emplois importantes entre 2007 et 2016 sur :

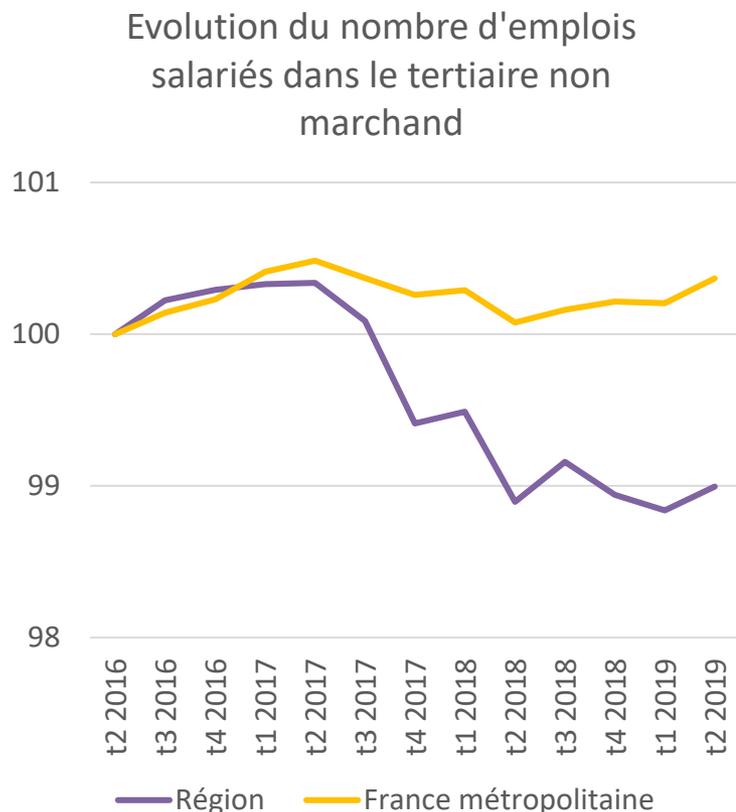
- ▶ Roubaix-Tourcoing (-4 402)
- ▶ Calais (- 3 442)
- ▶ Maubeuge (- 3 184)

\* DEF



# Plus d'un tiers de l'emploi salarié dans le secteur tertiaire non marchand

Sources : Insee, estimations d'emplois ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee



🌀 Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur tertiaire non marchand représente 712 000 emplois (salariés) en région

🌀 Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié diminue sur le secteur tertiaire non marchand : - 7 240 emplois

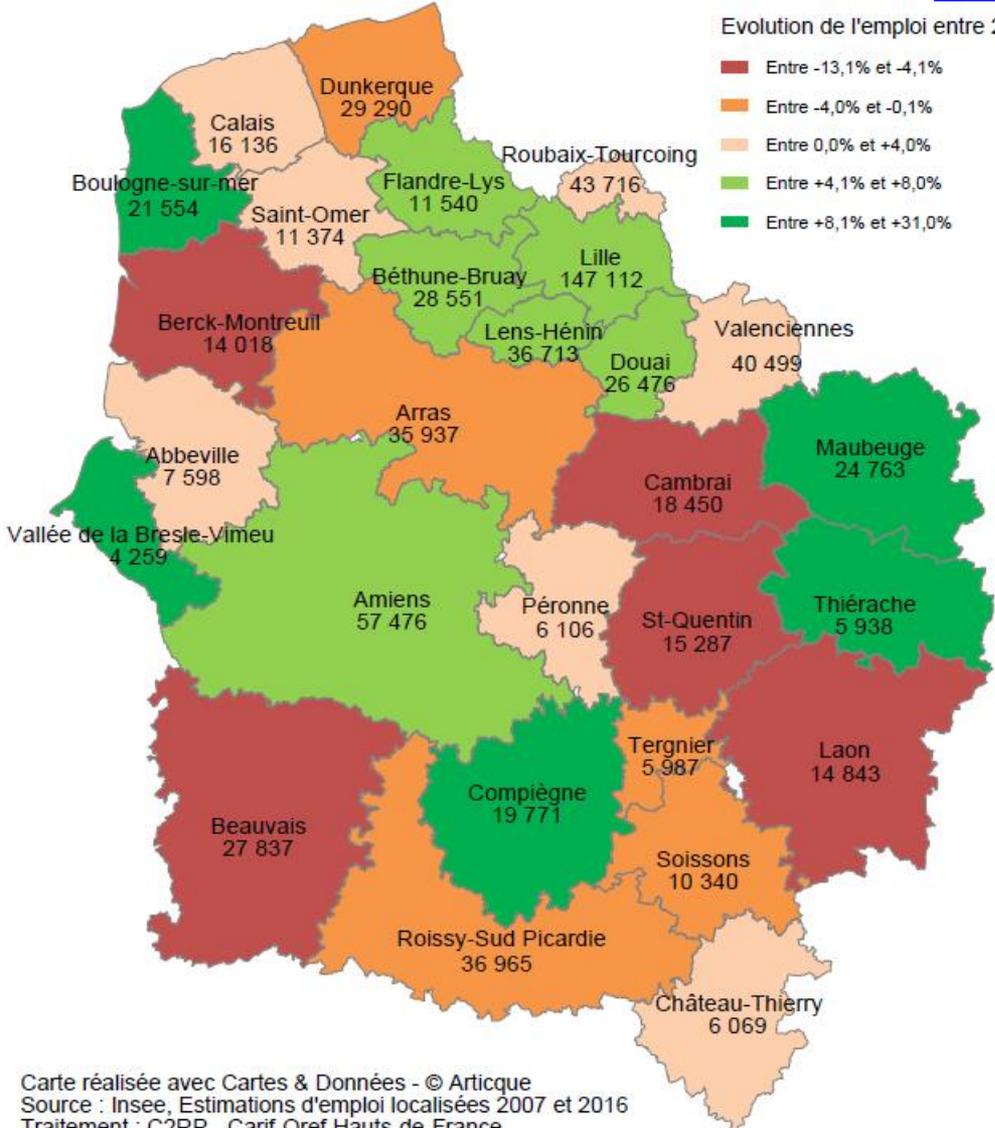
🌀 Alors qu'au niveau national, le nombre d'emplois reste stable, au niveau régional continue de diminuer et perd 1% entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

# Evolution de l'emploi salarié du secteur tertiaire non marchand\* depuis la crise

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)

Evolution de l'emploi entre 2007 et 2016

- Entre -13,1% et -4,1%
- Entre -4,0% et -0,1%
- Entre 0,0% et +4,0%
- Entre +4,1% et +8,0%
- Entre +8,1% et +31,0%



- Evolution de l'emploi salarié\* du secteur tertiaire non marchand disparate selon les territoires
- En 2016, concentration des 724 592 emplois salariés\* tertiaire non marchand sur :
  - ▶ Lille 147 112
  - ▶ Amiens 57 476
  - ▶ Roubaix-Tourcoing 43 716
  - ▶ Valenciennes 40 499
- Gains d'emplois entre 2007 et 2016 sur :
  - ▶ Lille (+ 9 472)
  - ▶ Boulogne-sur-Mer (+ 5 096)
  - ▶ Amiens (+3 890)
- Pertes d'emplois importantes entre 2007 et 2016 sur :
  - ▶ Cambrai (-2 773)
  - ▶ Berck-Montreuil (- 1 638)
  - ▶ Roissy-Sud Picardie (- 1 436)

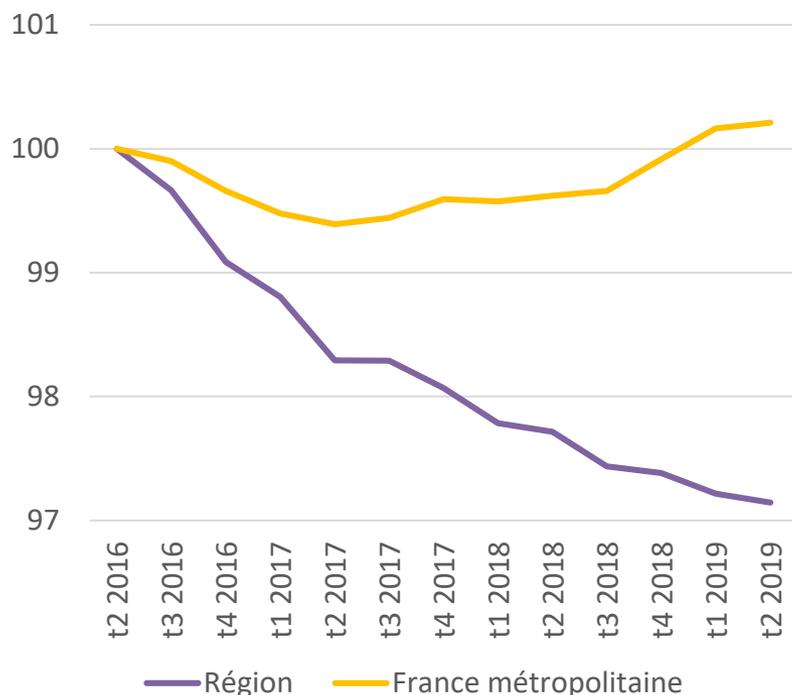
\* DEF



# Le secteur industriel se réduit mais reste un secteur historique en région

Sources : Insee, estimations d'emplois ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

Evolution du nombre d'emplois salariés dans l'industrie



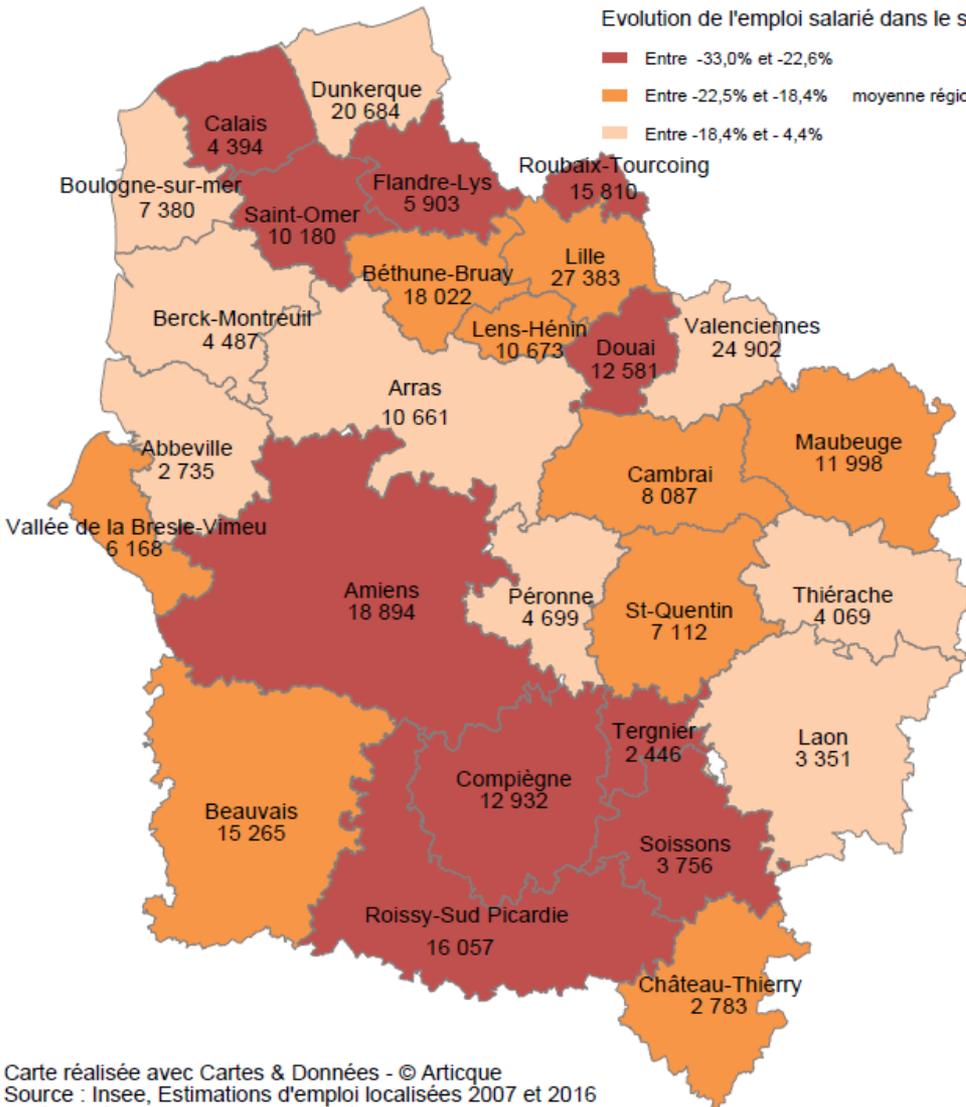
-  Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur de l'industrie représente 288 000 emplois salariés en région
-  Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié industriel a perdu 8 500 emplois salariés.
-  L'emploi salarié industriel reste très présent sur la région Hauts-de-France, du fait de son passé industriel. Le secteur se renouvelle et innove, notamment grâce aux pôles de compétitivité et parcs d'innovation
-  Néanmoins, contrairement au national, le secteur industriel continue de perdre des emplois salariés, excepté dans le secteur de l'industrie agroalimentaire

# Evolution de l'emploi salarié du secteur de l'industrie\* depuis la crise

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)

Evolution de l'emploi salarié dans le secteur de l'industrie

- Entre -33,0% et -22,6%
  - Entre -22,5% et -18,4%
  - Entre -18,4% et -4,4%
- moyenne régionale = -20,8%



Diminution du nombre d'emplois salariés\* industriels sur tous les territoires entre 2007 et 2016

En 2016, concentration des 293 412 emplois salariés\* industriels sur :

- ▶ Lille 27 383
- ▶ Valenciennes 24 902
- ▶ Dunkerque 20 684
- ▶ Amiens 18 894
- ▶ Béthune-Bruay 18 022

Pertes d'emplois importantes sur :

- ▶ Lille (- 7 770)
- ▶ Roubaix-Tourcoing (- 5 880)
- ▶ Amiens (-5 505)
- ▶ Béthune-Bruay (-5 224)
- ▶ Roissy-Sud Picardie (-4 479)
- ▶ Compiègne (- 4 312)

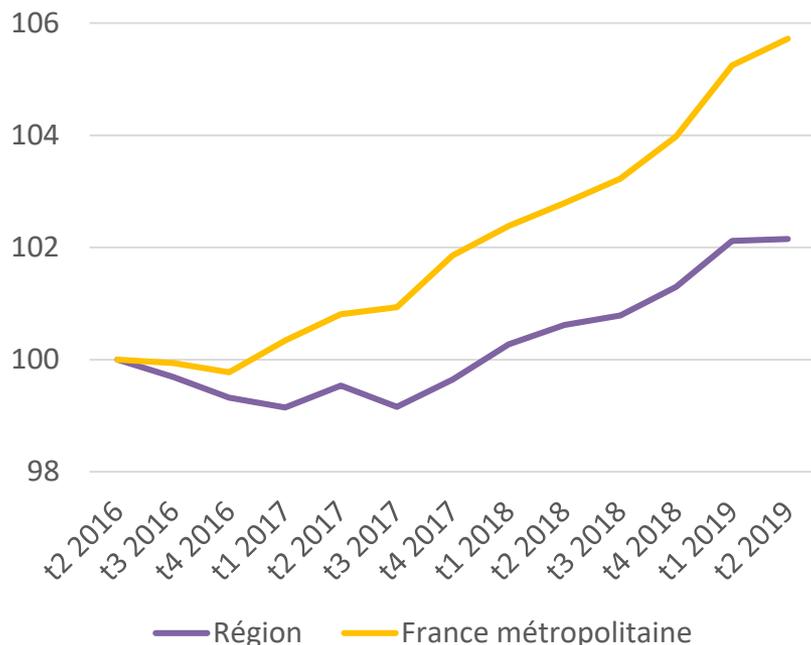
\* DEF



# Rebond de l'emploi salarié dans le secteur de la construction

Sources : Insee, estimations d'emplois ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

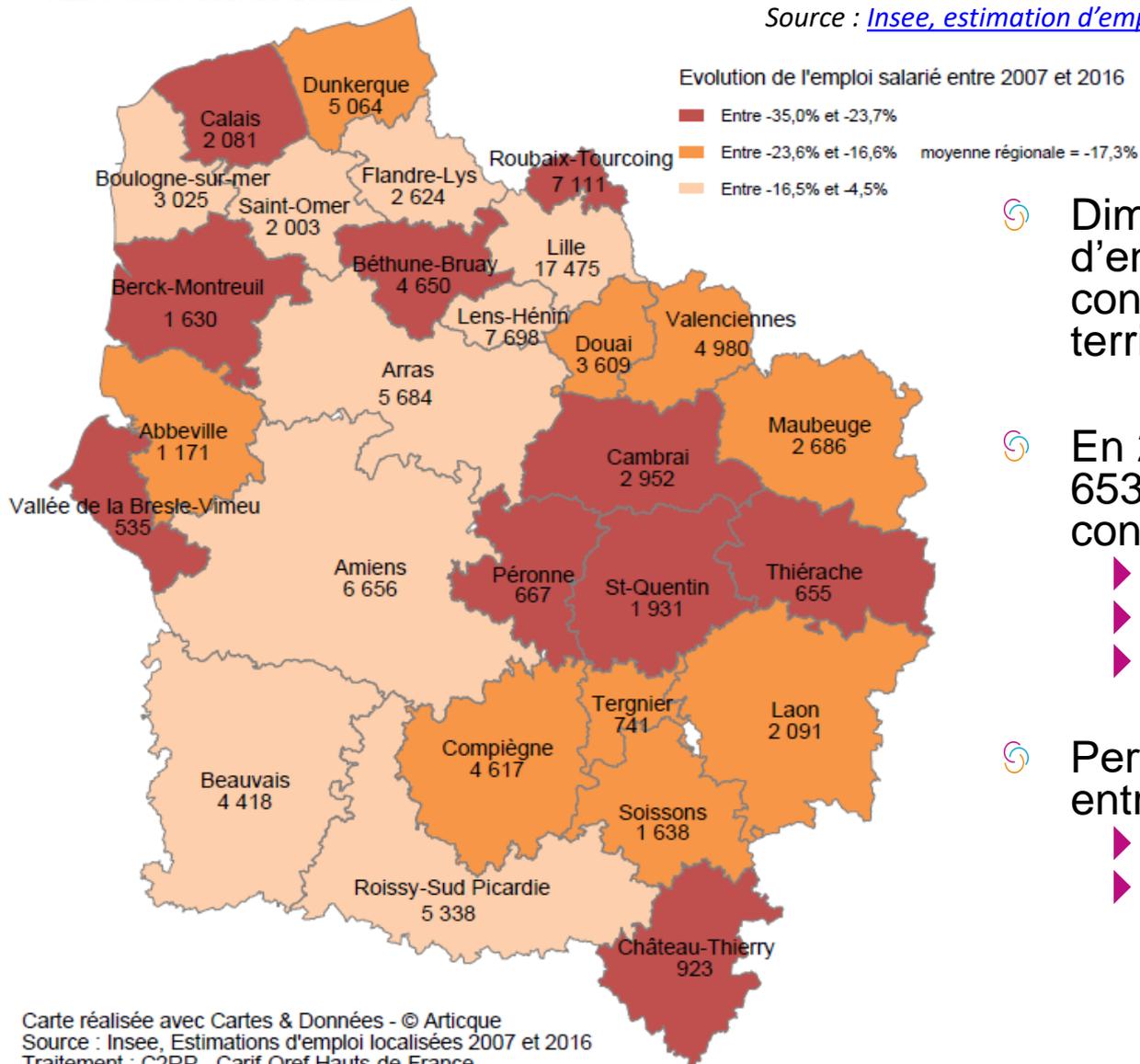
Evolution du nombre d'emplois salariés dans la construction



-  Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur de la construction compte 108 000 emplois salariés en région
-  Amorcée en 2017, la reprise de l'emploi salariés dans le secteur de la construction se concrétise. Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié dans la construction a gagné 2 300 emplois
-  Cette tendance reste moins dynamique qu'au national

# Evolution de l'emploi salarié du secteur de la construction\* depuis la crise

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)



Diminution du nombre d'emplois du secteur de la construction sur tous les territoires entre 2007 et 2016

En 2016, concentration des 104 653 emplois salariés\* construction sur :

- ▶ Lille 17 475
- ▶ Lens-Hénin 7 698
- ▶ Roubaix-Tourcoing 7 111

Pertes d'emplois importantes entre 2007 et 2016 sur :

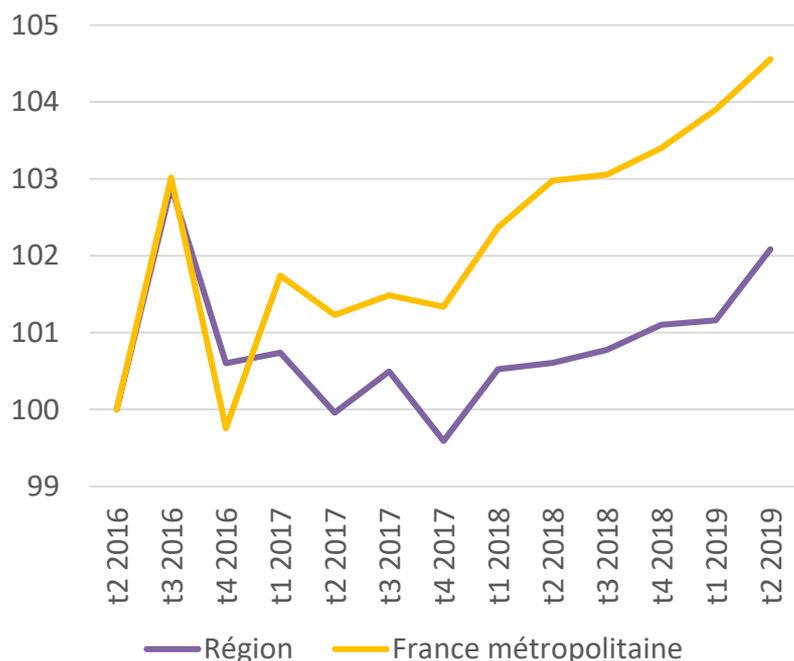
- ▶ Roubaix-Tourcoing (-2 385)
- ▶ Béthune-Bruay (-1 694)

\* DEF

# La région reste un espace agricole majeur

Sources : Insee, estimations d'emplois ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

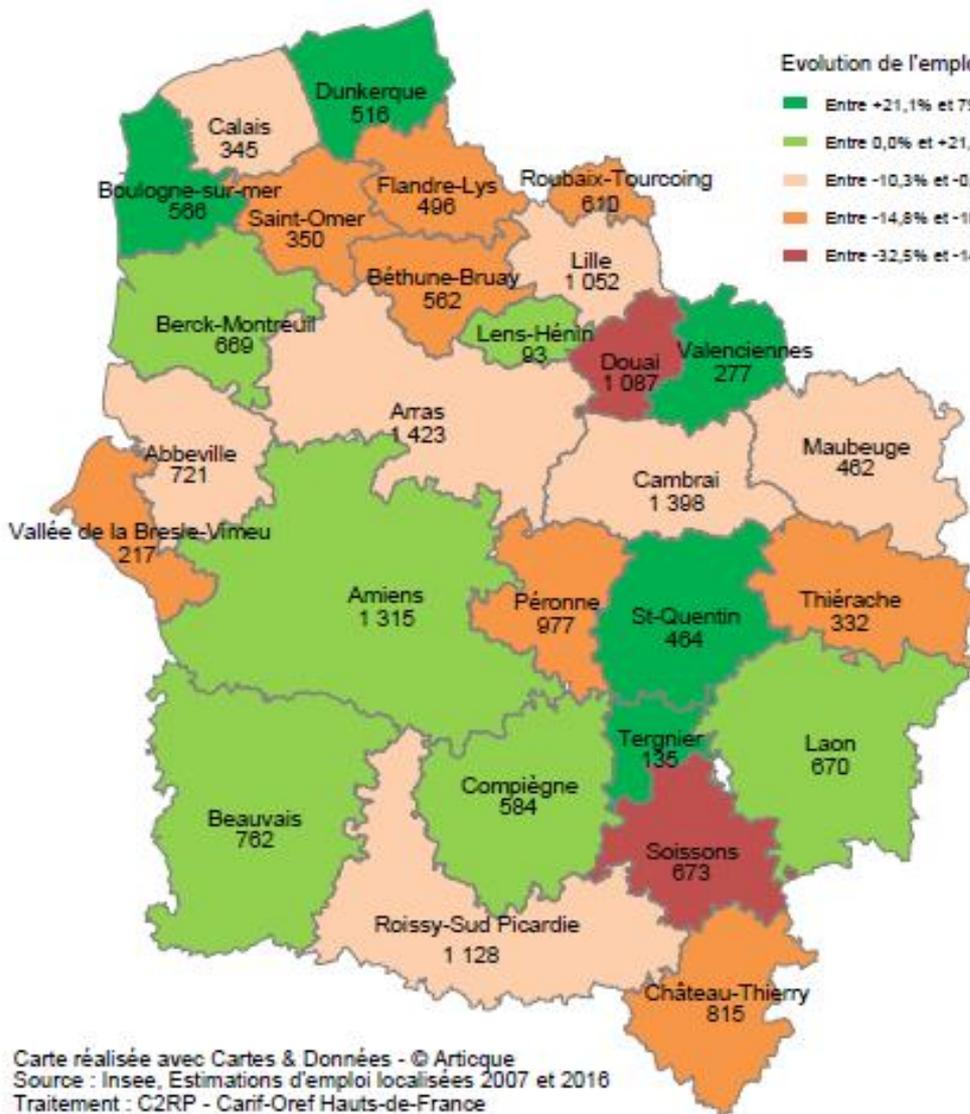
Evolution du nombre d'emplois salariés  
dans l'agriculture



-  Plus de 25 000 exploitations agricoles ont leur siège en Hauts-de-France
  - ▶ -4% depuis 2010
-  La surface agricole utilisée (SAU) couvre deux tiers du territoire régional, contre la moitié du territoire métropolitain
-  La région Hauts-de-France est la première région de France en termes d'occupation du territoire par des terres cultivables (58 % de son territoire contre un tiers au national)
-  Elle est notamment spécialisée dans la production de céréales, pommes de terre, betteraves. Elle concentre 59 % de la surface nationale plantée en pommes de terre.
-  Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur de l'agriculture compte 21 360 emplois salariés en région
-  Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'agriculture a gagné 436 emplois salariés

# Evolution de l'emploi salarié du secteur de l'agriculture\* depuis la crise

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)



Evolution de l'emploi salarié\* du secteur de l'agriculture disparate selon les territoires (attention, les chefs d'exploitations et co-exploitants représentent près de 60% des emplois et ne sont pas comptabilisés parmi les salariés)

En 2014, concentration des 18 476 emplois salariés agricoles sur :

- ▶ Arras 1 423
- ▶ Cambrai 1 398
- ▶ Amiens 1 315

Pertes d'emplois entre 2007 et 2016 sur :

- ▶ Boulogne-sur-Mer (-272)
- ▶ Amiens (-228)

Gains d'emplois entre 2007 et 2016 notamment sur :

- ▶ Douai (+482 emplois)
- ▶ Soisson (+148 emplois)
- ▶ Péronne (+74 emplois)

\* DEF

# L'emploi salarié diminue dans chacun des secteurs d'activité pour 7 zones d'emploi

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)

-  Certaines zones d'emploi n'ont gagné des emplois salariés dans aucun des 5 secteurs d'activité :

Libellé de la zone d'emploi	Variation du nombre d'emplois salariés entre 2007 et 2016					
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
Roissy-Sud Picardie	-21	-4 779	-708	-1 480	-1 436	<b>-8 424</b>
Cambrai	-152	-2 162	-928	-949	-2 773	<b>-6 964</b>
Dunkerque	-129	-3 405	-1 049	-587	-471	<b>-5 641</b>
Beauvais	-115	-3 778	-714	203	-1 135	<b>-5 539</b>
St-Quentin	-157	-2 000	-717	-709	-787	<b>-4 370</b>
Laon	-77	-523	-594	-479	-907	<b>-2 580</b>
Tergnier	-56	-1 203	-211	-645	-15	<b>-2 130</b>

# Un secteur d'activité dynamique sur 5 dans 10 zones d'emploi

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)

 D'autres zones d'emploi ont gagné des emplois salariés dans 1 des 5 secteurs d'activité :

Libellé de la zone d'emploi	Variation du nombre d'emplois salariés entre 2007 et 2016					
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
Valenciennes	-89	-5 041	-1 248	-919	708	-6 589
Beauvais	-115	-3 778	-714	203	-1 135	-5 539
Calais	-2	-1 736	-658	-3 442	368	-5 470
Amiens	-228	-5 505	-821	-2 066	3 890	-4 730
Maubeuge	-49	-3 266	-829	-3 184	2 826	-4 502
Soissons	148	-1 345	-463	-355	-358	-2 373
Berck-Montreuil	-102	-209	-519	463	-1 638	-2 005
Arras	-79	-1 734	-1 127	2 002	-986	-1 924
Abbeville	-61	-313	-246	-858	264	-1 214
Boulogne-sur-mer	-272	-1 377	-508	-1427	5 096	1 512

## Deux secteurs d'activité voient leur nombre d'emplois salariés augmenter dans 9 zones d'emploi

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)

 D'autres zones d'emploi ont gagné des emplois salariés dans 2 des 5 secteurs d'activité :

Libellé de la zone d'emploi	Variation du nombre d'emplois salariés entre 2007 et 2016					
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
Roubaix-Tourcoing	46	-5 880	-2 385	-4 402	890	<b>-11 731</b>
Béthune-Bruay	70	-5 224	-1 694	-1 297	2 085	<b>-6 060</b>
Compiègne	-92	-4 312	-1 286	1 345	2 244	<b>-2 101</b>
Péronne	74	-1 052	-360	-702	122	<b>-1 918</b>
Vallée de la Bresle-Vimeu	4	-1 754	-249	-346	708	<b>-1 637</b>
Thiérache	32	-671	-348	-580	465	<b>-1 102</b>
Château-Thierry	28	-669	-319	-262	181	<b>-1 041</b>
Lens-Hénin	-13	-2 635	-1 113	2 515	1 428	<b>182</b>
Lille	-70	-7 770	-1 297	28 874	9 472	<b>29 209</b>

# Trois zones d'emploi ont gagné des emplois salariés dans 3 secteurs sur 5

Source : [Insee, estimation d'emploi localisées](#) (série du 31/12/2007 au 31/12/2016)

 D'autres zones d'emploi ont gagné des emplois salariés dans 3 des 5 secteurs d'activité :

Libellé de la zone d'emploi	Variation du nombre d'emplois salariés entre 2007 et 2016					
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total
Saint-Omer	30	-3023	-320	1532	282	-1 499
Flandre-Lys	44	-1999	-126	1417	632	-32
Douai	482	-3802	-1069	5223	1311	2 145

Source : [Les métiers de l'Artisanat : les secteurs, formations et carrières](#)

- ④ L'entreprise artisanale est une entreprise composée de moins de 10 salariés lors de sa création.
  
- ④ Le statut de l'artisan est juridiquement défini, il doit :
  - ▶ détenir un diplôme ou un titre homologué dans le métier pour justifier de sa qualité d'artisan
  - ▶ exercer une activité professionnelle
    - de production,
    - de transformation,
    - de réparation
    - ou de prestation de services relevant de l'artisanat.
  - ▶ doit générer l'essentiel du revenu de l'entreprise de la vente de produits et de services issus de son propre travail
  - ▶ être économiquement indépendant. L'entreprise doit intervenir pour son propre compte et non pour celui d'une autre personne morale ou physique
  - ▶ être immatriculé au Répertoire des métiers. Cette inscription peut être obtenue auprès des Chambres de Métiers et de l'Artisanat après constitution d'un dossier.

\* DEF

# Zoom sur l'Artisanat en Hauts-de-France

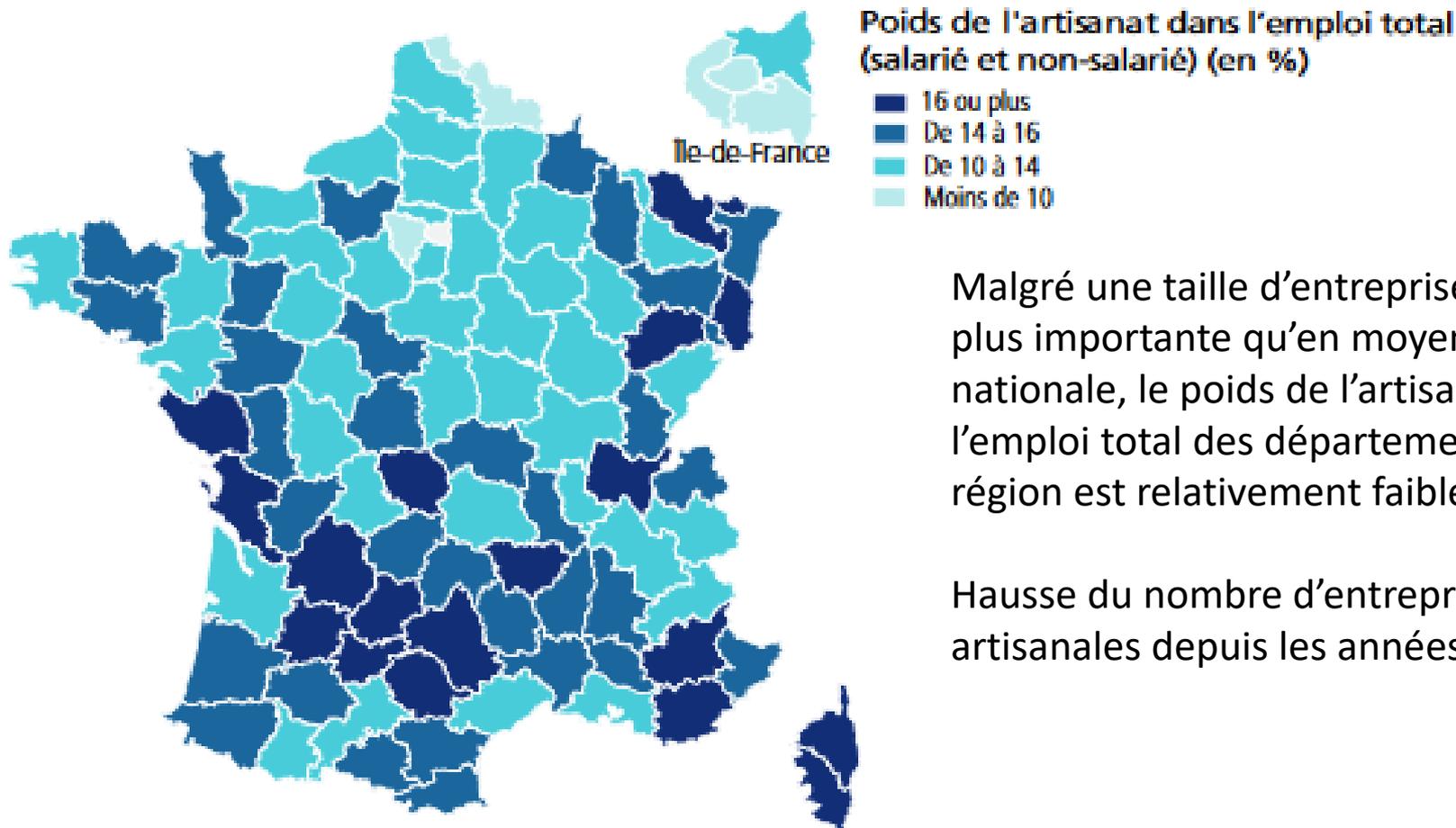
Source : [Chambre des Métiers et de l'Artisanat Hauts-de-France – janvier 2019](#)

- 🌀 L'Artisanat en Hauts-de-France est composé de **86 004 entreprises**
- 🌀 L'Artisanat compte près de **159 000 emplois salariés** répartis dans 4 principaux secteurs :
  - ▶ **36% sont salariés dans le bâtiment**
    - Métiers du gros œuvre : maçon, terrassier, charpentier...
    - Métiers du second œuvre : couvreur, plâtrier, serrurier-métallier, menuisier-agenceur, peintre...
    - Métiers de l'équipement technique et électrique : plombier, métiers du chauffage et du génie climatique, électricien...
  - ▶ **28% dans les services**
    - Le transport : taxi , ambulancier...
    - La réparation : automobile, moto, cycles, mécanique agricole, électricité, ameublement, cordonnerie...
    - Les soins à la personne et aux biens : coiffure, esthétique, pressing, blanchisserie, teinturerie...
    - La restauration des objets du patrimoine : tapisserie, bijouterie-horlogerie, céramique, ébénisterie...
    - Les autres services : photographe, fleuriste, activités de nettoyage...
  - ▶ **20% dans la production / fabrication**
    - Le travail des métaux : bijoutier, orfèvre, ferronnier...
    - Le textile, l'habillement, le cuir :couturier, tapissier, maroquinier...
    - Le bois, l'ameublement :fabrication de meubles
    - Les autres fabrications :matériaux de construction, céramique, verre, papier, imprimerie...
  - ▶ **16% dans l'alimentation**
    - boulanger, boucher, poissonnier, traiteur, vendeur en alimentation...



# Un moindre développement de l'artisanat en région

Source : [DGE, Les chiffres clés de l'artisanat – Edition 2018](#)



Malgré une taille d'entreprise artisanale plus importante qu'en moyenne nationale, le poids de l'artisanat dans l'emploi total des départements de la région est relativement faible (<14%)

Hausse du nombre d'entreprises artisanales depuis les années 2000





## MARCHÉ DU TRAVAIL

---



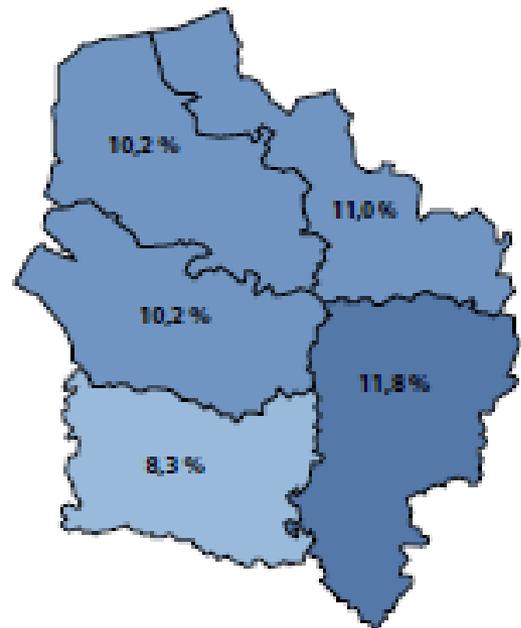
# 4. Marché du travail

- ▶ [Le taux de chômage le plus bas depuis 10 ans mais toujours le plus élevé de France métropolitaine](#)
- ▶ [Des disparités territoriales](#)
- ▶ [10,5% des demandeurs d'emploi cat. ABC de France métropolitaine](#)
- ▶ [Les 50 ans et plus particulièrement fragilisés sur le marché du travail](#)
- ▶ [Diminution du nombre de demandeurs d'emploi depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2018](#)
- ▶ [Entrées et sorties de la recherche d'emploi](#)
- ▶ [89 900 retours à l'emploi au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019](#)
- ▶ [537 110 offres d'emploi diffusées en un an](#)
- ▶ [Un établissement sur 5 prévoit de réaliser au moins un recrutement en 2019](#)
- ▶ [Les deux tiers des projets de recrutement dans le secteur des services](#)
- ▶ [Près de la moitié des projets de recrutement sont signalés difficiles](#)

# Le taux de chômage le plus bas depuis 10 ans mais toujours le plus élevé de France métropolitaine

Source : [Insee, taux de chômage localisés](#)

Le taux de chômage\* régional diminue mais reste le plus élevé de France métropolitaine : **10,4%** au 2ème trimestre 2019  
 ▶ 8,2% en France métropolitaine



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique  
 Source : Insee, Taux de chômage localisés

\* DEF



# Des disparités territoriales

Source : [Insee, taux de chômage localisés 2<sup>ème</sup> trimestre 2019](#)

## Taux de chômage\* localisés par zone d'emploi au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

		2ème trimestre 2019
2203	Thiérache	14,2
3115	Valenciennes	13,8
3117	Maubeuge	13,8
2202	Tergnier	13,1
3125	Calais	12,7
2205	St-Quentin	12,7
3122	Lens-Hénin	12,6
3110	Roubaix-Tourcoing	12,5
3114	Douai	11,8
2206	Soissons	11,3
3116	Cambrai	10,9
3126	Boulogne-sur-mer	10,5
3112	Dunkerque	10,5
2210	Amiens	10,4
2211	Péronne	10,4
2204	Laon	10,3
2209	Abbeville	10
3123	Béthune-Bruay	10
3124	Saint-Omer	9,8
2201	Château-Thierry	9,7
3111	Lille	8,9
2255	Vallée de la Bresle-Vimeu	8,8
2207	Beauvais	8,7
2256	Roissy-Sud Picardie	8,3
2208	Compiègne	8,3
3127	Berck-Montreuil	7,7
3121	Arras	7,5
3113	Flandre-Lys	6,4

GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC ETAT-REGION

- Sur les 10 zones d'emploi les plus touchées par le chômage, 4 sont en Hauts-de-France.
- La Thiérache a le quatrième plus fort taux de chômage de France métropolitaine.
- Flandre-Lys, Arras, Berck-Montreuil et Compiègne ont un taux de chômage inférieur à la moyenne régionale.

\* DEF

# 10,5% des demandeurs d'emploi cat. ABC de France métropolitaine

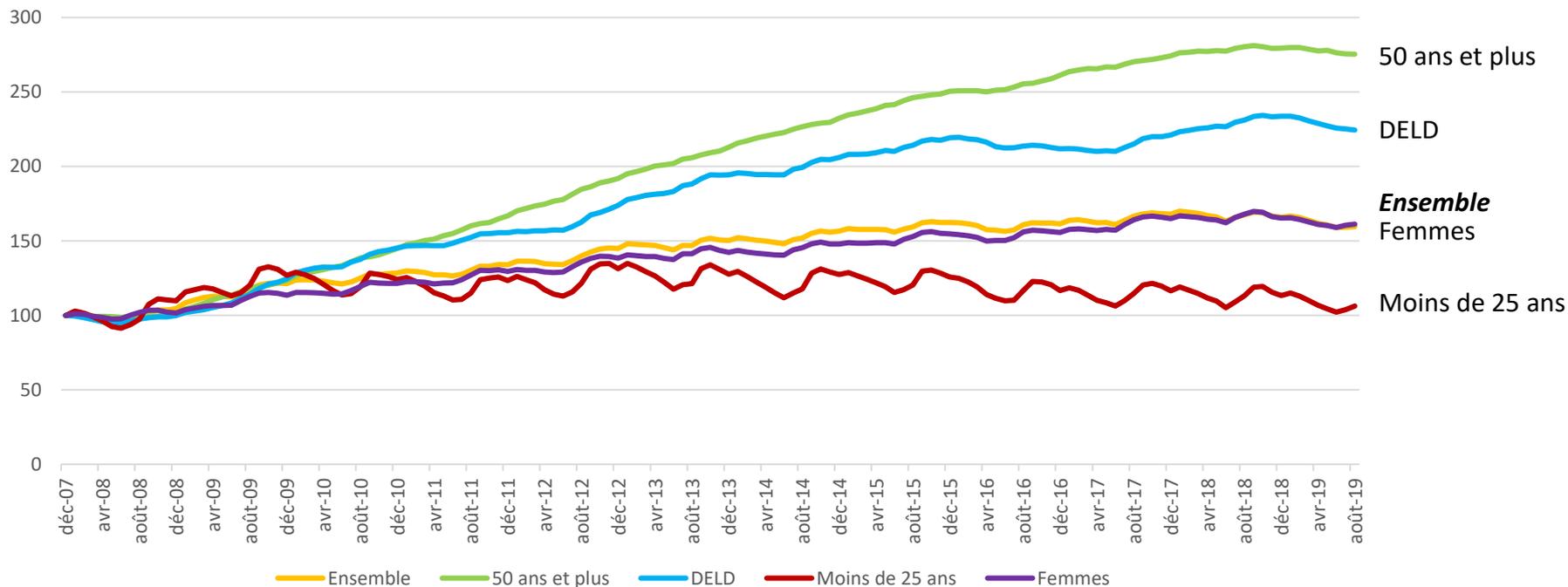
Source : Pôle emploi - [Dares, STMT 2<sup>ème</sup> trimestre 2019](#)

- ⊗ 583 930 demandeurs d'emploi (DE) tenus de rechercher un emploi et ayant exercé ou non une activité dans le mois (cat. ABC) inscrits au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 en région
  - ▶ soit 10,5% des demandeurs d'emploi cat. ABC \* de France métropolitaine
  - ▶ + 227 990 demandeurs d'emploi depuis le début de la crise de 2008
  - ▶ -17 390 demandeurs d'emploi sur un an
  
- ⊗ Caractéristiques des demandeurs d'emploi (cat. ABC) \* :
  - ▶ 50,3% d'hommes, 49,7% de femmes
    - En France Métropolitaine : 48% d'hommes et 52% de femmes
  
  - ▶ Les demandeurs d'emploi ABC \* de moins de 25 ans surreprésentés en région
    - 15,7 % de DE de moins de 25 ans en région et 13,1% de DE de moins 25 ans en France Métropolitaine
  
  - ▶ Plus d'1 DE sur 5 a 50 ans ou plus
    - 23,4% ont 50 ans ou plus en région et 25,8% ont 50 ans ou plus en France Métropolitaine
  
  - ▶ Plus de la moitié des DE sont inscrits depuis un an ou plus
    - 51,2% sont inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus en région, 47,5% en France Métropolitaine

\* DEF

# Les 50 ans et plus particulièrement fragilisés sur le marché du travail

**La variation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi**  
**Base 100 : décembre 2007 – données brutes**

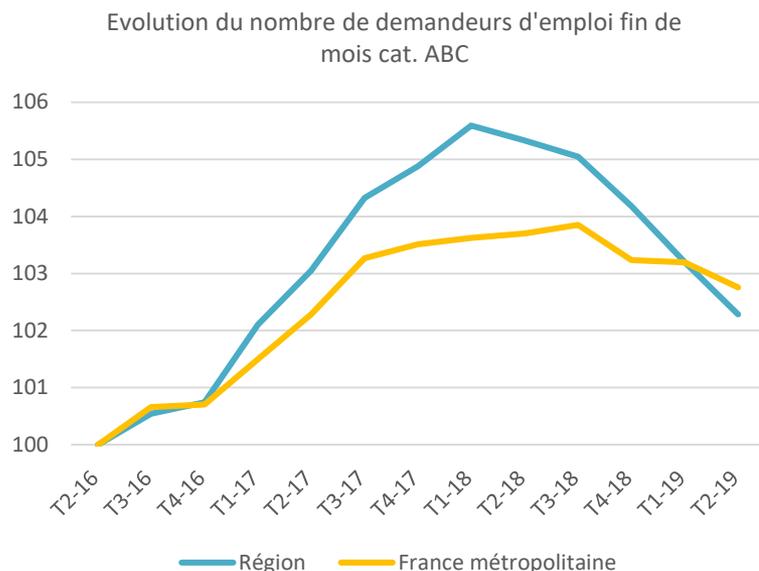


 La part des demandeurs d'emploi ABC\* de plus de 50 ans a plus que doublée

\* DEF

# Diminution du nombre de demandeurs d'emploi depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2018

Source : Pôle emploi - Dares, STMT, Traitements Pôle emploi HDF



Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté jusque début 2018 puis la tendance s'est inversée en 2018-2019.

Ces évolutions sont plus prononcées en région qu'en France et ne sont pas sur les mêmes temporalités.

- ▶ la tendance à la baisse du nombre demandeurs d'emploi a démarré plus tôt en région (1<sup>er</sup> trimestre 2018) qu'au national (3<sup>ème</sup> trimestre 2018)
  - +3,9% en France métropolitaine entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018
- ▶ +5,6% de demandeurs d'emploi ABC entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2018
  - -1,1% en France métropolitaine entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019
- ▶ -3,1% de demandeurs d'emploi ABC entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019
  - -1,1% en France métropolitaine entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

\* DEF

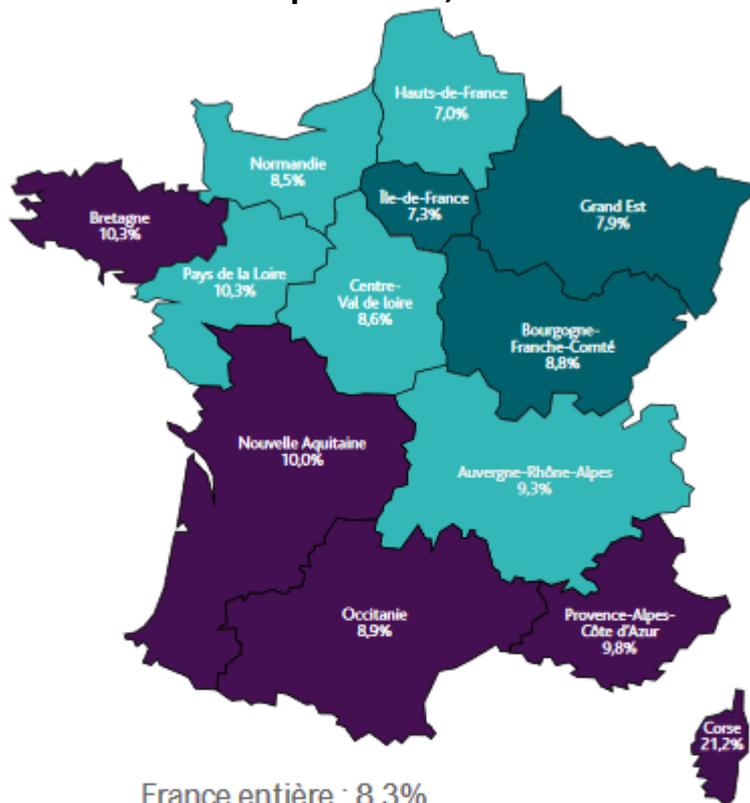
Source : Pôle emploi - Dares, STMT, Traitements Direccte Hauts-de-France

-  **En région, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 diminue de 1,4% par rapport au trimestre précédent (+3,1% sur un an).**
-  Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, les entrées pour licenciement économique (-15,9% sur un an), fin de contrat (-8,5% sur un an), fin de mission d'intérim (-5,2% sur un an), première entrée sur le marché du travail (-1,5% sur un an) sont en baisse.
-  Les entrées pour retour d'inactivité (+16,8% sur un an), autres motifs (+13,6% sur un an), démission (+13,4% sur un an), rupture conventionnelle (+8,6% sur un an), réinscription rapide (+4,2% sur un an), autre licenciement (+3,5% sur un an), motif indéterminé (+2,9% sur un an) sont en hausse.
-  **En Hauts-de-France, le nombre moyen de sorties de catégories A, B, C au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 diminue de 3,3 % par rapport au trimestre précédent (+1,4 % sur un an).**
-  Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, les sorties pour entrée en stage ou en formation (+39,8% sur un an), radiation administrative (+3,7% sur un an), arrêt de recherche (+1,9% sur un an), reprise d'emploi déclarée (+1,4% sur un an) sont en hausse.
-  Les sorties pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (-5,7% sur un an) et les autres cas (-5,7% sur un an) sont en baisse.

\* DEF

# 89 900 retours à l'emploi au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

Nombre de reprises d'emploi rapporté au nombre de demandeurs d'emploi cat. A,B au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019



- Hausse d'au moins 0,3 point par rapport au T2 2018
- Hausse d'au moins 0,15 point et inférieure à 0,3 point par rapport au T2 2018
- Hausse inférieure à 0,15 point par rapport au T2 2018

Source : [Pôle emploi, Les reprises d'emploi de demandeurs d'emploi au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019](#)

- Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, 89 900 retours à l'emploi (*pour une durée supérieure ou égale à un mois*)
  - ▶ Soit la 6<sup>ème</sup> région en termes de nombre de retours à l'emploi
- Cependant, ce chiffre doit être rapporté aux 425 900 demandeurs d'emploi en catégories A ou B en région, ce qui permet d'apprécier réellement la propension à retrouver un emploi.
- Ainsi, 7,0% des demandeurs d'emploi cat. A,B accèdent à l'emploi en région
  - ▶ Soit le taux le plus bas de France métropolitaine

# 537 110 offres d'emploi diffusées en un an

Source : [Pôle emploi, Fichier des offres d'emploi, Données brutes : offres d'emploi diffusées en région Hauts-de-France](#)

- 🌀 **537 110 offres d'emploi diffusées entre le 2ème trimestre 2018 et le 2ème trimestre 2019**
  
- 🌀 6 offres d'emploi diffusées par Pôle emploi sur 10 sont des contrats de plus de 6 mois
  - ▶ 54% sont des offres d'emploi en CDI et 6% sont des CDD de plus de 6 mois
  - ▶ 16% sont des CDD de 1 à 6 mois, 3% des CDD de moins d'un mois et 21% des contrats spécifiques (intérim, intermittents ou saisonniers)
  
- 🌀 3 familles de métiers concentrent 46% des offres d'emploi diffusées :
  - ▶ Commerce, vente et grande distribution (17%)
  - ▶ Support à l'entreprise (15%)
  - ▶ Services à la personne et à la collectivité (14%)
  
- 🌀 6 métiers concentrent 15% des offres d'emploi diffusées :
  - ▶ Comptabilité
  - ▶ Assistance auprès d'enfants
  - ▶ Magasinage et préparation de commandes
  - ▶ Assistanat commercial
  - ▶ Conduite de transport de marchandises sur longue distance
  - ▶ Assistance auprès d'adultes

# Un établissement sur 5 prévoit de réaliser au moins un recrutement en 2019

Source : [Pôle emploi – enquête BMO 2019](#)

203 846 projets de recrutements exprimés par les entreprises de la région dont 30,0% sont saisonniers, 49,0% sont jugés difficiles\*

- ▶ 95 022 projets de recrutements envisagés dans le département du Nord (48,3% jugés difficiles)
- ▶ 45 805 dans le Pas-de-Calais (49,1% jugés difficiles)
- ▶ 25 263 dans l'Oise (51,4% jugés difficiles)
- ▶ 19 338 dans la Somme (44,9% jugés difficiles)
- ▶ 18 418 dans l'Aisne (53,5% jugés difficiles)

Secteurs regroupés	Projets de recrutement	Difficultés à recruter	Emplois saisonniers
Services aux particuliers	77 297	45,1%	39,0%
Services aux entreprises	51 913	54,3%	11,9%
Commerce	25 272	41,7%	24,0%
Industrie	21 197	45,1%	16,1%
Agriculture	15 966	52,3%	89,9%
Construction	12 201	68,6%	8,4%
Total	203 846	49,0%	30,0%

\* DEF

# Les deux tiers des projets de recrutement dans le secteur des services

Source : [Pôle emploi – enquête BMO 2019](#)

## 142 638 projets de recrutement non saisonniers

- ▶ Près des 2/3 des projets de recrutement dans le secteur des services dont la majorité dans :
  - services scientifiques, techniques administratifs et de soutien : nettoyage, sécurité, centres d'appel, études techniques...
  - santé humaine et l'action sociale
  - transports et entreposage
  - autres activités de services : associations, soin à la personne, activité de réparation

### Top 10 des métiers en termes de projets de recrutements

1 – Agents d'entretien de locaux 7 403 projets non saisonniers	6 – Aides-soignants 4 709 projets non saisonniers
2 – Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires 7 100 projets non saisonniers	7 – Aides et apprentis de cuisine, employés polyvalents de la restauration 4 097 projets non saisonniers
3 – Aides à domicile et aides ménagères 5 729 projets non saisonniers	8 – Ingénieurs et cadres d'études, R&D en informatique, chefs de projets informatiques 3 094 projets non saisonniers
4 – Employés de libre service 5 722 projets non saisonniers	9 – Agents de sécurité et de surveillance 2 603 projets non saisonniers
5 – Conducteurs routiers 5 362 projets non saisonniers	10 – Serveurs de cafés restaurants 2 406 projets non saisonniers

# Près de la moitié des projets de recrutement sont signalés difficiles

Source : [Pôle emploi – enquête BMO 2019](#)

## 99 860 projets de recrutement signalés difficiles

- ▶ Soit près de la moitié des projets de recrutement

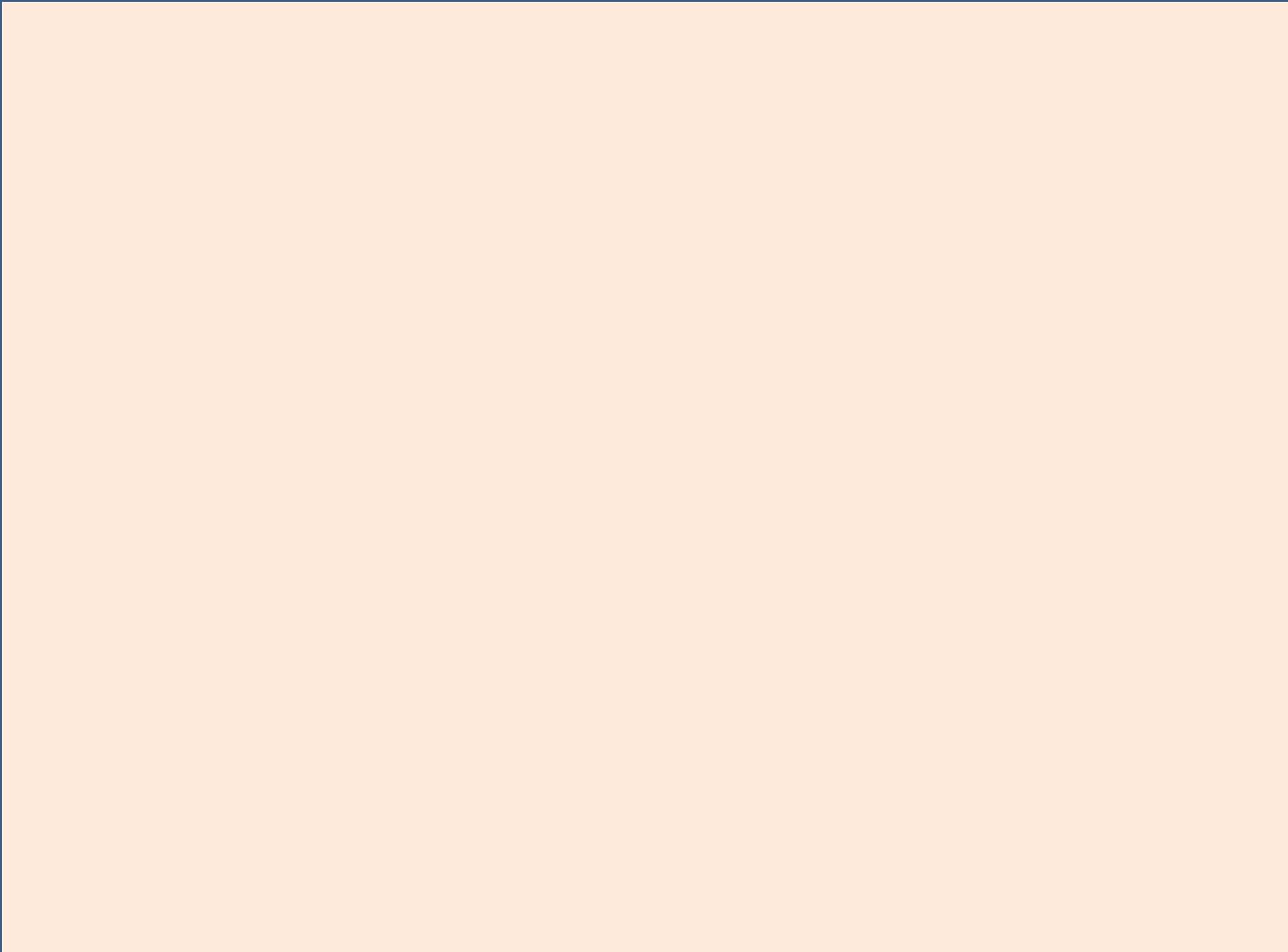
### Top 10 des métiers où sont signalées les plus fortes difficultés de recrutement

1 – Ingénieurs, cadres études & R&D informatique, responsables informatiques 2 522 projets signalés difficiles, soit 81% des projets	6 – Employés de maison et personnels de ménage 1 536 projets signalés difficiles, soit 61% des projets
2 – Aides à domicile et aides ménagères 5 698 projets signalés difficiles, soit 79% des projets	7 – Aides, apprentis, employés polyvalents de cuisine 3 515 projets signalés difficiles, soit 55% des projets
3 – Conducteurs routiers et grands routiers 4 477 projets signalés difficiles, soit 71% des projets	8 – Aides-soignants (médico-psycho., auxil., puériculture, assistants médicaux...) 3 659 projets signalés difficiles, soit 55% des projets
4 – Cuisiniers 1 511 projets signalés difficiles, soit 68% des projets	9 – Serveurs de cafés, de restaurants (y.c. commis) 2 627 projets signalés difficiles, soit 54% des projets
5 – Attachés commerciaux (techniciens commerciaux en entreprise) 1 484 projets signalés difficiles, soit 61% des projets	10 – Viticulteurs, arboriculteurs salariés, cueilleurs 3 675 projets signalés difficiles, soit 53% des projets

\* métiers représentant au moins 1% du total des recrutements







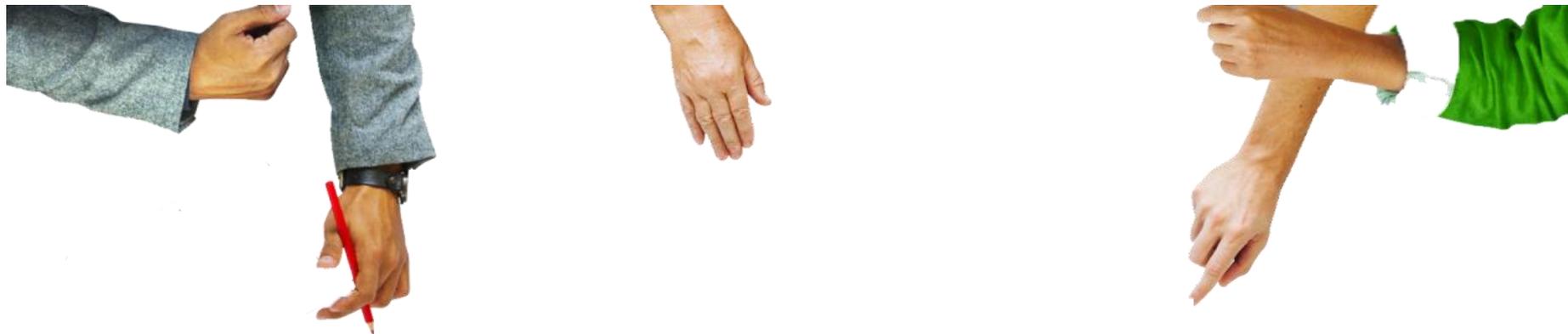
# 5. Formations

## ▶ Formation initiale

- Répartition des voies de formation
- Taux de passage
- Taux de poursuite d'études
- Insertion professionnelle

## ▶ Formation continue

- Des demandeurs d'emploi
- Des salariés



## FORMATION INITIALE

---



# Formation initiale

- ▶ [Les effectifs en formation initiale en 2018-2019](#)
- ▶ [Répartition des voies de formation : une forte proportion de formation professionnelle](#)
- ▶ [Formations en apprentissage](#)
- ▶ [Formations de l'enseignement supérieur](#)
- ▶ [Poursuite d'études en fin de 3ème](#)
- ▶ Sur 100 élèves de 3<sup>èmes</sup>
  - [63 s'inscrivent en seconde générale et technologique](#)
  - [23 s'inscrivent seconde professionnelle](#)
  - [3 poursuivent en apprentissage](#)
- ▶ [77,8% des bacheliers poursuivent des études supérieures](#)
- ▶ [36,1% des bacheliers professionnels poursuivent en BTS](#)
- ▶ [71,3% des élèves de 6<sup>ème</sup> peuvent espérer obtenir un baccalauréat](#)
- ▶ [86,7% des personnes ayant passé le bac en 2017 l'ont obtenu](#)
- ▶ [Une insertion professionnelle des jeunes formés plus difficile en région](#)

## FORMATION INITIALE

### Voie scolaire

filières générale et  
technologiques et  
professionnelle  
(y compris STS et CPGE)

**261 000 lycéens**

Sources : Pasepa, Rectorat de Lille,  
Région -DRAAF - 2018-2019

### Apprentissage

**38 000 apprentis**

Sources : Région - DRAAF  
2018-2019

### Universités et Grandes Ecoles

(hors apprentissage)

**184 000 étudiants**

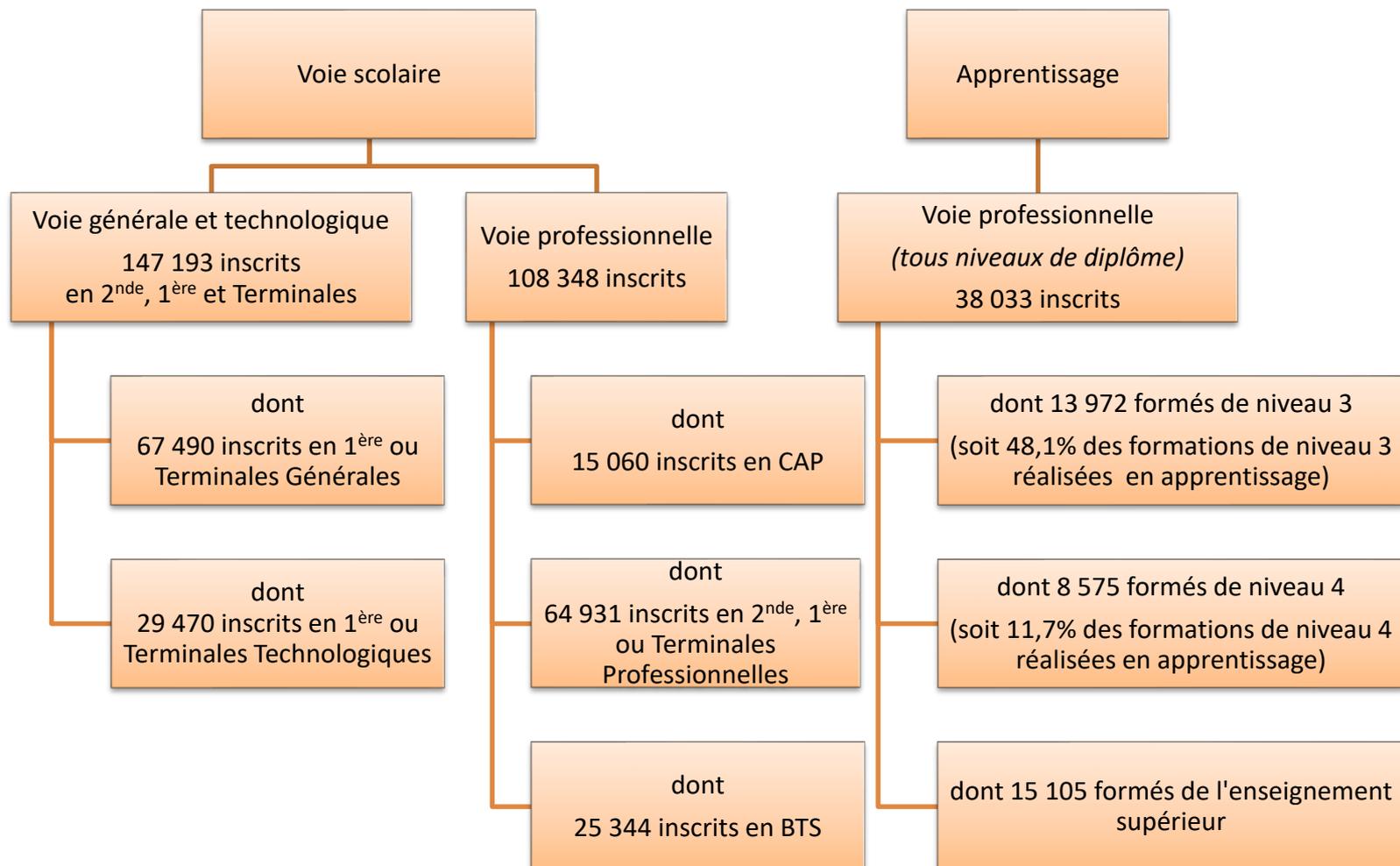
Sources : RERS 2019, Pasepa,  
Rectorat de Lille - 2018-2019

# Répartition des voies de formation

Source : Région

## Effectifs d'élèves et d'apprentis de l'enseignement public et privé sous contrat en 2018 – 2019

(inscrits dans les établissements sous tutelle des Ministères de l'Education nationale et de la Jeunesse, de l'Agriculture, de la Transition écologique et solidarité)



\* DEF

# Une forte proportion de premières et terminales professionnelles en Hauts-de-France

Source : Rectorat - PASEPA – MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité

## Évolution de la répartition des élèves de 1<sup>ère</sup> et terminale de la Région Hauts-de-France selon la voie choisie

		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019	
		Effectifs	% du total						
Région Hauts-de-France	Voie générale	61 331	48%	64 590	49%	67 044	49%	66 899	50%
	Voie technologique	25 707	20%	27 202	21%	28 379	21%	28 388	21%
	Voie professionnelle	40 458	32%	40 765	31%	40 507	30%	39 373	29%
	Ensemble	127 496	100%	132 557	100%	135 930	100%	134 660	100%
France métro + DOM	Voie générale	713 039	54%	747 438	54%	768 453	54%	762 521	54%
	Voie technologique	266 045	20%	283 364	21%	297 400	21%	296 315	21%
	Voie professionnelle	346 472	26%	349 620	25%	348 159	25%	342 069	24%
	Ensemble	1 325 556	100%	1 380 422	100%	1 414 012	100%	1 400 905	100%

Champ : établissements publics ou privés sous contrat sous tutelle du MENJ (hors formations agricoles).

- ⊙ En 2018-2019, 134 660 élèves de 1<sup>ère</sup> et T<sup>ale</sup> en région en voie scolaire
  - ▶ Une part d'élèves en première et terminale de bac professionnel\* supérieure de 5 points au national
    - 29% des élèves préparent un bac professionnel\* (24% en France)
  - ▶ Une moindre proportion de ces élèves préparent un baccalauréat général\*
    - 50% des élèves sont en bac général (54% au national)
  - ▶ 21% de ces élèves préparent un bac technologique\*, soit une part équivalente au national (21%)

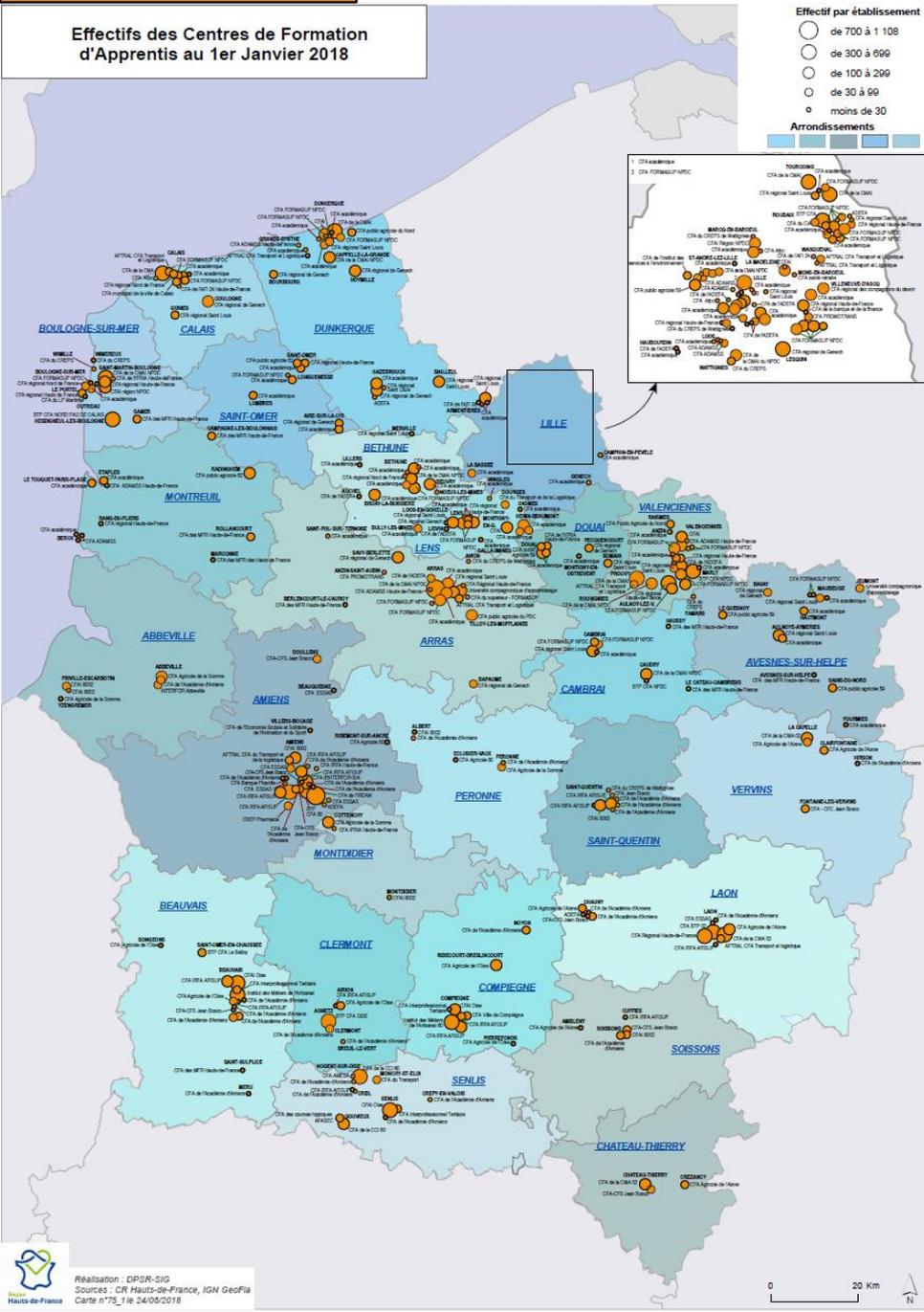
\* DEF

Effectifs des Centres de Formation d'Apprentis au 1er Janvier 2018



# Formations en apprentissage en 2018-2019 en région

Source : Région – DRAAF - Constat 2018-2019  
 Cartothèque Hauts-de-France



38 033 apprentis (y compris formation du Ministère de l'agriculture et de la mer)

13 972 inscrits en niveau 3  
 ► CAP et MC

8 575 inscrits en niveau 4  
 ► Bac professionnel et MC

Enseignement supérieur : 15 105 inscrits  
 ► Niveau 5 : 8 512 inscrits  
 ► Niveau 6 : 1 592 inscrits  
 ► Niveau 7 ou 8 : 5 001 inscrits

La moitié des sites de formation en apprentissage et des apprentis se situent sur 5 zones :

- Lille
- Amiens
- Valenciennes
- Arras
- Roubaix-Tourcoing



# Formations de l'enseignement supérieur en 2018-2019 en région Hauts-de-France

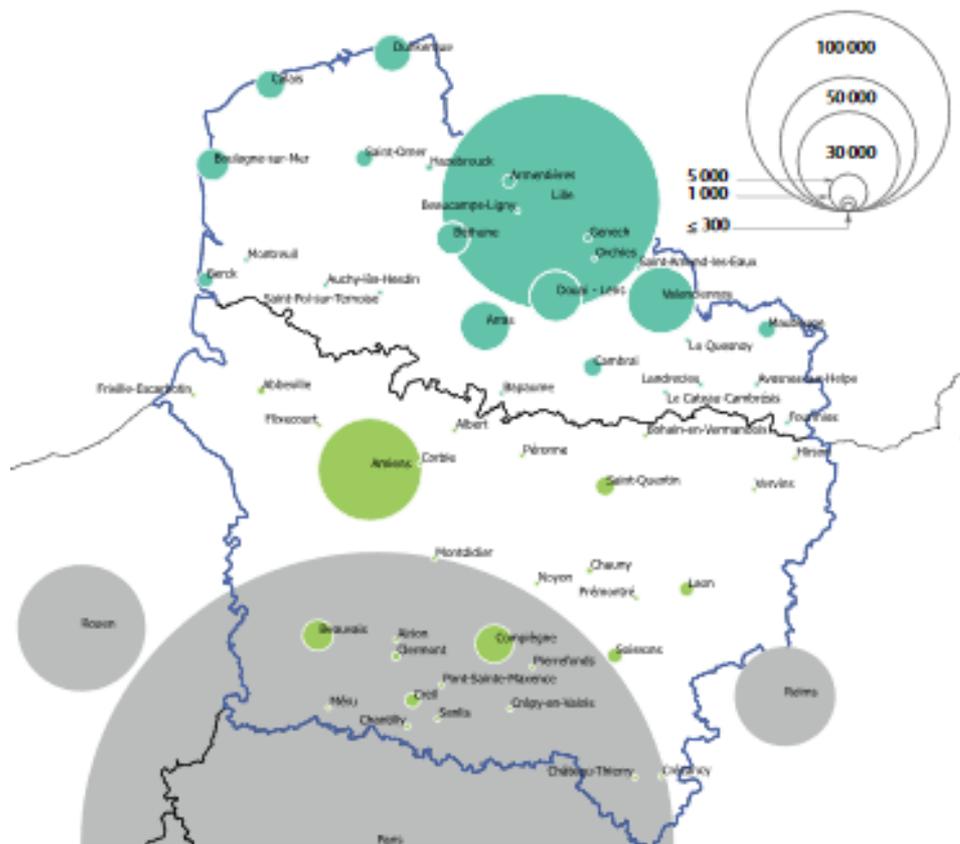
Sources : [DEPP](#) ; [Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2019](#)

- 🌀 229 780 inscrits en enseignement supérieur en région (y compris apprentissage)
  - ▶ soit +1,5% en un an
  - ▶ 8,7% des effectifs inscrits de France métropolitaine
  
- 🌀 Université : 133 431
  
- 🌀 STS (Sections de Technicien Supérieur) et assimilés : 26 878
  
- 🌀 CPGE (Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles) : 6 942
  
- 🌀 Formations d'ingénieurs : 16 568
  
- 🌀 Ecoles de commerce, gestion, vente : 13 615
  
- 🌀 Autres écoles et formations : 34 653

# 9% des inscrits de l'ens. supérieur de France

Source : [MENESRI, Rectorat Amiens et Lille](#)  
[DEPP](#) ; [Repères et références statistiques 2019](#)

## Lille et Amiens, principaux pôles étudiants



- ⊗ 77,8% des bacheliers poursuivent des études vers l'enseignement supérieur (80,0% en France)
- ⊗ 229 780 inscrits en enseignement supérieur (apprentissage compris)
  - ▶ 58% à l'université
  - ▶ 13% en écoles d'ingénieur ou de commerce
  - ▶ 12% en Section de Technicien Supérieur
  - ▶ 3% en Classes Préparatoires aux Grands Ecoles
- ⊗ 9 universités, 20 écoles d'ingénieurs, 4 écoles de commerce, 5 écoles spécialisées et 2 Centres Hospitaliers Universitaires
- ⊗ Concentration de l'enseignement supérieur sur 6 zones :
  - ▶ La Métropole Lilloise
  - ▶ Amiens
  - ▶ Valenciennes
  - ▶ Arras
  - ▶ Littoral
  - ▶ Compiègne

# Poursuites d'études plus importantes en voie professionnelle scolaire

Source : [MENJ-MESRI, Depp, Géographie de l'école](#), édition 2017

## Les types d'orientation en fin de 3<sup>ème</sup>



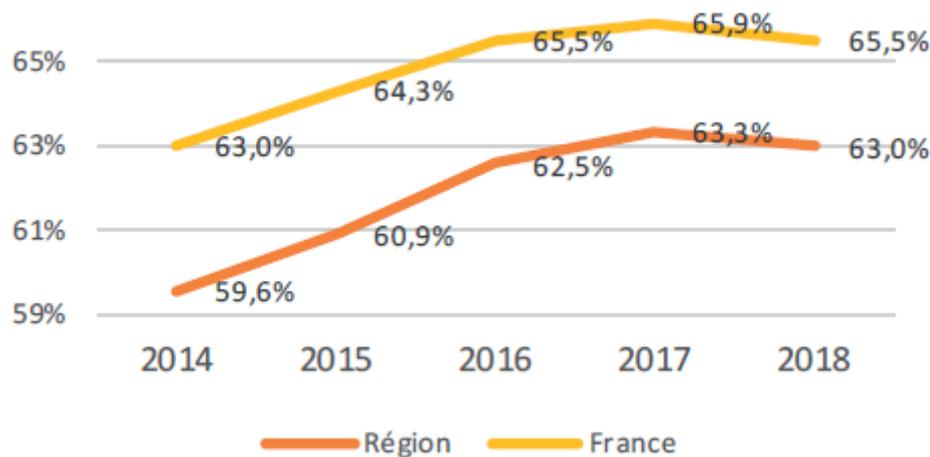
- Forte dominante en voie générale et technologique (GT)
- Orientation importante en voie professionnelle scolaire
- Apprentissage développé
- Forte dominante en voie GT et apprentissage développé
- Orientation importante en voie professionnelle scolaire et apprentissage développé
- Orientations mixtes

- Les académies de Lille et d'Amiens se classent parmi les 6 académies de France métropolitaine ayant une proportion de poursuite d'études vers une seconde professionnelle en voie scolaire parmi les plus élevées

# Taux de passage des 3<sup>ème</sup> vers la seconde Générale et Technologique

Source : Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité (APAE)

Evolution du taux de passage\* de la 3<sup>ème</sup> vers la seconde générale et technologique



Champ : secteurs public et privé sous contrat. Hors SEGPA et ULIS.

A la rentrée 2018, 63% des élèves scolarisés en 3<sup>ème</sup> (hors SEGPA et ULIS) à la rentrée 2017 poursuivant en 2<sup>nd</sup>e générale et technologique.

Sous l'effet de la réforme du lycée professionnel visant à revaloriser la voie professionnelle, le taux de passage des 3<sup>ème</sup> vers la seconde générale et technologique a connu une inflexion en 2018 après avoir progressé régulièrement depuis 2014.

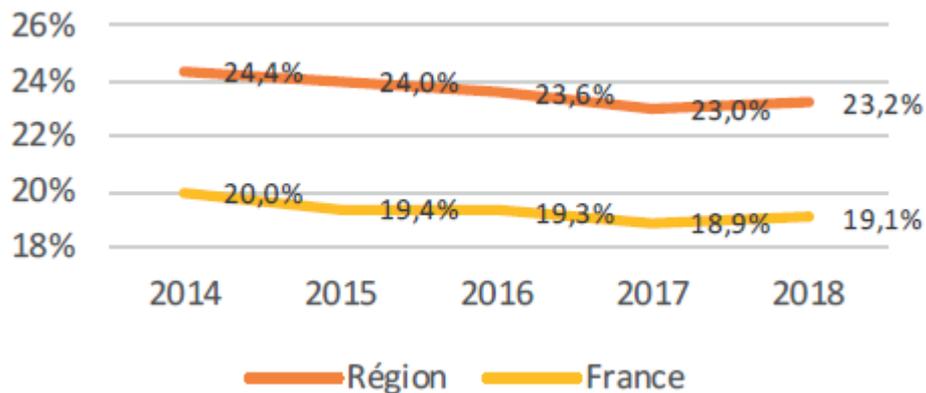
L'écart entre le taux régional et le taux national se réduit, passant de 3,4 points en 2014 à 2,5 points en 2018.

\* DEF

# Taux de passage des 3<sup>ème</sup> vers la seconde professionnelle

Source : Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité (APAE)

## Evolution du taux de passage\* de la 3<sup>ème</sup> vers la seconde professionnelle



Champ : secteurs public et privé sous contrat. Hors SEGPA et ULIS.

A la rentrée 2018, 23,2% des élèves scolarisés en 3<sup>ème</sup> à la rentrée 2017 sont passés en 2<sup>nde</sup> professionnelle.

La poursuite en voie professionnelle a connu un léger regain sous l'effet de la politique de revalorisation de la voie professionnelle.

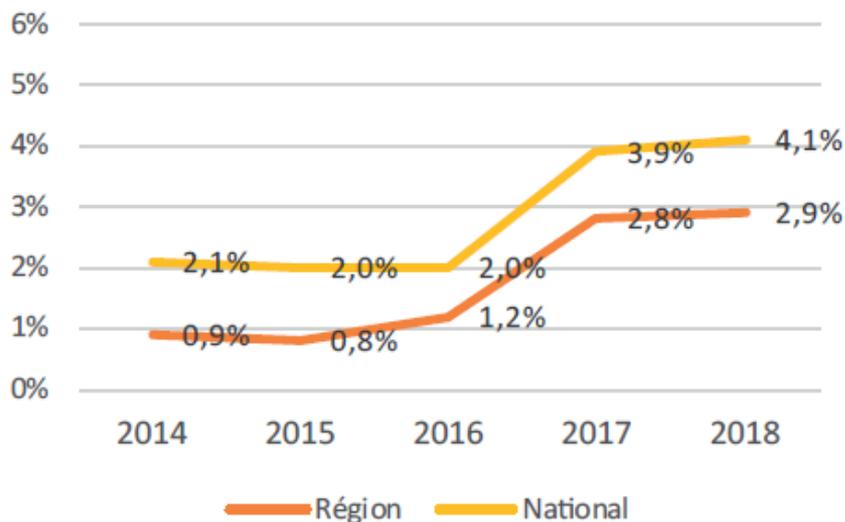
Historiquement grande région industrielle, la voie professionnelle est plus développée en région qu'en France. La part de jeune s'orientant vers la voie professionnelle est plus élevée de 4,1 points.

\* DEF

# Inscription en l'apprentissage

Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité, Système d'information SIFA (APAE)

## Part des élèves de 3<sup>ème</sup> inscrits en apprentissage



*Champ : secteurs public et privé sous contrat. Hors SEGPA et ULIS.*

Fin 2018, 2,9% des élèves scolarisés en 3<sup>ème</sup> à la rentrée 2017 (hors SEGPA et ULIS) étaient inscrits en apprentissage.

La poursuite d'études en apprentissage après la 3<sup>ème</sup> a fait un bond significatif en 2017 au plan régional comme au plan national.

Elle reste moins fréquente en région (-1,2 point) mais rappelons qu'elle reste conditionnée à la signature d'un contrat d'apprentissage et que la structure des entreprises en région diffère de celle du national : moindre proportion de TPE-PME et artisanat moins développé.

# Espérance pour un élève de 6<sup>ème</sup> d'obtenir le bac

Source : Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Ocean et enquête n°60 sur les résultats définitifs du baccalauréat, Système d'information Scolarité, Système d'information Sifa - MAA, système d'information du ministère en charge de l'agriculture

## Evolution du taux d'espérance pour un élève de 6<sup>ème</sup> d'obtenir le baccalauréat\* (voie scolaire + apprentissage)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bac Général et Technologique	48,2%	50,0%	51,9%	53,4%	54,2%	53,5%
Bac professionnel	18,1%	18,3%	18,2%	18,3%	18,0%	17,8% <sup>(1)</sup>
Ensemble	66,3%	68,3%	70,1%	71,7%	72,2%	71,3% <sup>(1)</sup>

Champ : public et privé

(1) Les données 2018 sont provisoires, elles n'incluent pas l'apprentissage

En 2018, 71,3% des élèves de 6<sup>ème</sup> peuvent espérer obtenir un baccalauréat (hors apprentissage)

- plus de la moitié des élèves de 6<sup>ème</sup> peuvent espérer obtenir un bac GT
- 17,8% des élèves de 6<sup>ème</sup> peuvent espérer obtenir un bac pro (hors apprentissage)

\* DEF

# Taux de poursuite d'études des bacheliers dans le supérieur

Source : Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité, Système d'information Sise

## Evolution du taux de poursuite d'études\* des bacheliers dans l'enseignement supérieur

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Région (*)	72,5%	75,6%	72,6%	76,7%	77,0%	77,1%	77,8%
National	70,8%	74,0%	71,7%	77%	79,5%	79,5%	80,0%

Champ : secteurs public et privé.

\*estimation Pasepa

En 2018, le taux de poursuite d'études des bacheliers est inférieur au taux national (2,2 points).

Depuis 2014, le taux régional et le taux national augmentent.

# Taux de poursuite d'études des bacheliers professionnels en BTS

Source : Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité (Melusine)

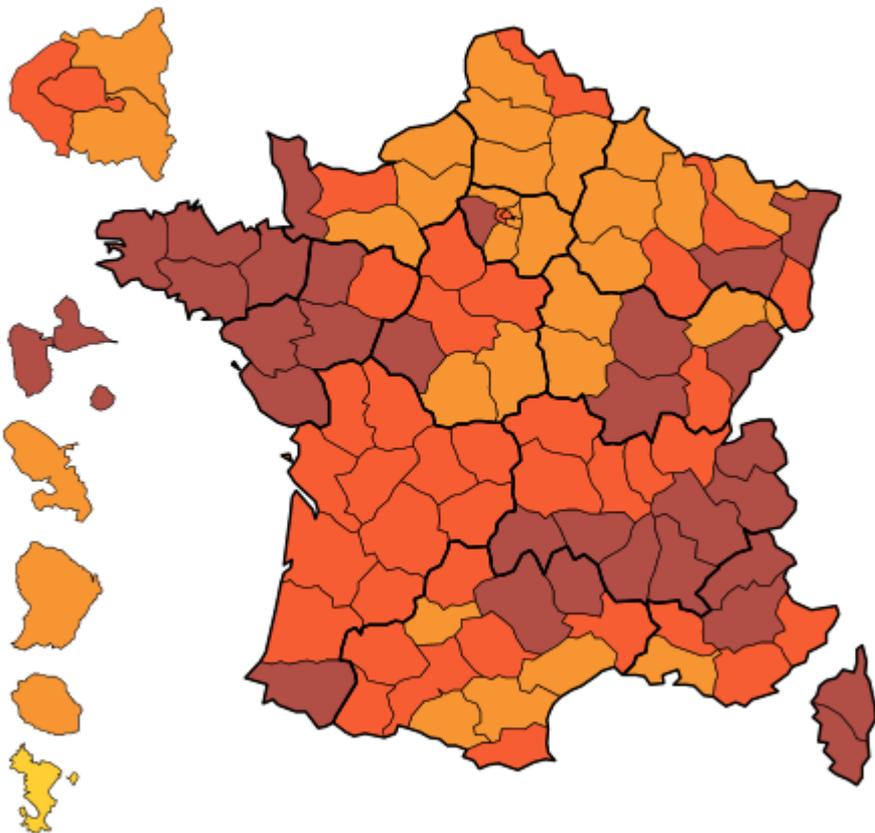
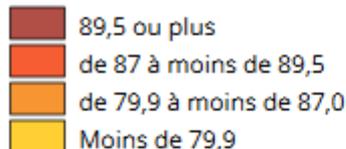
## Evolution du taux de poursuite d'études\* des bacheliers professionnels en BTS

	2015	2016	2017	2018
Région	28,7%	28,5%	33,4%	36,1%
National	27,8%	27,2%	30,2%	31,9%

*Champ : secteurs public et privé*

En 2018, le taux de poursuite d'études des bacheliers professionnel vers le BTS augmente par rapport à 2017 (+2,7 points) et est supérieur au taux national (+4,2 points). Rappelons que la formation professionnelle est historiquement plus développée en région qu'en France.

## Réussite au baccalauréat - session 2017



En région, 86,7% des personnes ayant passé un baccalauréat en 2017 l'ont obtenu (88, 0% en France métropolitaine)

- ▶ Bac général : 28 497 admis, soit un taux de réussite de 89,1%
- ▶ Bac techno : 12 242 admis, soit un taux de réussite de 91,2%
- ▶ Bac pro : 18 228, soit un taux de réussite de 80,7%

# Une insertion professionnelle des jeunes formés plus difficile en région

## Comment s'insèrent les jeunes sortant de formation professionnelle ?

### Les sortants de voie scolaire

	Niveau V	Niveau IV	Niveau III et +
	3 415 sortants	9 259 sortants	5 624 sortants
	24,1%	38,6%	59,9%
	sont en emploi	sont en emploi	sont en emploi
France métropolitaine :	31,9%	47,7%	65,8%

Données issues de l'enquête IVA 2018 qui interroge les sortants d'année terminale des filières professionnelles des lycées en juin 2017 sur leur situation au 1er février 2018  
Traitement : rectorats d'Amiens et de Lille

### Les sortants des Centres de Formation d'Apprentis

	Niveau V	Niveau IV	Niveau III et +
	2 912 sortants	2 225 sortants	3 984 sortants
	59,3%	75,4%	81,7%
	sont en emploi	sont en emploi	sont en emploi
France métropolitaine :	62,8%	72,2%	81,2%

Données issues de l'enquête IPA 2018 qui interroge les sortants d'année terminale des Centres de Formation d'Apprentis en juin 2017 sur leur situation au 1er février 2018  
Traitement : rectorats d'Amiens et de Lille







## FORMATION CONTINUE

---



# Formation continue

- ▶ Près de 90 000 demandeurs d'emploi formés en 2018
- ▶ 1 stagiaire sur 2 accède à un emploi six mois après la fin de sa formation
- ▶ Formation des salariés : 11 Opérateurs de Compétences - OPCO

## FORMATION CONTINUE

**89 900 demandeurs d'emplois formés**

**Salariés formés**

**Formations financées par le  
Conseil régional**

**55 350 formés**

*Source : Région - 2018*

**Formations financées  
par Pôle emploi et autres  
financeurs**

**34 550 formés**

*Source : Pôle emploi - 2018*

**Formations financées par les  
OPCO, OPACIF, entreprises et  
les salariés**

**Données globales non disponibles**

*Ancienne source : Copanef, FPSPP*

# Près de 90 000 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

Source : Région – Pôle emploi

- 🌀 En 2018, 55 350 personnes ont été formées via le Programme Régional de Formation du Conseil Régional Hauts-de-France
  - ▶ 53% des formés sont des hommes
  - ▶ 30% ont moins de 26 ans
  - ▶ 85% ont un niveau infra bac
  - ▶ 37% sont demandeurs d'emploi de longue durée
  
- 🌀 Côté Pôle emploi, 34 550 demandeurs d'emploi ont été formés (hors formation financées par le Conseil régional)
  - ▶ 60% des formés sont des hommes
  - ▶ 27,5% ont moins de 26 ans
  - ▶ 46% ont un niveau de formation infra bac
  - ▶ 22% sont demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an)

# 1 stagiaire sur 2 accède à un emploi six mois après la fin de sa formation

Source : Région – Pôle emploi

-  L'accès à l'emploi, six mois après la fin de formation, varie selon :
  - ▶ L'âge : 50% des demandeurs d'emploi de moins de 30 ans sont à l'emploi contre 40% des plus de 50 ans.
  - ▶ L'ancienneté dans le chômage : 53% des demandeurs inscrits depuis moins de 6 mois avant l'entrée en formation sont à l'emploi contre 43% des demandeurs d'emploi de longue durée.
  - ▶ Le niveau de diplôme : 57% des demandeurs d'emploi diplômés au moins d'un BAC +2 sont à l'emploi contre 43% des demandeurs d'emploi non diplômés.
  
-  Près de 6 sur 10 sont en emploi durable (CDI, CDD + 6 mois ou intérim + 6 mois), parmi les stagiaires en emploi 6 mois après la fin de formation
  - ▶ Pour plus d'un tiers d'entre eux, il s'agit d'un contrat à durée indéterminée.
  - ▶ Pour obtenir un emploi après leur formation, près d'un tiers de stagiaires ont fait des concessions allant de la baisse de salaire aux horaires particuliers, au temps de travail ainsi qu'à la durée de trajet.
  - ▶ Pour la majorité des stagiaires, l'emploi occupé est bien en lien avec la formation suivie.

# Formation des salariés : 11 OPCO – Opérateurs de Compétences

## OPCO agréés le 1<sup>er</sup> avril 2019

## Périmètre de l'OPCO

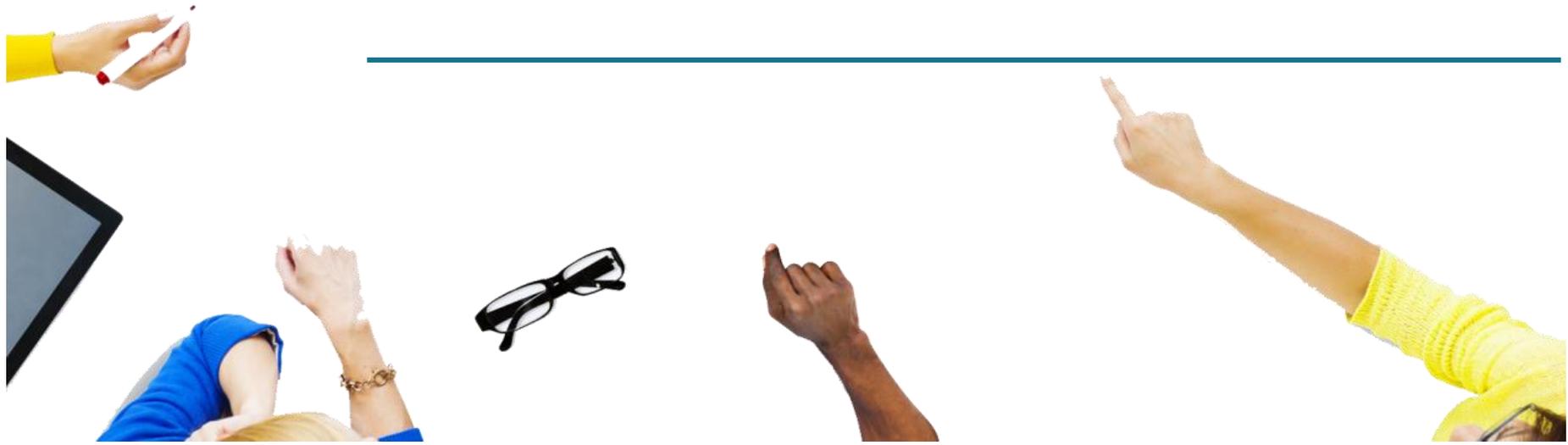
Afdas	Culture, industries créatives, médias, communication, télécoms, sport, tourisme, loisirs, divertissement
Atlas	Services financiers et conseil aux entreprises
Cohésion sociale	Centres socioculturels, animation, chantiers d'insertion, Pôle emploi, régies de quartier, HLM, ...
Construction	Bâtiment, travaux publics
Entreprises de proximité	Artisans, commerçants, professions libérales, ...
ESSFIMO – entreprises à forte intensité de main d'œuvre	Chaînes de restaurants, portage salarial, enseignement privé, restauration rapide, activité du déchet, travail temporaire, ...
Mobilités	Ferroviaire, maritime, automobile, transport de voyageurs, tourisme, etc.
Ociat	Entreprises et exploitations agricoles, acteurs du territoire et entreprises du secteur alimentaire, ...
Opco 2i	Industrie, métallurgie, textile, etc.
Opco Commerce	Vente, négoce, commerce de détail, commerce de gros ...
Santé	Hospitalisation, établissements médico-sociaux ...



---

## GLOSSAIRE

---



# Glossaire Géographie du territoire

## 28 zones d'emploi

### 28 zones d'emploi

#### **Construction du zonage :**

- Territoire issu d'une construction statistique par l'Insee, centré sur les déplacements domicile-travail

#### **Champs étudiés :**

- Thématiques traitées par l'INSEE, données du recensement de population notamment  
- Partition du territoire adaptée aux études locales sur l'emploi et le marché du travail

#### **Regroupement du zonage :**

- Absence de subdivisions des départements  
- 2 zones d'emploi de la région sont interrégionales

#### **Modifications possibles**

- Zonage modifié suite à la refonte de 2010, les zones d'emploi se sont étendues en ex Picardie mais aucune modification en ex Nord – Pas-de-Calais  
- Avec la fusion des régions, les migrations domicile-travail pourraient s'intensifier, modifiant ainsi la composition des zones d'emploi



# Glossaire Géographie du territoire

## 28 bassins d'emploi

### 28 bassins d'emploi

#### Construction du zonage

- Découpage administratif basé sur le regroupement d'agences Pôle emploi. Ce découpage respecte une logique d'équilibre du nombre de demandeurs d'emploi et du nombre d'agents Pôle emploi.

#### Champ étudié

- Thématiques traitées Pôle emploi : marché du travail principalement, besoins de recrutement

#### Regroupement du zonage

- Subdivisions des départements

#### Modifications possibles

- Zonage susceptible d'évoluer en fonction de la répartition des demandeurs d'emploi sur le territoire et de la réattribution des agences Pôle emploi



# Glossaire Géographie du territoire

## 26 arrondissements



### 26 arrondissements

#### **Construction du zonage**

- Découpage administratif (circonscription administrative de l'État dont le chef-lieu est la sous-préfecture)

#### **Champ étudié**

- Zonage non dédié à l'observation statistique  
- Disponibilité de données sur les champs emploi, formation, marché du travail

#### **Regroupement du zonage**

- Subdivisions des départements

#### **Modifications possibles**

- Périmètre mouvant (redéfinition au 1er janvier 2017), nécessite une vigilance dans le suivi des évolutions des indicateurs statistiques

# Glossaire Géographie du territoire

## 28 Bassins emploi - formation



### 28 bassins emploi-formation

#### **Construction du zonage**

- Regroupement de zonage d'action publique bien appréhendé par les acteurs locaux : réagencement des arrondissements

#### **Champs étudiés**

- Zonage de référence pour la production statistique des travaux du CPRDFOP  
- Zonage de référence des SPELOF (Services Publics pour l'Emploi Local, l'Orientation et la Formation)

#### **Regroupement du zonage**

- Subdivisions des départements

#### **Modifications possibles**

- Périmètre stable, non soumis aux modifications administratives

Densité de population : mesure du nombre d'individus ou d'habitants occupant une surface donnée. Ici, la densité s'exprime par habitants au km<sup>2</sup>.

Taux de fécondité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à l'ensemble de la population féminine en âge de procréer (nombre moyen des femmes de 15 à 50 ans sur l'année). Son évolution dépend en partie de l'évolution de la structure par âge des femmes âgées de 15 à 50 ans.

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Solde naturel (ou accroissement naturel ou excédent naturel de population) : la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots « excédent » ou « accroissement » sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, et le solde naturel est alors négatif.

Solde migratoire : il est égal à la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

Taux de scolarisation : pourcentage de jeunes d'un âge de scolarisation donné qui sont scolarisés par rapport à l'ensemble de la population du même âge.

Illettrisme : situation des personnes qui, après avoir été scolarisées en France, n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul, des compétences de base, pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante.

Jeunes non insérés : les personnes de 15 à 24 ans qui ne sont pas inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire ou supérieur et qui n'ont pas d'emploi, fût-il occasionnel.

Taux de pauvreté (en condition de vie) : désigne une situation de difficulté économique durable. Selon Eurostat, une personne s'y trouve lorsqu'elle cumule au moins 3 privations ou difficultés matérielles parmi les 9 de la liste suivante :

- avoir eu des arriérés de paiement d'un loyer, d'un emprunt hypothécaire ou de factures d'eau/gaz/électricité dans les 12 derniers mois
- ne pas pouvoir chauffer son logement
- ne pas pouvoir faire face à des dépenses imprévues
- ne pas pouvoir consommer de la viande ou une autre source de protéines au moins tous les 2 jours
- ne pas pouvoir s'offrir une semaine de vacances hors du logement
- ne pas posséder un téléviseur couleur
- ne pas posséder un lave-linge
- ne pas posséder une voiture personnelle
- ne pas posséder un téléphone

Population active : regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et la population à la recherche d'un emploi (les chômeurs).

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs (actifs en emploi et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Taux d'emploi : rapport entre le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

**PIB** : Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

**Valeur ajoutée** : définit ce que l'entreprise apporte au monde économique extérieur. Cette notion est définie comme ce qui est produit et vendu moins ce qui est consommé en provenance de l'extérieur de l'entreprise. La valeur ajoutée est un indicateur de richesse qu'on peut utiliser pour mesurer la richesse brute produit par une entreprise. On peut la calculer au sein d'une entreprise par secteurs d'activités ou bien par produits. Cette donnée universelle sert à comparer les entreprises du même secteur d'activité.

VALEUR AJOUTEE = MARGE - CHARGES EXTERNES

**Solde commercial** : un des nombreux indicateurs du commerce international qui permet de mesurer la compétitivité économique d'un pays, il se calcule selon la formule : Exportations - Importations.

Entreprise individuelle : entreprise qui est la propriété exclusive d'une personne physique. L'entrepreneur exerce son activité sans avoir créé de personne juridique distincte. Les différentes formes d'entreprises individuelles sont : commerçant, artisan, profession libérale, agriculteur.

Micro-entrepreneur : nouvelle dénomination pour le régime de l'autoentrepreneur depuis le 19 décembre 2014. Il s'applique aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire. Il offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Défaillance d'entreprise : Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible

Activités présentielles : activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Activités productives : déterminées par différence avec les activités présentielle. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

# Glossaire

## Emplois et secteurs d'activité

Emploi concurrentiel : comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile

Emploi salarié : emploi de toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente.

Emploi non salarié : emploi des personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Emploi total : comprend l'emploi salarié et l'emploi non salarié.

Taux d'emploi : rapport entre le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

Secteur de l'industrie : En première approximation, relèvent de l'industrie les activités économiques qui combinent des facteurs de production (installations, approvisionnements, travail, savoir) pour produire des biens matériels destinés au marché.

Une distinction est généralement établie entre l'industrie manufacturière et les industries d'extraction mais le contour précis de l'industrie dans chaque opération statistique est donné par la liste des items retenus de la nomenclature économique à laquelle cette opération se réfère (NAF, NES, NA...).

Secteur de la construction : L'activité de construction est essentiellement une activité de mise en œuvre ou d'installation sur le chantier du client et qui concerne aussi bien les travaux neufs que la rénovation, la réparation ou la maintenance. Ces industries correspondent à la section F de la NAF Rév. 2.

# Glossaire

## Emplois et secteurs d'activité

Superficie agricole utilisée : La superficie agricole utilisée (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

Secteur de l'agriculture : Au sens le plus large, ce secteur de l'économie comprend les cultures, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture. La nomenclature d'activités française établit une distinction entre l'activité agricole (exploitation des ressources naturelles en vue de la production des divers produits de la culture et de l'élevage), la sylviculture et l'activité de pêche (exploitation professionnelle des ressources halieutiques en milieu marin ou en eau douce). Ces activités correspondent à la section A de la NAF rév. 2.

Le secteur tertiaire marchand : commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication

Le secteur tertiaire non marchand : administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale

Artisanat : Selon la loi du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, « doivent être immatriculées au répertoire des métiers les personnes physiques et les personnes morales qui n'emploient pas plus de 10 salariés et qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services relevant de l'artisanat et figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'État ».

Taux de chômage : rapport entre le nombre de personnes d'une classe sans emploi et à la recherche d'un emploi recherchant un et l'ensemble des personnes de la classe.

Il est généralement calculé sur l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un.

Il y a deux sources statistiques principales sur le chômage :

- les statistiques mensuelles du Ministère du travail, élaborées à partir des fichiers de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle Emploi
- l'enquête Emploi de l'Insee, qui mesure le chômage au sens du BIT

### Demandeurs d'emploi catégories A, B, C

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois)

DPAE : La Déclaration Préalable À l'Emploi est la procédure de déclaration systématique et nominative pour chaque salarié qu'un employeur a l'intention d'embaucher. Elle est obligatoire sauf si l'employeur est un particulier ou est soumis à un régime dérogatoire spécifique

Taux de rotation (*turn over*) : est égal à la moyenne des taux d'entrée et de sortie de l'emploi

**Enquête BMO** : L'**enquête Besoins en Main-d'œuvre (BMO)** est une initiative de **Pôle emploi**, réalisée avec l'ensemble des directions régionales et le concours du Crédoc. **Cette enquête mesure les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir**, qu'il s'agisse de créations de postes ou de remplacements. De plus, ces projets concernent tous les types de recrutement, y compris les postes à temps partiel et le personnel saisonnier.

Nombre total de projets de recrutement pour 2018	Ces projets de recrutement sont-ils jugés difficiles ? <i>Si oui, cocher la case</i>	Parmi ces projets, combien sont saisonniers ?
---	---	--

L'enquête BMO 2018 a été réalisée entre octobre et décembre 2017.

Le champ de l'enquête est d'une part les établissements relevant du secteur privé et, d'autre part :

- les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours de la période récente,
- les établissements du secteur agricole,
- les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...),
- les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...),
- les officiers publics ou ministériels (notaires...).

L'enquête ne comprend donc ni les administrations de l'État (ministères...) ni certaines entreprises publiques (Banque de France...).

Le questionnaire soumis aux employeurs couvre **une liste de 200 métiers** qui correspond aux Familles Professionnelles (FAP). Sur **les 2,3 millions établissements entrant dans le champ de l'enquête, près de 1,7 million ont ainsi été interrogés**, par voie téléphonique ou postale. Au global, plus de 436 600 réponses ont été collectées et exploitées pour la France entière. Les résultats ont ensuite été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements, à l'aide d'une procédure de type calage sur marges définies à partir de la structure de la population mère des établissements.

Baccalauréat général : sanctionne une formation générale, à dominante scientifique (S), économique et sociale (ES) ou littéraire (L), organisée autour d'un noyau cohérent de disciplines dominantes dans le cadre d'une formation générale.

Baccalauréat technologique : associe une formation générale à une formation couvrant un champ technologique d'ensemble.

- STI2D : Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable, en remplacement de la série STI hors spécialité « Arts appliqués » depuis la session 2013.
- STL : Sciences et technologies de laboratoire.
- STAV : Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant, en remplacement des séries STAE et STPA depuis la session 2008.
- STMG : Sciences et technologies du management et de la gestion, en remplacement de la série ST T depuis la session 2007, puis STG depuis la session 2014.
- ST2S : Sciences et technologies de la santé et du social, en remplacement de la série SMS depuis la session 2009.
- STD2 A : Sciences et technologies du design et des arts appliqués, en remplacement de la spécialité « Arts appliqués » de la série STI depuis la session 2013.
- TMD : Techniques de la musique et de la danse.
- Hôtellerie.

Baccalauréat Professionnel : sanctionne une formation professionnelle qui permet d'entrer dans la vie active même si, comme tout baccalauréat, il donne le droit de poursuivre des études supérieures. Avec la réforme de la voie professionnelle, ce baccalauréat est obtenu à l'issue d'un cursus en trois ans après la troisième. La voie professionnelle est composée de spécialités de la production et de spécialités des services.

## Niveaux de formation :

- Niveau VI et V bis : sorties en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale.
- Niveau V : sorties après l'année terminale de CAP ou BEP ou sorties de 2nd cycle général et technologique avant l'année terminale (seconde ou première).
- Niveau IV : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire (avec ou sans le baccalauréat). Abandons des études supérieures sans diplôme.
- Niveau III : sorties avec un diplôme de niveau Bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.).
- Niveaux II et I : sorties avec un diplôme de niveau supérieur à bac+2 (licence, maîtrise, master, dea, dess, doctorat, diplôme de grande école).

Taux de passage : Pourcentage des élèves inscrits l'année n-1 dans une classe (hors ULIS) dépendant du ministère en charge de l'éducation nationale qui passent dans une classe supérieure (du ministère en charge de l'éducation nationale, hors ULIS) l'année n.

Taux de réussite : calculé en rapportant le nombre d'admis au nombre de candidats présents. Est considéré comme présent à l'examen tout candidat qui a participé au moins à une épreuve. Les candidats peuvent être élèves, apprentis, en formation continue ou en enseignement à distance dans un établissement public ou privé, ou encore se présenter en candidat libre.

Taux d'espérance d'obtenir le baccalauréat : donne une mesure de la probabilité qu'aurait un jeune de sixième, une année donnée, de réussir l'examen du baccalauréat s'il rencontrait tout au long de son parcours les conditions scolaires que connaissent les autres jeunes cette année-là. Tous les jeunes fréquentant une année donnée un des niveaux de sixième jusqu'en terminale constituent une cohorte fictive. Le taux intermédiaire d'accès au niveau supérieur est calculé pour chaque niveau, puis ces taux sont multipliés entre eux pour donner les trois composantes de l'indicateur (général et technologique scolaire, professionnel scolaire et professionnel par apprentissage) dont la somme est l'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième.

### Formations continue 2015 :

Total salariés : sont considérés comme étant à destination des salariés, les dispositifs suivants :

- Les dispositifs CIF pour les CDI (CIF, BC, VAE, FHTT, DIF)
- CP jeunes et tuteurs
- CPF salariés purs
- Période de pro et EA
- Plan

Total DE : par définition, on considère comme étant à destination des demandeurs d'emploi, les dispositifs suivants :

- Les dispositifs CIF pour les CDD (CIF, BC, VAE, FHTT, DIF)
- CP adultes, publics prioritaires et dispositifs intérimaires
- CSP et CSP DOM
- CPF DE purs
- POEI
- POEC

Le C2RP, **Carif-Oref, Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur la Formation (CARIF) et Observatoire Régional Emploi Formation (OREF)** remplit une mission d'intérêt public en faveur du déploiement des politiques publiques d'orientation, de formation et d'emploi.

Lieu de partenariat, de production et de diffusion d'information, le C2RP contribue à l'aide à la décision des institutions et des Partenaires Sociaux et appuie les professionnels en charge de favoriser la continuité des parcours tout au long de la vie.



[www.c2rp.fr](http://www.c2rp.fr)

Membre du



Découvrez l'actualité du  
C2RP sur le [c2@ctu](mailto:c2@ctu)

